

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ



n° 43 – 17 octobre 2025

Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris), les sites À l'encontre (Lausanne), Europe solidaire sans frontières (Paris), Traversales (Madrid) et Presse-toi à gauche (Québec), les blogs Entre les lignes entre les mots (Paris) et Utopia Rossa, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org>

Centre Tricontinental: www.cetri.be

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org>

Éditions Spartacus: www.syllepse.net/cahiers-spartacus-_r_88_va_1.html

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entreleslignesentrelismots.wordpress.com>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info>

New Politics: newpol.org

Presse-toi à gauche!: www.pressegauche.org

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Traversales: www.traversales.net

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



ÉDITIONS SYLLEPSE
69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0340-0

Illustration de couverture: Katya Gritseva.

Un grand merci à Irène Paillard pour sa patience et pour ses corrections méticuleuses.

Table des matières

Ne pas rater le rendez-vous de l'Histoire

GIN VOLA

5

Un appareil de vision nocturne pour la brigade d'Ivanka, soldate féministe

MARIANA SANCHEZ

7

PAROLES D'UKRAINE

Sashko, artiste-militante ukrainienne

ENTRETIEN AVEC SASHKO

11

Vers le transport public gratuit en Ukraine ?

DENYS GORBACH ET SIMON PIRANI

17

La situation du personnel soignant reste difficile

OKSANA SLOBODIANA

26

La langue comme arme de guerre

OLEKSANDR KYSELOV

29

Les soldats de l'ancien 219^e bataillon prennent la parole

APPEL

34

Infirmières : encore sur le contrôle

LARISSA PRINDILAS

38

LA BATAILLE DU RAIL

Rencontre avec deux syndicats de cheminots

Entretien avec Vyatcheslav Grigorievitch

Une action de solidarité concrète

CHRISTIAN MAHIEUX

40

« Comment nous vivons, comment nous travaillons, comment nous combattons ! »

PHILIPPE B.

46

La bataille du rail en Russie et dans les territoires occupés

CORRESPONDANCE

51

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

Chronique des événements courants

CORRESPONDANTS

55

PRISES DE POSITION

Info et contre-info, mobilisations, culture, liens internationaux : on continue !

ROBI MORDER

60

Aux côtés de l'Ukraine et de ses travailleurs

BEV LAIDLAW

61

ÉCLAIRAGES

L'Ukraine comme « berceau » civilisationnel russe

HANNA PEREKHODA

65

FRAGMENTS D'HISTOIRE

1954 : révolte ukrainienne au Goulag

PATRICK LE TRÉHONDAT

69

Babi Yar : un chant poignant sauvé de l'abîme

LAURENT VOGEL

75

Le massacre de Sandarmorkh et la « Renaissance fusillée »

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN

93

BOÎTE ALERTE

En défense de l'Ukraine

EDWY PLENEL

108



Ne pas rater le rendez-vous de l'Histoire

Gin Vola¹

Tandis que la situation économique de la Fédération de Russie semble se détériorer et que ses habitant.es font face à des pénuries d'essence à la suite des frappes ukrainiennes sur les raffineries, l'armée russe poursuit sans répit ses attaques criminelles contre les populations et les villes d'Ukraine.

Depuis l'été 2025, les attaques contre les villes minières et les infrastructures ukrainiennes se sont intensifiées : en septembre, les frappes contre les infrastructures ferroviaires ont été multipliées par deux, avec des conséquences sur l'économie ukrainienne, sur les moyens d'acheminement du matériel militaire, ainsi que sur les populations civiles. Les attaques délibérées contre les journalistes, contre les hôpitaux, contre les employé.es des missions humanitaires (début septembre, deux techniciens d'une mission humanitaire de déminage ont été tués), ne sont que des exemples de la dégradation des conditions de vie et de travail des habitant.es des territoires ukrainiens face à la terreur poutinienne.

1. Militante anticapitaliste, Gin Vola est membre du Comité français du RESU.

Pourtant, et quoi qu'en disent certains dirigeants d'organisations de la gauche française et européenne, partout en Ukraine, les luttes continuent : les étudiant.es, les soignantes, les enseignant.es se battent contre la privatisation de l'enseignement et de la santé, pour améliorer leurs conditions de travail et d'études, pour leurs salaires, pour gagner des droits démocratiques et sociaux.

Les organisations syndicales poursuivent leur soutien actif aux travailleurs engagés sur le front. Les habitant.es des villes et villages ukrainiens s'organisent et se mobilisent pour protéger l'environnement face aux entreprises polluantes. Les soldat.es dénoncent les maltraitements dans l'armée et les fautes dans la direction des opérations militaires.

Les populations d'Ukraine vivent et résistent. Et elles ont besoin de tout notre soutien

Et ce, d'autant plus que les régimes autoritaires se durcissent et que l'extrême droite avance en Europe et au-delà. C'est le cas aux États-Unis, mais aussi en Géorgie, comme l'a montré la répression violente des manifestations massives contre le gouvernement lors des élections municipales, boycottées par l'opposition et ayant eu lieu en l'absence d'observateurs internationaux comme locaux.

La victoire aux élections législatives en République tchèque du parti ANO du milliardaire Andrej Babiš, membre du groupe Patriotes pour l'Europe au Parlement européen, vient renforcer l'axe de l'extrême droite européenne et la propagande anti-immigration, dont les populations

déplacées d'Ukraine sont parmi les premières victimes.

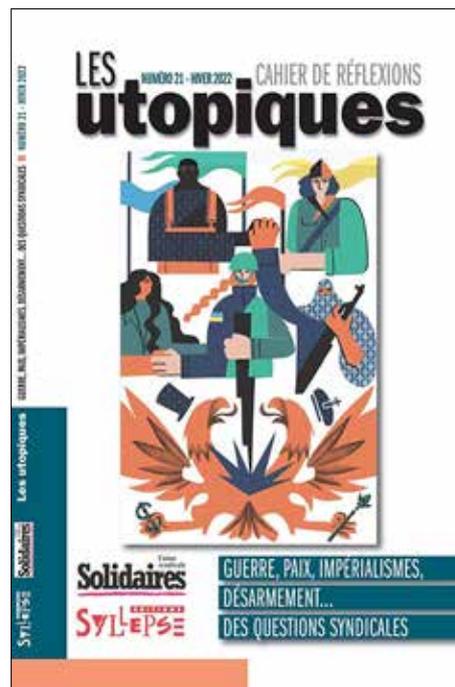
La responsabilité politique d'une partie bien trop conséquente de gauche politique d'Europe occidentale et méditerranéenne, trop souvent silencieuse ou à peine capable d'en appeler à des solutions diplomatiques qui pourtant nient l'évidence de la politique impériale russe, est immense.

L'incapacité à prendre une position nette de soutien à la résistance ukrainienne, en première ligne contre un pouvoir néofasciste agressif et autoritaire, creuse une fracture dans la gauche européenne et risque de nous enfoncer dans une dynamique dangereuse d'isolement et de sectarisation, qui ne peut que provoquer un affaiblissement ultérieur face à la montée globale de l'extrême droite.

Il est de plus en plus urgent de reconnaître le caractère néofasciste du régime poutinien, le caractère impérialiste des guerres qu'il mène, le caractère colonial de l'occupation du territoire ukrainien et de l'ingérence politique et militaire dans les pays de l'ex-URSS que le pouvoir russe considère comme ses propriétés.

C'est urgent parce qu'il faut le combattre en tant que tel et qu'il faut donc comprendre que la guerre que mènent les Ukrainien·nes est une guerre de résistance populaire antifasciste, même lorsqu'elle ne semble pas porter le drapeau de l'antifascisme tel que l'Europe l'a connu par le passé.

Pour que la gauche européenne ne rate pas, encore une fois, le rendez-vous avec l'Histoire: solidarité avec la résistance ukrainienne!



Un appareil de vision nocturne pour la brigade d'Ivanka, soldate féministe

Mariana Sanchez¹

Le 20 septembre, nous avons reçu puis immédiatement posté et envoyé à notre réseau l'appel à la solidarité d'Ivanka, militante féministe de [Bilkis](#), et de sa brigade nous demandant de l'aide pour l'achat d'un appareil de vision nocturne. Une semaine après, la collecte était bouclée et la somme (1 023 euros) envoyée en Ukraine !

Des camarades du Comité français du RESU sont en contact avec Ivanka, 31 ans, née dans la région de Louhansk, et ses camarades de [Bilkis](#), avec lesquelles nous avons d'ailleurs organisé un webinaire en mars 2024.

En février 2025, un entretien avec elle avait été publié le site de nos camarades du [Comité belge du RESU](#). Elle revenait sur son engagement militaire en 2024 :

Après 2022, j'ai perdu ma maison, les Russes ont complètement occupé la région de

1. Mariana Sanchez est membre du Comité français du RESU et des Brigades éditoriales de solidarité.



Louhansk, et j'ai été évacuée vers l'ouest de l'Ukraine. J'ai tenté de rejoindre les forces armées au cours du premier mois de l'invasion, mais au centre d'entraînement militaire de Lviv, j'ai été rejetée et poussée vers la sortie. Malgré ce refus, le désir de me battre n'a pas disparu [...]. Peu à peu, j'ai abandonné tous mes projets civils et j'ai commencé à suivre la voie de l'engagement dans l'armée, et en surmontant de nombreux obstacles, j'ai trouvé ma place dans les forces de défense ukrainiennes.

Elle rappelait aussi sur la position des féministes ukrainiennes dans cette guerre :

La motivation des militantes féministes ukrainiennes pour combattre l'armée russe est

évidente : il s'agit simplement du désir de vivre sur leur terre en tant que personnes libres avec leurs propres valeurs, et de ne pas devenir un quasi-sujet de la Russie. C'est une guerre contre l'autoritarisme et l'impérialisme !

Ivanka témoignait aussi des difficultés matérielles des femmes engagées :

Il n'y a pas non plus d'uniforme adapté aux «paramètres» des femmes. On m'a donné un uniforme pour homme et j'ai dû faire appel aux services d'une couturière. [...] Les pantalons allaient bien aux hanches, mais étaient trop grands à la taille, les vestes avaient des manches longues et l'épaule du treillis descendait presque jusqu'au coude. Malheureusement, une budgétisation axée sur le genre n'est qu'un rêve pour les forces armées ukrainiennes.



Les soldates de Veteranka, que nous avons soutenues en 2024 pour l'achat un véhicule blindé pour le front, nous avaient déjà parlé de ces inconvénients dont pâtissent les plus de 70000 femmes qui se battent dans l'armée ukrainienne, mal protégées par des gilets pare-balles trop grands et des uniformes inadaptés.

«Je sens qu'il y a à mes côtés des personnes et des organisations qui partagent les mêmes valeurs et sont prêtes à agir»

Pourtant ce n'est pas un gilet pare-balles qu'Ivanka nous a demandé mais un appareil de vision nocturne pour sa brigade «pour les conducteurs qui emmènent les combattants sur

leurs positions, afin de ne pas rouler avec les phares allumés».

Grâce notamment à un don important de nos camarades belges mais également à des dons individuels de militant·es et de soutiens du Comité français du RESU l'argent a été très vite rassemblé et expédié.

Ivanka nous a envoyé depuis, entre deux missions dans les tranchées, une vidéo et surtout un mot de remerciement adressé à nos deux comités :

Les camarades de mon unité et moi-même vous exprimons notre sincère gratitude pour votre généreux soutien financier. Le don que vous avez fait pour la collecte revêt une importance considérable pour moi et pour notre cause. Ce ne sont pas seulement des dollars, c'est un geste de confiance, de soutien et de foi dans l'action des forces armées ukrainiennes, qui résistent chaque jour à un empire corrompu et dépravé. Votre engagement et votre volonté de participer à la collecte sont un exemple de véritable solidarité. [...] Les dons des Européens constituent un immense soutien moral. À chaque fois que je reçois des fonds, je sens qu'il y a à mes côtés des personnes et des organisations qui partagent les mêmes valeurs et sont prêtes à agir.

À Ivanka et à ses camarades : sachez que nous sommes fier·ères d'avoir pu si modestement aider ceux et celles qui comme elle se battent sur la première ligne. Et nous répondrons à d'autres appels à la solidarité matérielle qu'elle et ses camarades, autant de Bilkis que de sa brigade, pourraient nous envoyer.



Pour visionner la vidéo que nous a envoyée Ivanka après avoir reçu l'appareil de vision nocturne, cliquer [ici](#).

PAROLES
D'UKRAINE

Sashko, artiste-militante ukrainienne

Entretien avec Sashko¹

Sashko fait partie de cette génération d'artistes ukrainien-nes qui, malgré la guerre, poursuit une intense activité de création d'œuvres, même si celle-ci plane sur «vraiment sur tout et sur chacun». Réfugiée à Kyiv, cette jeune artiste de 20 ans a repris ses études à l'Académie nationale des beaux-arts et d'architecture où elle est la déléguée du dortoir de son université. Militante de Priama Diia, le syndicat étudiant ukrainien, «parce que c'est nécessaire», elle est également active dans la défense des droits des étudiants et participe activement aux mobilisations que connaît son université. Lors des manifestations massives de juillet qu'a connues l'Ukraine, on a pu la voir dans les cortèges qui pendant plusieurs jours ont sillonné la capitale.

Peux-tu te présenter à nos lecteurs ?

Bonjour ! Je m'appelle Sashko Piven, je suis étudiante à l'Académie nationale des beaux-arts et d'architecture, membre de Priama Diia et de Podiakh (un groupe militant dans mon université), j'étudie la scénographie et je viens de la magnifique ville de Kharkiv, mais je vis actuellement à Kyiv.

1. Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat. 16 septembre 2025.

Tu es étudiante en art à Kyiv. Tu crées des dessins et des œuvres d'art. Mais tu vis dans un pays en guerre. Comment cette situation influence-t-elle ta créativité et ton inspiration ?

En réalité, je ne peux pas répondre à cette question de manière concise ou directe. Je me souviens de la première année, peut-être pendant un an et demi, où la guerre planait vraiment sur tout et sur chacun. À l'époque, je vivais à l'étranger et j'avais décidé de ne pas enseigner, ni rendre public mon art tant que la guerre ne serait pas terminée, mais elle continue. Ce sentiment est venu avec le temps, mais la guerre est présente dans chacun de mes gestes, je vis dans un pays où elle se perpétue, chacune de mes œuvres a un contexte militaire, même mes travaux d'étude. À un moment donné, la guerre déterminait tout, elle était au centre de tout, et elle éclipsait tout le reste. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, elle n'est plus notre seule référence. C'est une pensée préoccupante, car nous dépendons de l'opinion des personnes à l'étranger et nous craignons que si nos problèmes sont trop connus, cela occultera la guerre et réduira l'aide apportée à l'Ukraine, mais j'espère que cela créera un sentiment de communauté, car les problèmes sont les mêmes partout.

En ce qui concerne l'inspiration, en fait, d'après ce que je sais, c'est quelque chose qui se répand chez tous ceux qui s'adonnent depuis longtemps à ces activités. L'inspiration, c'est simplement un état dans lequel – je ne sais pas – le désir de dessiner/créer quelque chose s'intensifie, mais ce désir n'est pas déterminant. C'est comme quand on cuisine : parfois, on a

envie de préparer quelque chose d'intéressant, mais tu peux cuisiner tranquillement sans cela, il est rare que vous n'ayez pas une envie, c'est la même chose pour moi avec le dessin. Il y a des moments où on peut connaître un état particulier, et se dire «il faut le faire maintenant». Après les funérailles de David Chichkan² à Kyiv, j'étais à Lviv et j'ai fait un travail parce que j'ai ressenti le désir d'être pertinente, le besoin de faire quelque chose, de m'exprimer d'une manière ou d'une autre.

Malheureusement, l'histoire de l'Ukraine a connu de nombreuses périodes de guerre, mais c'est précisément à ces moments-là que les artistes ont été extrêmement créatifs. Je pense aux artistes d'avant-garde des années 1920, à la «génération fusillée» ou, à l'époque du stalinisme (c'était la période du dégel khrouchtchévien), aux magnifiques mosaïques d'Alla Gorska, assassinée par le KGB. Qu'est-ce qui t'inspire chez ces artistes dans la situation actuelle en Ukraine ?



Ce qu'ils ont accompli. La plupart de leurs œuvres ont été réalisées pendant l'occupation, je n'ai pas vécu cela, mais il y a des jours où je pense, j'espère, que mon activité pourra aussi avoir un impact et faire partie de quelque chose qui me dépasse.

Quelles sont tes sources d'inspiration aujourd'hui ? Comment travailles-tu ? Dans un atelier ?

2. David Chichkan, artiste libertaire, mort au combat contre le fascisme russe le 9 août 2025 à Zaporijjia.



Hum, c'est une question complexe. L'inspiration peut provenir de n'importe quoi, mais récemment, mes activités ou ce que j'aimerais faire sont en rapport avec des illustrations à caractère politique, des images pour le syndicat et pour mes études. Dans mon académie, nous avons un système d'ateliers, mais en général, je dessine beaucoup d'images abstraites différentes lorsque je discute avec des personnes et j'aime ensuite leur offrir. J'ai dessiné une œuvre cette nuit, pendant les bombardements de Kyiv [voir le dessin en mauve «commun, liberté, égalité, solidarité»]. L'idée m'est venue lors d'une promenade avec ma voisine de chambre (je vis dans un dortoir). Cela peut donc être sans aucun doute n'importe où et n'importe quand.

Tu es également membre de Priama Diia. Peux-tu nous dire pourquoi tu as rejoint le syndicat étudiant ?

Parce que c'était nécessaire. C'était en mars 2025, nous vivions alors une période très intense à l'Académie, avec des piquets de grève pour de meilleures conditions dans la résidence universitaire. Puis il y eut des discussions et des réunions avec l'administration, pour lesquelles nous avons besoin des militant·es de Priama Diia - qui n'étaient pas directement présent·es auparavant - mais qui étaient à nos côtés depuis le début. Ils et elles se sont simplement battu·es avec nous, sur un pied d'égalité. Notre administration ne voulait vraiment pas de « personnes extérieures », alors nous avons essayé de les « intégrer » malgré tout. Pour cela, nous avons besoin d'une base, d'un centre d'action directe dans notre académie, et c'est ainsi que je me suis retrouvée dans tout cela.

À Kyiv, à l'Académie nationale des arts plastiques et d'architecture, tu es déléguée du dortoir. Peux-tu nous parler des conditions de logement des étudiants ?

Notre académie est petite et ne dispose que d'un seul dortoir, en fait pour y accéder c'est le seul escalier dans le bâtiment. Ce bâtiment a été construit il y a longtemps spécialement pour les dortoirs des universités artistiques, et dans notre partie du bâtiment, aucune rénovation majeure n'a été effectuée jusqu'au printemps dernier. Les étudiants et les étudiantes vivent à deux ou trois dans une chambre, partagent les cuisines et les toilettes, les douches qui malheureusement, se

trouvent au sous-sol, tout comme les machines à laver, non loin de l'abri. Dans les cuisines, nous avons un accès à un balcon qui est en mauvais état depuis 2020. Après le début de l'invasion à grande échelle, les étudiant·es de notre académie ont commencé à payer des charges. Selon la loi ukrainienne, les charges ne doivent pas dépasser 40 % de la bourse (au moment de l'entretien, la bourse était de 2000 UAH, 41 euros), mais notre administration interprète cela à sa manière, et en février 2025, chaque étudiant·e devait payer plus de 1700 UAH (35 euros) de charges, et compte tenu du fait que nous payons 800 UAH (17 euros) pour le logement, la bourse ne nous permet pas de vivre, nous sommes dans le rouge rien qu'avec le paiement du logement, sans parler de la nourriture. C'est un établissement artistique, le matériel pour les études représente également une somme importante, et l'académie ne couvre rien de tout cela. En février, lorsque les charges étaient plus élevées, les conditions de vie étaient tout simplement insupportables : la température dans les chambres variait entre 12 et 20 degrés, l'eau chaude s'épuisait très rapidement dans les douches des femmes, tandis que dans celles des hommes, il n'y a pas eu pratiquement d'eau chaude pendant une semaine, et dans le bloc de gauche, il n'y en a pas eu dans les cuisines pendant une semaine également. Cependant, après les protestations, des travaux de rénovation ont été entrepris, nos charges ont été réduites, le nombre d'employés de service dans la résidence universitaire a augmenté, mais les charges sont toujours en vigueur, la moisissure

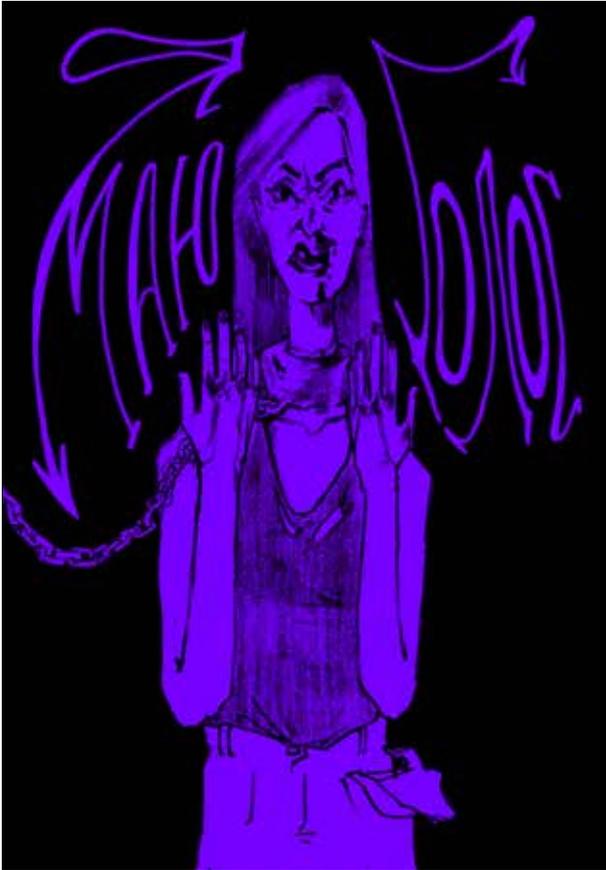
dans les douches et l'attitude condescendante de l'administration persistent.

Priama Diia a mené de nombreuses luttes pour la rénovation des dortoirs. Comment avez-vous organisé cette lutte ?

Si l'on prend l'exemple de la NAOMA (Académie nationale des beaux-arts et d'architecture), tout cela a été un peu chaotique, surtout au début, et un peu traumatisant pour moi, mais ensuite, Priama Diia a fait son apparition. Au début, vers novembre ou décembre, des militants et militantes sont venus à l'académie car on leur avait fait parvenir un commentaire sur les mauvaises conditions de vie, et pour pouvoir communiquer avec les autres étudiant-es. Peu de temps après, une de mes amies proches a contacté les militant-es de Priama Diia à cause du froid dans sa chambre et un *chat* de 70 personnes a été créé, avec ceux et celles qui le souhaitent dans la résidence universitaire, puis il y a eu la première réunion commune dans l'espace étudiant situé dans le bâtiment universitaire. Il y a eu une réunion avec l'administration et des réunions systématiques, c'est-à-dire qu'une fois par semaine, nous avons organisé une conférence téléphonique en ligne et discuté de la situation et de ce qu'il fallait faire. Nous nous sommes préparés à organiser un piquet de grève pendant environ deux semaines, nous avons publié des messages et mobilisé les étudiants en parcourant les ateliers. Lors du premier piquet de grève, il y avait plus de 150 personnes, je ne sais pas exactement le nombre, mais il semble que cela a été le piquet étudiant



le plus massif d'une université depuis le début de l'invasion à grande échelle. Mi-avril, un deuxième piquet a eu lieu, puis Podyakh a été créé, le premier groupe d'action directe à la NAOMA, mais il y a eu du sabotage de la part de l'administration. De nombreuses universités ont actuellement mis en place un enseignement mixte [en ligne et présentiel] en raison de la guerre. À la NAOMA, cela se traduit par un jour en présentiel par semaine pour chaque cours. Depuis la reprise des cours en présentiel, il n'y a pas eu de jour supplémentaire de cours en ligne, alors que dans d'autres établissements d'enseignement, il est courant d'organiser une journée



en ligne après des bombardements nocturnes. Mais à la NAOMA, cette pratique n'existait pas, sauf exception pour le jour du piquet de grève. Aujourd'hui, les étudiants et étudiantes de l'académie plaisantent, pendant les bombardements de la ville, sur le fait qu'il faut venir avec des pancartes pour que la journée de cours en ligne ait lieu.

En réalité, mon académie est petite, elle compte moins de 1 000 étudiant-es, ce qui

créé une grande cohésion. La plupart des étudiant-es sont conscient-es des problèmes et se sentent directement concerné-es pour un grand nombre d'entre eux/elles. Le processus de mobilisation a été relativement facile, car les étudiants-es étaient fatigué-es et en colère contre l'arbitraire de l'administration. Depuis plusieurs années, de nombreux étudiant-es tentaient de résoudre ce problème. Nous réfléchissons actuellement à la suite des actions à mener pour supprimer complètement les charges, car nous avons commencé à payer moins. En réalité, il y a beaucoup de conséquences positives, comme je l'ai mentionné plus haut, mais il y a eu des pressions sur les étudiant-es actif-ves et l'administration tente de se venger de nous. Selon certaines rumeurs, une nouvelle membre de l'administration voudrait faire le tour des chambres pour vérifier leur propreté.

Quelles autres actions syndicales menez-vous ?

Nous avons beaucoup de projets et il est difficile de les classer par ordre de priorité. Depuis l'été, nous avons commencé à nous occuper de l'espace étudiant créé par les étudiants en 2019, nous y avons fait le ménage et organisé les premiers événements, mais notre administration nous a imposé des formalités administratives, dont je suis responsable, car il se trouve que les documents relèvent de ma compétence, et je dois les traiter le plus rapidement possible. Nous poursuivons notre campagne pour une bonne gestion de la résidence universitaire et nous sommes en train de créer un conseil étudiant, car l'année dernière, il



n'était représenté que par sa présidente, une jeune fille qui fait également partie de Priama Diia. Or, le conseil étudiant est indispensable pour accéder à divers documents et résoudre des questions (l'année dernière, notre administration a déclaré que le conseil étudiant n'était pas un organe légitime, ce qui complique considérablement les choses). Au moment même de cet entretien, nous, les étudiant·es de la NAO-MA, avons appris que le semestre allait être raccourci et nous prévoyons de nous y opposer. Après l'expérience du printemps dernier, des voix s'élèvent déjà pour appeler à la protestation, mais nous commencerons malheureusement par lutter contre la bureaucratie de l'administration. Nous nous occupons de l'espace étudiant, de la création de nouvelles instances d'autogestion au sein de l'académie pour une plus grande décentralisation, de la vie en communauté et maintenant du semestre raccourci.

Une question difficile. Comment vois-tu ton avenir et celui de l'Ukraine ?

C'est vraiment compliqué. Dans deux ou trois ans, je pourrai sûrement donner une réponse claire, parler de mes projets dans le monde d'après-guerre, mais pour l'instant, je ne sais pas. Je ne sais pas combien de temps la guerre va durer, quels problèmes il y aura après et ce qu'il faudra faire. Je ne veux pas spéculer et dramatiser, car nous avons déjà tellement de problèmes en ce moment qu'il serait absurde de les ignorer et de les remettre à plus tard. J'ai perdu une amie à cause de la guerre, en janvier 2023. J'étais plus âgée qu'elle, même si nous n'avions

que deux ans d'écart. Elle était étudiante et vivait sa vie, puis une roquette russe a mis fin à tout cela. Personne ne s'attend à la mort, à la violence, elles arrivent toujours de manière inattendue, cela me pèse, je pense que je fais ce que je peux, je veux faire plus, mais ni mon espoir, ni ma motivation, ni ma foi ne reposent sur un avenir incertain, sur l'Ukraine d'après-guerre, sur la révolution, sur une vie belle et idéale. Si je vois cela, ce sera un miracle, mais je veux simplement que le plus grand nombre possible de personnes ne connaissent pas la douleur et les problèmes que j'ai connus. Nos pensées sur l'avenir nous amènent toujours à penser à la fin de la guerre, à une bouée de sauvetage et à de doux rêves, mais je pense que cela va devenir plus difficile, car la ligne de front se rapproche et notre responsabilité est plus importante. Je sais ce que je veux faire après avoir obtenu mon diplôme universitaire, je pense que je vais commencer à le faire pendant mes études, ni plus ni moins, mais je veux un théâtre sincère, libre et accessible, je pense qu'il sera ouvert à gauche et gratuit ou peu coûteux, qu'il sera provocateur et politique, que nous jouerons des pièces directement dans la rue et que nous fuirons la police si nécessaire. Je pense qu'alors j'aurai plus de force et d'influence pour faire quelque chose, tout simplement quelque chose de bien.

Vers le transport public gratuit en Ukraine ?

Denys Gorbach et Simon Pirani¹

Le transport public gratuit peut ouvrir les villes à tous. Il s'oppose à l'injustice sociale et peut également aider à lutter contre le changement climatique, en s'éloignant des systèmes de transport urbain centrés sur la voiture.

Le transport public a été rendu gratuit dans plus de 130 municipalités au Brésil et en Europe, au Luxembourg ; à Tallinn (Estonie), à Belgrade (Serbie) et dans plusieurs villes françaises. Denys Gorbach s'entretient ici avec Simon Pirani au sujet de Kryvyi Rih, où le transport public municipal est gratuit, mais avec des résultats mitigés. Jena Polchtchykova, une activiste ukrainienne dans les mouvements sociaux, s'est également jointe à la conversation.

Simon. Peux-tu nous dire quelques mots sur Kryvyi Rih, sur ses habitant-es et où se trouve cette ville ? Est-elle près de la ligne de front ?

Denys. Kryvyi Rih est une grande ville minière et sidérurgique, qu'il vaut mieux appeler une cité, avec 600 000 habitants. À son apogée,

1. *The Ecologist*, 27 août 2025. Traduit pour [ESSF](#) par Adam Novak. Membre de l'ENSU, Denys Gorbach est l'auteur de *The Making and Unmaking of the Ukrainian Working Class: Everyday Politics and Moral Economy in a Post-Soviet City* (Berghahn Books, 2024). Simon Pirani est professeur d'Université en Grande-Bretagne, militant écologiste et de la solidarité avec l'Ukraine. Photo : Creative Commons.

elle comptait près d'un million d'habitants. [...] La ligne de front est à environ 100 kilomètres.

Simon. Quel est l'état du système de transport public ? Quelles sont les parts respectives du transport public et des voitures privées dans les volumes de transport ?

Denys. Kryvyi Rih est un peu spéciale en raison de sa configuration géographique : elle est très longue et étroite. Traditionnellement, la ville n'était pas du tout dominée par la voiture, mais à cause des difficultés pour se déplacer d'une partie de la ville à l'autre, au cours des dernières décennies, il est devenu de plus en plus courant pour les gens de la classe ouvrière d'acquérir des voitures. Kryvyi Rih, y compris l'infrastructure routière, a été construite principalement dans les années 1960, pour une population beaucoup plus importante. Historiquement, le transport public était déterminé par les rythmes des entreprises industrielles où travaillaient la plupart des gens.

Actuellement, bien que les voitures deviennent beaucoup plus courantes qu'il y a vingt ou trente ans, les routes principales – la dite ligne rouge qui traverse la ville – comptent toujours six, ou à certains endroits huit, voies. Les deux voies extérieures ne sont jamais utilisées, sauf pour le stationnement. La deuxième voie est utilisée par les gens qui guettent un bus ou une *marchrutka*². Les gens ont tendance à traverser ces autoroutes incroyablement larges

2. Une *marchrutka* est un minibus privé qui suit généralement l'itinéraire (*marchrut*) emprunté par les bus publics. Ces véhicules sont devenus courants dans l'espace post-soviétique dans les années 1990.

au hasard, sans s'appuyer sur les passages pour piétons, parce que c'est relativement sûr. Dans l'ensemble, je dirais que les voitures ne sont pas aussi écrasantes dans le paysage public qu'elles pourraient l'être à Londres, par exemple.

Simon. Tu as mentionné les bus et les *marchrutki*. Est-ce ce que ce sont les principales formes de transport public? Peux-tu expliquer ce que sont les *marchrutki*?

Denys. Les bus sont la forme de transport municipal la plus largement utilisée. Ensuite, il y a les trolleybus, qui ressemblent structurellement aux bus, mais fonctionnent à l'électricité et nécessitent des câbles aériens; les tramways, desservent principalement le centre-ville. Et il y a ce que les habitants appellent le métro; ce n'est pas vraiment un métro, plutôt un métro-tram, un tramway qui circule sous terre. Ce sont les quatre moyens de transport qui existaient au début de l'Ukraine indépendante, en 1991. Pendant les années 1990, un cinquième mode a été ajouté, la *marchrutka* ou minibus, qui a évolué plus ou moins spontanément, pour combler les lacunes créées par ce qui se passait dans l'économie.

Au départ, c'étaient des minibus ou des voitures privés de quelque provenance que ce soit, qui pouvaient transporter une douzaine de personnes environ, et sans aucune réglementation. C'était une solution temporaire et spontanée qui a été codifiée plus tard.

Dans l'espace post-soviétique, une *marchrutka* désigne généralement un Mercedes-Benz Sprinter, transformé, auquel on a ajouté des fenêtres pour l'adapter au transport de passagers.

Ce sont aussi des minibus conçus et produits en Ukraine à cette fin. Les *marchrutki* sont jugées plus fiables, plus fréquentes et plus flexibles en termes d'arrêts que les bus. Elles sont en concurrence directe avec le transport municipal classique.

Simon. Les bus, tramways et trolleybus sont gratuits, mais pas les *marchrutki*. Quel est le tarif?

Denys. Quinze hryvnias [0,31 euro].

Simon. Dans les villes russes que j'ai visitées, y compris Moscou, les *marchrutki* étaient privées, tandis que les autres transports publics appartenaient à la municipalité; la privatisation des années 1990 n'a pas empiété sur ce secteur. Est-ce également le cas à Kryvyi Rih?

Denys. Je ne connais pas la situation en Russie, mais ce n'est pas le cas en Ukraine. Le transport public a été l'un des premiers secteurs affectés par la privatisation des années 1990. Les entreprises de transport municipal ont été très rapidement vendues dans le cadre du système de «privatisation par bons»: chaque employé a reçu des actions, et il n'y avait pas de propriétaire clair³.

Ces entreprises de transport n'étaient pas rentables; au contraire, la privatisation était avant tout un moyen pour les autorités de se débarrasser des passifs financiers. Et les bus sont très rapidement tombés en délabrement et en sont en mauvais état.

3. La «privatisation par bons» des entreprises rentables a notoirement abouti à l'accumulation des actions par de riches propriétaires qui ont rapidement pris le contrôle.



Les *marchrutki* ont été privées dès leur début. Même si, juridiquement, elles appartiennent aux mêmes types d'entreprises privées que les compagnies de bus, il existe une distinction qui tient beaucoup dans l'imaginaire populaire : les bus, trolleybus et le reste sont perçus comme étant publics, appartenant au domaine public ou au bien commun, tandis que les *marchrutki* sont quelque chose de nouveau, moderne et non-socialiste, annonciateurs de la modernité capitaliste. Elles sont publiquement perçues comme relevant du domaine de l'initiative privée.

Cela a eu des implications dans le domaine des tarifs : avec le coût de la vie qui montait en flèche dans le pays, le Parlement a progressivement introduit une foule de catégories de population ayant droit à des tarifs réduits ou à la gratuité pour les biens publics comme le chauffage et les charges communes, le téléphone fixe, etc. Cela comprenait la gratuité du transport public.

Parmi les usagers légaux bénéficiant de la gratuité, les *Igotniki*⁴, il y avait plusieurs groupes : les retraités, les handicapés, les vétérans de la Seconde Guerre mondiale, les « enfants de la guerre » (ceux qui étaient vivants en 1945 ou avant), les personnes qui étaient allées à Tchernobyl⁵ comme premiers intervenants, les vétérans de la guerre d'Afghanistan, les mères célibataires, les orphelins, etc.

4. *Igotniki* : désigne les personnes bénéficiant de réductions ou d'exemptions sur les services publics.

5. Tchernobyl : orthographe ukrainienne de Tchernobyl, site de la catastrophe nucléaire de 1986.

Ces lois, cependant, étaient mal vues par les autorités locales, qui devaient compenser les pertes qui en résultaient pour les entreprises de transport sans avoir les ressources nécessaires à cela dans leurs budgets.

Ainsi, une mesure salubre, visant à alléger le fardeau de la crise économique pour les plus vulnérables, a accéléré dans les faits la chute de tout le système de transport public. Les modes de transport basés sur l'électricité, qui sont restés en propriété publique, ont réussi à survivre en principe, même si leur matériel roulant a été drastiquement réduit en volume et en qualité. Quant aux compagnies de bus nouvellement privatisées, face à la crise du carburant après que la Russie soit passée aux prix du marché pour le pétrole, elles ont rapidement fait faillite. À la fin des années 1990, les bus conventionnels « gros » ont cessé d'exister, ce qui était perçu comme un développement normal : selon Youri Liubonenko, le maire de Kryvyi Rih de l'époque, « leur temps était révolu ».

En même temps, les *marchrutki* ont réussi à échapper à ces réglementations grâce à leur nouveauté : personne ne savait vraiment ce qu'il fallait faire exactement avec ces nouveaux véhicules brillants, ostensiblement « commerciaux » par opposition aux bus « publics » mourants. La législation nationale sur les *Igotniki* ne les couvrait pas, et localement, un compromis a finalement été négocié : le conseil municipal les a obligés à prendre un usager gratuit par voyage ; même cela a aussi été vivement contesté : les histoires de conducteurs de *marchrutki* grossiers, criant sur de pauvres grands-mères - et



maintenant, sur des anciens combattants – revendiquant leur droit à la gratuité abondent encore.

D'autre part, les conducteurs ne sont pas exactement des profiteurs malfaisants non plus. Le schéma habituel d'une compagnie de *marchrutka* est très informel : le propriétaire de la compagnie possède peu ou pas de matériel roulant ; il obtient tous les permis nécessaires, conclut le contrat avec le conseil municipal (généralement, il est personnellement proche du maire ou d'autres notables), puis cherche des conducteurs qui viennent souvent chacun avec son propre minibus.

Le conducteur doit verser au propriétaire une somme fixe d'argent pour chaque jour de travail ; le reste de ses revenus quotidiens constitue son salaire, avec lequel il doit acheter du carburant et entretenir le véhicule. Tout cela n'est guère

taxé ou comptabilisé dans les registres officiels. Le conducteur est « libre » de s'auto-exploiter autant qu'il le peut pour maximiser ses revenus ; il est aussi libre de rentrer chez lui et d'arrêter de desservir la ligne dès 21 heures, quand les passagers se font plus rares. Cette autonomie le place dans un antagonisme à somme nulle avec la grand-mère qui veut exercer son droit : s'il la laisse monter, ses revenus quotidiens diminuent de 15 UAH [0,31 euro].

Simon. Nous sommes donc sortis des années 1990 avec un secteur public qui n'est pas public au sens de la propriété, où c'est la pagaille, et dans lequel il n'y a pas eu d'investissements. Et nous avons des *marchrutki*, gérées par des entrepreneurs des années 1990. Comment sommes-nous passés de là à la gratuité du transport public ? Et pourquoi ?

Denys. Le transport public gratuit semble plus spectaculaire qu'il ne l'est sur le terrain à Kryvyi Rih - bien que ce soit mieux que rien. Depuis 2020 tout le transport municipal est gratuit, ce qui est bien. Le problème est que cela n'inclut pas les *marchrutki*. La réalité sur le terrain est que, grâce à la reprise de la croissance économique dans les années 2010, la flotte de bus publics est réapparue, mais elle ne constituait qu'une fraction de ce qu'elle avait été à l'époque soviétique (jusqu'en 1991). Le dernier chiffre que j'ai pour la flotte municipale de bus, pour 1997, est de 210-220 unités. En 2019, la flotte «restaurée» est de quinze unités et de 23 en 2020. Les tramways et trolleybus n'ont jamais complètement disparu, mais leur nombre a été «naturellement» divisé par deux entre 1995-2020.

Cette restauration servait surtout l'imaginaire politique - un fétiche qui était censé représenter quelque chose, plutôt que d'emmener réellement les gens quelque part! Maintenant, une fois les tarifs abolis, c'est devenu principalement le moyen de transport des gens qui sont riches en temps mais pas en argent, comme les retraités, les enfants et les étudiants... tandis que les gens en âge de travailler n'ont pas le temps d'attendre une heure ou plus que leur bus arrive. Donc la majeure partie de la population active utilise les *marchrutki* payantes. En réalité, il y a un système à deux vitesses.

Simon. Nos amis au Brésil nous disent que dans de nombreuses villes là-bas, ils avaient d'un côté un système public sous-financé et de l'autre l'équivalent brésilien des *marchrutki*... et

les gouvernements locaux ont décidé d'investir dans le système public, qui menaçait de s'effondrer. Et ils ont aussi décidé de le rendre gratuit, et d'en faire un bon service, pour concurrencer les *marchrutki*. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé à Kryvyi Rih, n'est-ce pas?

Denys. Kryvyi Rih et Marioupol étaient deux villes qui se ressemblaient par leur taille, leur profil économique et leur démographie. À un moment donné dans les années 2010, elles ont divergé dans leur politique de transport public. Kryvyi Rih a pris la voie de l'intervention et de l'investissement *a minima* - et à cause de cela, il a été facile de franchir cette énorme étape de rendre le tout complètement gratuit, parce que les tarifs étaient restés bas, très fortement subventionnés, pendant des années et même des décennies auparavant. Avec toutes les dévaluations de la monnaie de 1998, 2008 et 2014, le tarif nominal entre 1997 et 2020 a augmenté moins de dix fois: de 0,3 à 2,5 UAH [0006,00 euro à 0,05 euro]. La stratégie était: faible investissement, faible résultat.

Marioupol, en partie parce que la verticale du pouvoir politique était plus prononcée, et le maire était plus étroitement lié au Parti des régions⁶, a suivi une stratégie d'élimination des petites flottes privées de *marchrutki*, en investissant simultanément dans la rénovation et l'augmentation des bus municipaux. Les transports publics étaient donc de bien meilleure qualité,

6. Parti des régions: parti politique ukrainien dirigé par Viktor Ianoukovytch, président destitué en 2014.

plus fréquents et réguliers, mais aussi assez cher⁷.

On peut donc trouver des plus et des moins dans les deux situations. Il est probable que la plupart des gens qui lisent cette interview préféreraient la seconde ! Si vous avez un matériel roulant qui est plus ou moins bien entretenu, alors vous pouvez faire quelque chose avec, et le rendre gratuit à l'avenir, plutôt que d'avoir un matériel roulant qui tombe en panne.

Il n'y a aucune raison pour que ces deux stratégies différentes ne puissent pas être combinées en Ukraine : pousser les *marchrutki* hors du circuit par la concurrence du marché, et, ensuite, avoir la volonté politique de faire des réformes progressistes. Mais en réalité, jusqu'à présent, elles existent comme des alternatives mutuellement exclusives, correspondant à deux visions politiques globales différentes, des façons d'«humaniser» le capitalisme, dont aucune n'est probablement complètement convaincante.



Simon. Pour revenir à la décision de Kryvyi Rih de rendre en 2020 le transport public gratuit, malgré tous les aspects négatifs était-ce important à l'époque ? Par exemple, à Londres, avec Fare Free London⁸ nous étions enthousiastes de recevoir de la part d'amis à Montpellier, en France, des photos de la grande fête organisée pour marquer l'introduction du transport public gratuit. Comment faire une comparaison ?

Denys. Le transport public gratuit a été précédé par une expérimentation pendant la pan-

démie de Covid, quand il a été rendu gratuit. Mais l'accès au transport n'était alors autorisé qu'à ceux qui avaient un besoin spécifique de voyager. Ensuite, il y a eu des élections locales, et le transport public gratuit était l'une des principales promesses électorales de l'héritier désigné du maire sortant ; l'autre était que chaque résident de la ville reçoive 500 hryvnias [10,50 euros] par an. Ce n'est pas beaucoup, mais «montrer que vous vous souciez» est aussi important ! Il n'y a donc pas eu de célébrations publiques, mais il y a eu la victoire convaincante d'un candidat qui aurait autrement eu beaucoup plus de mal à obtenir des votes, et la désorientation complète de l'opposition nationaliste-libérale.

Cette opposition, dont la rhétorique est contre les machines politiques et le clientélisme, et pour l'État de droit, plus tout le truc nationaliste, était complètement contre la gratuité du transport public. Dès le début, et jusqu'à aujourd'hui, une fois tous les deux mois environ, quelqu'un lance une nouvelle pétition contre le transport public gratuit. Chaque pétition échoue misérablement. C'est étrange, parce qu'ils comprennent eux-mêmes que, si inefficace et si insuffisant que nous puissions juger le système actuel, il est massivement populaire, et tous ceux qui ont du bon sens ne voudrait pas que ce petit morceau de bien public leur soit retiré à nouveau.

Ils peuvent donc dire ce qu'ils veulent sur le fait que c'est un instrument de domination politique et de politique clientéliste - ce que c'est - mais même si la population active préfère les *marchrutki*, de toute façon leurs parents

7. Il s'agit de Marioupol avant l'occupation russe (mai 2022).

8. Fare Free London : campagne pour la gratuité du transport public à Londres.

et leurs enfants utilisent ce transport municipal... et c'est gratuit. Donc ils n'aimeraient pas s'en débarrasser. Tout cela a ajouté une nouvelle dimension à la lutte politique locale.

Simon. Pourrais-tu expliquer en quelques mots ce que sont le parti au pouvoir et l'opposition libérale-nationaliste ?

Denys. Depuis le milieu des années 2000, Kryvyi Rih était gouvernée par le Parti des régions, qui a été interdit en 2015, après les événements d'Euromaïdan. Ensuite, il s'est réinventé en deux projets politiques concurrents. Le maire, jusqu'aux élections de 2020, Youri Vilkul, appartenait à l'un d'eux, le Bloc d'opposition, et son héritier désigné venait du second, Pour la vie. L'héritier a été élu, mais est mort dans des circonstances étranges peu après. Actuellement, Vilkul est de retour, comme maire par intérim.

L'opposition libérale nationaliste est soutenue par ce qu'on pourrait appeler les classes éduquées, qui ont été une minorité activiste depuis la Révolution orange de 2004, jamais très proche de prendre le pouvoir au niveau local, mais suffisamment bruyante pour être entendue, pour occuper une grande partie de la sphère publique. Ce sont des gens du milieu universitaire, des journalistes, des artistes, des petits entrepreneurs qui n'ont aucun espoir d'être incorporés dans une machine politique, et donc ils essaient de construire une alternative.

Simon. Kryvyi Rih est la ville natale du président Volodymyr Zelensky. De quel côté est-il ?

Denys. Quand il est a été élu en 2019, c'était

un grand moment d'incertitude. Sa rhétorique était très hostile au maire et à l'élite locale, mais au moment des élections locales de 2020, cette élite avait eu le temps de se regrouper. Elle a battu de manière décisive le candidat soutenu par Zelensky, qui n'appartenait ni aux successeurs du Parti des régions ni à l'opposition libérale.

Simon. Donc, le transport public est gratuit - et bien qu'il n'y ait pas eu de grande fête de rue, c'est très populaire... mais parce que les bus sont si peu fréquents, la plupart des travailleurs prennent les *marchrutki*, et les gens sans argent patientent aux arrêts. Entrons dans les détails. Y a-t-il des moments où les travailleurs utilisent les transports gratuits ? Et, deuxièmement, que pourraient faire les citoyens de Kryvyi Rih pour améliorer la situation du transport public gratuit ?

Denys. Il n'y a pas de distinction rigide entre ceux qui utilisent les *marchrutki* et ceux qui utilisent les bus. Si vous voulez aller quelque part, vous sortez dans la rue et prenez la première chose qui arrive. Si c'est un bus ou un trolleybus, vous vous sentez très chanceux. Non seulement ils sont gratuits, mais ils sont en fait plus confortables que les minuscules *marchrutki*. Mais si le temps d'attente moyen pour une *marchrutka* est, disons, de quatre minutes, pour un bus il est 40 minutes ou plus. Les préférences des gens ne sont pas une question de valeurs ; c'est juste très pragmatique. (Bien qu'il soit vrai que dans les années 1990, le transport municipal était très clairement marqué comme le lot des « perdants » socio-économiques. Il me semble que

cette dimension de classe n'est plus vraiment été présente.)

Quant à ce qu'il faut faire: il faut investir. Et en plus d'évincer les *marchrutki*, on peut les réglementer en rendant la vie de leurs propriétaires beaucoup moins agréable qu'elle ne l'est maintenant. Dans de nombreuses villes européennes, par exemple, quelle que soit la forme de propriété, on peut exploiter le transport public à condition d'avoir la licence nécessaire et de respecter les règles en termes d'itinéraires, d'horaires, etc. Le problème à Kryvyi Rih est précisément que ces actions ne sont pas conçues comme légitimes. C'était évident quand j'ai interviewé des gens pour ma recherche.

Un expert en transport était fasciné par ma description du système d'abonnements mensuels à Paris: pour lui, c'étaient des souvenirs de la période soviétique perdue depuis longtemps. Un tarif étudiant réduit... pour lui, c'était le socialisme, c'était si génial! Mais même pour ce rêveur, il était hors de question de faire fonctionner les *marchrutki* la nuit, par exemple. C'est un problème à Kryvyi Rih: après 22 h00, il est complètement impossible d'aller où que ce soit parce que les opérateurs privés de *marchrutki* ne veulent pas gaspiller du carburant sur un véhicule qui est moins que plein. Mon interviewé a dit, eh bien, vous pourriez avoir un tarif spécial de nuit pour les encourager, mais ce n'est pas légal, et qui ferait cela?

De même, les *marchrutki* sont pour une raison quelconque autorisées à choisir les itinéraires les plus rentables, tandis que les moins rentables sont laissés à la flotte municipale – ce qui, encore une fois, n'est pas supportable.

Simon. Il y a des arguments similaires au Royaume-Uni. À Londres, nous avons la concession: l'autorité municipale offre des contrats aux opérateurs de bus privés avec des conditions attachées, y compris les itinéraires, les tarifs et les horaires. Mais dans la plupart des autres villes, les opérateurs peuvent faire plus ou moins ce qu'ils veulent. Le gouvernement a accepté que la concession soit plus répandue. Mais cette conversation me fait penser qu'il y a une autre option à Kryvyi Rih: la municipalité pourrait dire aux opérateurs de *marchrutki*: vous pouvez exploiter cet itinéraire, faire tant de services par heure, gratuitement, et nous vous paierons avec le budget municipal, financé par la fiscalité générale.

Denys. Autant que je sache, dans la plupart des villes du monde où le transport public est gratuit, le matériel roulant est entre des mains privées – à Tallinn, par exemple. Et cela fonctionne. De plus, à Kryvyi Rih, les *marchrutki* ont déjà l'obligation de prendre une personne ayant droit à la gratuité par voyage.

Simon. Mais ça pourrait être 12 personnes!

Denys. Oui, ça pourrait être 12, ça pourrait être tout le monde – parce que le principe est déjà là. Mais pour l'instant, c'est juste une.

Jenya. Puis-je ajouter quelque chose? Quand nous parlons des gens qui utilisent le transport public gratuit, nous devons ajouter un groupe significatif: les personnes déplacées internes (PDI)⁹ qui ont déménagé à Kryvyi Rih à la suite

9. PDI: personnes déplacées internes, terme technique désignant les réfugiés internes.



de la guerre, surtout depuis l'invasion à grande échelle de février 2022. Beaucoup de PDI ont choisi de déménager à Kryvyi Rih, espérant trouver plus d'opportunités d'emploi dans une grande ville. D'autres ont été évacuées dans des convois organisés par le gouvernement depuis des endroits près de la ligne de front, et installées dans les grands dortoirs fournis par la ville. Il est difficile de connaître les chiffres exacts des PDI : si les gens viennent par eux-mêmes, ils peuvent s'enregistrer ou pas. Mais selon les statistiques officielles, la ville accueille plus de 83 000 PDI.

Une proportion importante de ces personnes sont âgées ou handicapées ; et il y a des familles avec enfants. Et même parmi les gens en âge de travailler, beaucoup n'ont pas d'emploi. Le soutien financier qu'ils reçoivent de l'État est insuffisant et a été encore réduit pour certaines catégories. Donc beaucoup d'entre eux ne peuvent pas se permettre d'utiliser les *marchrutki*. Et comme Kryvyi Rih est si étendue géographiquement, on doit souvent prendre plus d'une *marchrutka* pour un voyage. Si vous vivez avec cette aide de l'État, de 2000 hryvnias [42 euros] par mois, vous réfléchirez à deux fois sur comment vous rendre à votre destination - ou sur le fait d'aller quelque part ou pas du tout. Donc les PDI sont un groupe significatif de personnes qui doivent compter sur le transport public gratuit. Mais encore, parce qu'elles sont PDI, elles ne sont pas impliquées dans la vie politique de la ville. S'il y avait des élections municipales, elles ne pourraient pas voter, donc leurs besoins et opinions ne sont pas visibles.

Simon. Et les PDI n'ont pas droit au transport gratuit sur les *marchrutki*, comme les retraités par exemple ?

Jenya. Non, il n'y a pas de concessions pour les PDI.

Simon. Y a-t-il des groupes ou des militants qui s'expriment sur la façon d'améliorer le transport public à Kryvyi Rih ?

Denys. Cette idée a été victime du « réalisme capitaliste » de la population locale¹⁰. Personne ne veut revenir sur l'idée que le transport municipal soit gratuit, mais exiger quelque chose de plus, exiger que le transport soit meilleur, plus largement disponible, etc. - tout le monde continue de dire : « Soyons réalistes, tenons-nous en à ce qui est », et des choses comme ça.

Simon. Nous entendons cela aussi. Quand nous distribuons des prospectus sur Fare Free London, les gens nous disent : c'est une idée géniale, mais ça ne peut pas arriver. Nous leur répondons en pointant vers toutes ces villes au Brésil, en France, aux États-Unis et ailleurs, où le transport public est gratuit - et sans certains des problèmes que vous avez mentionnés à Kryvyi Rih.

10. «Réalisme capitaliste»: concept du théoricien culturel Mark Fisher décrivant l'acceptation généralisée que le capitalisme est le seul système économique viable.

La situation du personnel soignant reste difficile

Oksana Slobodiana¹

Les chiffres sont accablants: les infrastructures civiles, notamment les établissements de santé, continuent de subir des dommages dus aux bombardements incessants. En plus de trois ans de guerre, l'agresseur a endommagé 1 984 établissements de santé et en a détruit 301. À ce jour, 667 installations ont été entièrement restaurées, 320 autres partiellement mais 50 qui ont été reconstruites ont été à nouveau endommagées.



Plus de 500 membres du personnel de santé ont été tués. Sur le front, le personnel médical est présent auprès des combattants et risque sa vie tous les jours. À l'arrière, le personnel soignant, notamment les infirmières, se dévoue jour et nuit pour soigner la population civile mais aussi les soldats blessés.

À ces difficultés, s'ajoute la politique néolibérale d'« optimisation » du service de santé qui entraîne des fermetures d'hôpitaux, des licenciements, des retards dans le paiement des salaires et le non-respect des droits du travail. Le syndicat médical Soyez comme nous sommes est une des organisations les plus actives dans le soutien au personnel soignants.

Patrick Le Tréhondat

1. Oksana Slobodiana est présidente de Soyez comme nous sommes. L'entretien a été publié le 10 septembre 2025 par laboursolidarity.org.

Après trois ans de guerre, quelle est la situation du personnel médical au front et à l'arrière ?

Après trois ans de guerre à grande échelle, la situation du personnel médical en Ukraine reste difficile. Au front et dans les zones proches des combats, les médecins travaillent dans des conditions extrêmement éprouvantes: évacuations constantes sous les bombardements, manque de personnel, risques permanents pour la vie. Les spécialités les plus déficitaires sont l'anesthésie, la chirurgie, les soins intensifs, l'aide médicale d'urgence et la rééducation. Une partie de la charge est compensée par les bénévoles et les formations accélérées en médecine tactique, mais le problème de la pénurie ne peut être totalement résolu. Dans les régions de l'arrière, la situation est différente mais tout aussi problématique. Les hôpitaux souffrent d'un manque de financement, de l'optimisation du réseau et de la fermeture de services, ce qui aboutit souvent à la fermeture d'établissements entiers. Les médecins sont contraints de travailler au-delà de leurs heures, en multipliant les gardes, ce qui entraîne un épuisement professionnel massif, du stress, de l'anxiété et de la dépression. La crise du personnel se fait sentir dans tout le pays. Une partie des soignant·es est partie à l'étranger, d'autres sont obligés de chercher un emploi en dehors de leur spécialité pour survivre. Les jeunes professionnel·les manquent également.

Les hôpitaux continuent de fermer, comme à Poltava, malgré les protestations de la population et des patients. Le personnel médical

éprouve toujours de grandes difficultés dans son travail. Pensez-vous que la situation s'est aggravée ?

Oui, on peut dire qu'elle s'est aggravée. Car au lieu d'élargir l'accès aux soins en temps de guerre, nous assistons au processus inverse. Cela démotive les soignants et approfondit la méfiance de la population envers le système de santé.

Il existe également un problème de prix excessifs des médicaments. Le Service public de la production et de la consommation a reçu 1 156 plaintes concernant des prix abusifs dans les pharmacies. Que pensez-vous de cette situation et quelles en sont les causes ? Quelles solutions voyez-vous ?

La principale raison est le faible contrôle de l'État sur la formation des prix et la monopolisation du marché pharmaceutique. En temps de guerre, les entreprises pharmaceutiques profitent souvent du chaos. La solution ne peut venir que de contrôles et d'amendes pour les pharmacies qui pratiquent des prix excessifs. Il serait également nécessaire de créer des registres de prix transparents et des plateformes en ligne pour permettre la comparaison.

Le syndicat Soyez comme nous sommes connaît un développement important. Pouvez-vous nous en parler ?

Oui, malgré les difficultés, notre mouvement médical élargit son réseau de soutien aux soignant-es. Cela comprend des consultations juridiques - notre organisation aide les médecins

et personnel soignant en cas de licenciement abusif, de retard de salaire et d'autres violations de leurs droits. Nous organisons aussi des séminaires éducatifs où nous formons le personnel médical à défendre lui-même ses droits du travail et à résister aux abus des administrations hospitalières. Nous discutons publiquement de nombreuses questions douloureuses lors de conférences de presse et de tables rondes. Nous menons des enquêtes sociologiques qui mettent clairement en évidence les problèmes des soignant-es (notamment des infirmières), tels que la surcharge de travail, le mépris de la part des directions, l'épuisement professionnel et l'absence de soutien psychologique. Grâce à ce travail public, nous constatons une croissance de la confiance envers Soyez comme nous sommes parmi le personnel soignant dans différentes régions d'Ukraine.

Mais vous êtes confrontés à de l'opposition. On empêche de diverses manières les soignants de rejoindre votre mouvement. En quoi consiste cette situation ?

Malheureusement, dans certains hôpitaux, les directions exercent des pressions sur ceux qui souhaitent adhérer à notre mouvement. On leur fait entendre qu'ils pourraient avoir des problèmes d'emploi, on les menace de licenciement ou de réduction de salaire. C'est le schéma classique du «ne fais pas de vagues». Mais nous nous battons précisément contre cette atmosphère de peur.

Quelles sont les revendications les plus importantes de Soyez comme nous sommes dans la situation actuelle ?

Aujourd'hui, Soyez comme nous sommes formule plusieurs revendications clés qui reflètent les besoins réels des soignant·es en temps de guerre. Avant tout, il s'agit du calcul transparent et du versement en temps voulu des salaires et des primes. Les soignant·es doivent recevoir les fonds promis par l'État, sans retard, ni obstacles bureaucratiques. Tout aussi essentielles sont la garantie de sécurité et la création de conditions de travail dignes dans les zones proches du front : les soignants risquent leur vie chaque jour et leur travail doit être soutenu par des moyens de protection adéquats, des horaires raisonnables et une assistance. Notre organisation s'oppose également à la fermeture des hôpitaux en temps de guerre, car la réduction du réseau de soins en période critique met en danger l'accès de la population aux traitements.



Le 15 août, Soyez comme nous sommes a organisé à Odessa une conférence pour les soignant·es sur la défense de leurs droits du travail en temps de loi martiale. Lors de cette rencontre, vous avez déclaré vouloir : « assurer la transparence dans le calcul des primes, obliger les directions des hôpitaux à rendre compte publiquement au personnel du financement reçu et de sa répartition » et « élaborer un mécanisme de contrôle indépendant du respect des actes normatifs régissant la rémunération des soignants dans les zones proches du front ». Comment imaginez-vous concrète-

ment la mise en place de ces mécanismes de contrôle ? Un contrôle par le personnel médical lui-même ?

Un calcul transparent et équitable des primes pour le personnel médical n'est possible que si des mécanismes de contrôle réels sont mis en place, et où la convention collective joue un rôle clé. Nous considérons que ce document ne doit pas être une simple formalité, mais un instrument vivant qui définit les règles du jeu à l'intérieur de l'hôpital. C'est dans ce document que doivent être clairement inscrits les droits du collectif à recevoir des rapports sur le financement, la répartition des fonds et les modalités de versement des primes. On pourrait appliquer un système de contrôle à deux niveaux. Le premier niveau est interne, avec la création dans chaque établissement d'une commission indépendante composée de représentants du personnel médical, mandatée par la convention collective pour exiger des rapports publics de l'administration et effectuer des vérifications régulières. Le second niveau est externe, avec la mise en place d'un conseil de surveillance indépendant, associant syndicats et organisations de la société civile. Sa mission consisterait à comparer les rapports des directions avec les paiements réels, afin d'empêcher toute manipulation. C'est précisément la combinaison de ces deux niveaux qui permettra de rendre le contrôle non pas formel, mais véritablement efficace, et de faire de la convention collective une garantie de transparence et d'équité dans les relations entre l'administration et le personnel médical.

La langue comme arme de guerre

Oleksandr Kyselov¹

Les Ukrainiens russophones comptent parmi les principales victimes de l'invasion de Vladimir Poutine, et nombre d'entre eux ont servi dans l'armée ukrainienne. L'appel à «décoloniser» l'Ukraine en bannissant le russe ignore cette réalité, imposant une vision d'homogénéité culturelle étroite.

Le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, continue d'insister sur le fait que sans reconnaissance complète des droits des Russes et des russophones en Ukraine, aucune paix n'est possible. «Notre objectif était, et demeure, de protéger le peuple russe qui vit sur cette terre depuis des siècles», a-t-il déclaré le 19 août. Pendant ce temps, la Russie bombarde les villes où vivent la plupart de ces russophones, détruisant leurs foyers et dispersant leurs familles. C'est une protection par annihilation.

La nature impériale de l'agression russe ne fait aucun doute. Pourtant, certains en Ukraine tombent encore dans le piège des prétextes formels de l'occupant et fournissent une version inversée de son scénario - traitant la

langue comme un marqueur de loyauté envers l'Ukraine et contrôlant l'identité culturelle. Ainsi, l'activiste Sviatoslav Litynskyi soutient que la barrière linguistique «correspond à la ligne de front», aidant à maintenir les défenses de l'Ukraine autant que l'armée. Quant à Serhii Prytula, un autre célèbre bénévole, il a déclaré que parler le russe dans la rue est «un outil d'expansion de la Russie» et que ceux qui l'utilisent deviennent eux-mêmes des outils.

La manœuvre consiste à transformer la langue de moyen de communication en une question de «sécurité»: le russe devient une arme, l'ukrainien un bouclier. Une fois présentées ainsi, les différences quotidiennes entre gens ordinaires semblent dangereuses. Pour une société déjà épuisée par la guerre, l'austérité et des décennies de négligence institutionnelle, cette conception étroite de l'appartenance est une forme d'automutilation. Au lieu de construire la solidarité et de combler les divisions, le discours politique insiste de plus en plus sur le fait que la véritable unité exige l'homogénéité culturelle.

Une histoire de répression

L'ukrainien a effectivement été réprimé pendant des siècles. Sous l'Empire des tsars, la circulaire Valuev (1863) niait son existence et interdisait son usage pour les textes religieux et éducatifs. Le décret d'Ems (1876) alla plus loin en l'effaçant de toute représentation publique, notamment imprimée. À l'époque soviétique, après une brève politique de *korenizatsiia* («indigénisation»), une politique destinée sur le papier à redonner une certaine autonomie aux

1. Oleksandr Kyselov, originaire de Donetsk, est un activiste ukrainien de gauche et assistant de recherche à l'Université d'Uppsala. Publié dans [Jacobin](#). Traduit par Adam Novak pour [Europe solidaires sans frontières](#).

nations non-russes et à regagner leur confiance), le renouveau culturel ukrainien fut qualifié de «nationalisme bourgeois» et la langue se retrouva confinée à une niche étroite.

Le russe fut quant à lui promu comme langue de communication interethnique à travers l'Union soviétique, dominant dans la production de connaissances, la politique et la culture.

Après l'indépendance en 1991, le statut de la langue ukrainienne ne s'améliora guère en dehors de ses bastions dans l'ouest du pays. Les fonctionnaires avaient souvent du mal à l'utiliser – et la plaisanterie voulait que le moyen le plus sûr d'éviter une amende était de parler ukrainien, car la police ne saurait pas comment répondre. L'ukrainien survécut comme marqueur symbolique dans la culture alternative et les cercles de la société civile, tandis que dans la vie quotidienne, il pouvait être ridiculisé comme la langue des «paysans incultes».

Fait intéressant, mon premier vrai travail après l'obtention de mon diplôme fut chez la compagnie aérienne Lufthansa en République tchèque. Après Euromaïdan, ils décidèrent soudain d'embaucher des opérateurs téléphoniques parlant ukrainien; avant cela, les passagers d'Ukraine n'avaient que des options en russe ou en anglais. Cela en dit long sur la «visibilité» de l'ukrainien jusque très récemment.

L'histoire explique la colère et la sensibilité. Elle explique aussi pourquoi la politique linguistique est devenue pour certains un marqueur important de souveraineté. Mais elle ne peut justifier la reproduction de la logique d'exclusion en sens inverse.

Des changements spectaculaires

Dans une ironie frappante, la «protection» du russe par le Kremlin s'est retournée contre lui. Entre 2015 et 2024, la part d'Ukrainiens qui soutenaient le retrait du russe de la communication officielle tripla pour atteindre deux tiers. Le changement s'accéléra après 2022 : maintenant près des deux tiers nomment l'ukrainien comme leur langue principale à la maison aussi; le russe chuta à 13 %. La part de ceux qui pensent que le russe ne devrait pas du tout être étudié bondit de 8 % à 58 %. Si Moscou réussissait jamais à imposer la reconnaissance officielle du russe, la réaction probable pourrait être encore plus dure. Pourtant, la rhétorique alarmiste continue comme si l'ukrainien était au bord de l'extinction.

Ce traitement de la langue comme question de sécurité n'est plus seulement une humeur culturelle. C'est la loi. Bien que la constitution garantisse le développement libre et l'usage du russe et d'autres langues associées aux minorités nationales, et interdise la discrimination linguistique, en 2021, la Cour constitutionnelle déclara l'ukrainien «le code de la nation», statuant que les russophones – parce qu'ils comprennent et peuvent utiliser l'ukrainien – ne constituent pas un groupe sociodémographique distinct. Ils furent définis plutôt comme une construction politique, produite par des décennies de russification, et manquant donc de base pour des protections collectives, comme celles qui pourraient s'appliquer à d'autres minorités comme les locuteurs hongrois.

La législation renforça ce cadre. La Loi sur la langue d'État restreint l'éducation en langue



minoritaire aux langues de l'Union européenne. La Loi sur les minorités nationales exclut explicitement le droit d'utiliser une langue minoritaire si c'est la langue d'État d'un agresseur ou d'un occupant. Le président de la Verkhovna Rada, Ruslan Stefanchuk, expliqua que «si un peuple commet une agression, ses droits doivent être restreints». Le ministre de l'éducation acquiesça : les opportunités de développement égal ne s'appliquent «catégoriquement» pas à la langue «utilisée comme arme».

Les fonctionnaires rivalisent presque pour pousser les choses plus loin. Un ancien médiateur linguistique rappela des soldats «tirant en entendant du russe» au front et décrivit l'ukrainien comme notre «identification ami-ennemi». Son successeur exigea d'interdire les chansons russes parce qu'«en temps de guerre, les scènes et les rues sont des espaces de sens» réservés à «la langue de la force spirituelle du peuple ukrainien». Une médiatrice de l'éducation suggéra carrément que les enseignants devraient refuser de comprendre les élèves qui parlent russe.

Les personnalités culturelles amplifient le message. Un acteur connu proposa de fouetter les enfants pour avoir utilisé le russe. Un écrivain établi appela à surveiller les terrains de jeu et réprimander les parents d'enfants russifiés. Une blogueuse populaire se vanta d'instiller une attitude si négative envers le russe chez sa progéniture qu'elle pourrait battre ses pairs qui le parlent.

Une étude du réseau civique OPORA montre comment cette rhétorique imprègne les écosystèmes médiatiques. Dans les principales

chaînes Telegram, les Ukrainiens russophones sont fréquemment dépeints comme une cause de l'invasion, comme porteurs de culture étrangère, comme collaborateurs potentiels, comme vestiges du passé soviétique. La diabolisation est le nouveau bon sens. Ce n'est plus marginal. C'est une nouvelle orthodoxie.

Qui paie le prix ?

Qui sont ces gens qui continuent d'utiliser le russe - ce qu'un segment d'ISLND TV appelait «la langue de la sous-classe», «un signe de faible intelligence»?

Les coups tombent le plus lourdement sur ceux déjà rendus vulnérables par la guerre. Le russe était le plus largement parlé dans le Sud et l'Est, c'est-à-dire exactement les régions dévastées par l'invasion et l'occupation. Des millions de déplacés de ces zones font face à de graves difficultés économiques et sociales. Les enquêtes de l'Organisation internationale pour les migrations indiquent que les ménages déplacés sont disproportionnellement âgés, féminins, et s'occupent de personnes avec des maladies chroniques ou des handicaps.

Pourtant, au lieu de solidarité, ces russo-phones rencontrent la suspicion. Les familles déplacées à l'intérieur du pays sont accusées d'«apporter la langue de l'occupant» avec elles ; des appels surgissent pour créer des «inspections linguistiques».

Traiter la langue comme un proxy pour la loyauté identifie mal la vraie menace. Cela n'aide guère à mobiliser les citoyens pour un large projet national quand leurs croyances et pratiques quotidiennes sont écrites hors du

«corps de la nation». Cela favorise le désengagement ou le sabotage silencieux – et offre à Moscou un cadeau de propagande.

Sur les chaînes Telegram en langue russe circulent déjà des récits de harcèlement et de trahison, présentant les Ukrainiens russophones comme un groupe persécuté forcé d'abandonner son identité et accumulant la haine envers les activistes linguistiques «déséquilibrés». En ligne, on lit souvent des appels à exempter les russophones du service militaire – «Si nous ne sommes pas ukrainiens, pourquoi devrions-nous nous battre ou rester ici sous les bombes?» Pourtant le devoir semble plus universel que le respect.



Cela crée aussi des obstacles à toute réconciliation future. Comme l'a noté le groupe ukrainien de gauche Sotsialnyi Rukh² dans un post de 2022, le russe reste une langue de millions d'Ukrainiens, y compris ceux qui combattent l'impérialisme russe, et nier aux gens le droit à leur langue maternelle ne fait qu'aliéner une grande partie de la société. Et s'il n'y a pas de moyen légitime pour eux de s'exprimer, pourquoi ne voteraient-ils pas pour un entrepreneur politique qui promet de le faire pour eux – approfondissant la polarisation? Toute minorité insatisfaite et exclue est un handicap non seulement en guerre mais aussi quand vient le temps de reconstruire.

Je me souviens de Sloviansk, où j'ai travaillé avant de partir pour mes études à l'étranger, la ville dont la capture par les milices pro-russes

marqua le début du conflit armé en 2014. Les «guerriers de la décolonisation» locaux – souvent avec plus de capital culturel, certains fans avides de bannières sang-et-sol – ne manquaient pas une occasion de seriner que tout le monde devait parler ukrainien en leur présence et que chaque nom de rue devait être «décommunisé» dès que possible.

Dans une ville avec une industrie qui s'effritait, une population vieillissante et un chômage élevé, cela ne gagna pas de soutien mais durcit plutôt le ressentiment. La majorité silencieuse haussa les épaules et continua de voter pour quelque fragment de l'ancien Parti des régions³, la force dominante dans l'Est russophone de l'Ukraine avant Euromaïdan, qui était sur le bulletin. Ce qui était présenté comme libération apparut comme imposition moralisatrice.

La logique ne s'arrête pas à la langue; elle est expansive. Une des Églises orthodoxes est dénoncée comme «subordonnée à Moscou» malgré ses statuts. La politique de mémoire suit le même schéma: en juillet, les autorités de Lviv démontèrent un mémorial soviétique de la Seconde Guerre mondiale, exhumèrent les restes de 355 soldats, et offrirent de les échanger contre des prisonniers de guerre ukrainiens. Le purisme passe facilement des mots aux tombes.

Le pire de tout, c'est qu'il est improbable que cela soit d'aucune aide. Si Vladimir Poutine décidait demain de se couronner tsar orthodoxe et protecteur, même une conversion prompte en masse au catholicisme ne l'arrêterait pas. Il

2. Voir notamment *Sotsialnyi Rukh, une organisation socialiste ukrainienne*, Paris, RESU/Syllepse, 2025.

3. Parti politique ukrainien pro-russe qui dominait l'Est russophone avant l'Euromaïdan.

pourrait simplement appeler cela un autre complot des marionnettistes occidentaux pour laver le cerveau de ce qu'il appelle encore une «nation sœur».

Décolonisation ou essentialisme ?

La justification de cet état de fait est une demande de «décolonisation». Corriger les inégalités, garantir le développement de la langue ukrainienne, et autonomiser ses locuteurs – ce sont des objectifs légitimes. Mais est-ce ce qui se passe ?

La préoccupation pour les récits historiques aux dépens des expériences vécues de vraies personnes fait que ces «décolonisateurs» ressemblent à la logique impériale qu'ils opposent.

La culture n'est pas une essence enterrée attendant d'être déterrée. Elle est plurielle, vivante, désordonnée. Cependant, la vogue contemporaine de «décolonisation» la traite autrement : quelque chose à purifier, nettoyer des traces impériales, et rétrécir en un seul moule – une excuse pour enseigner aux ignorants «la vérité», pour exiger repentance, confession et rééducation. En pratique, cette rhétorique réajuste simplement les revendications ethno-nationalistes dans un langage progressiste pour les audiences occidentales.

La préoccupation pour les récits historiques aux dépens des expériences vécues de vraies personnes fait que ces «décolonisateurs» ressemblent à la logique impériale qu'ils opposent. Le fait que les locuteurs ukrainiens se soient une fois sentis marginalisés ne leur donne pas le droit – ou à ceux agissant en leur nom – de

harceler les autres aujourd'hui. Aucun Ukrainien ne gagne à remplacer une exclusion par une autre.

Survivre pour quoi ?

Nous voici donc : les Ukrainiens russophones bombardés par la Russie, méfiés et repoussés chez eux, pris entre le marteau et l'enclume. L'un envahit, l'autre exclut. Mais un projet qui rétrécit son peuple pour survivre ne peut pas le libérer ; il ne peut que redistribuer la peur. Nous devons donc demander : si la survie exige cela, pour quoi survivons-nous ?

L'alternative n'est ni l'assimilation impériale ni l'essentialisme nationaliste. C'est un projet politique ancré dans la démocratie et le pluralisme – non comme décoration mais comme la seule façon dont la solidarité peut être réelle. Sinon, plus nous nous «purifions», moins il restera de nous-mêmes à défendre.



Les soldats de l'ancien 219^e bataillon prennent la parole

Appel

Nous publions l'appel collectif des soldats du bataillon de réparation de la 125^e brigade lourde mécanisée (ex-219^e bataillon). Daté du 8 octobre 2025, leur texte déclare que des combattants non entraînés étaient envoyés sur des positions de combat au prétexte de creuser des tranchées.



Ces militaires avaient déjà protesté publiquement en septembre 2025 contre leur commandement. Comme le souligne un des signataires, si personne ne refuse de servir, « le mépris de nos droits et la méfiance du collectif envers les dirigeants sont les deux points principaux sur lesquels nous voulons communiquer ». Cette déclaration illustre une fois de plus la force de l'armée ukrainienne qui permet un libre débat militaire en son sein – une forme de démocratie aux armées – et les difficultés de commandement et d'organisation qu'elle rencontre.

Qu'on ne s'y trompe pas, la contestation dans les rangs de l'armée ukrainienne n'est pas un signe de faiblesse, mais un indice de sa force qui combat dans un esprit démocratique contre l'impérialisme russe autoritaire et que beaucoup d'armées en Europe devraient lui envier.

Patrick Le Tréhondat

Chers concitoyens,

Vous vous souvenez certainement de l'histoire récente de la tentative d'impliquer le personnel du bataillon de réparation et de restauration de la 125^e brigade mécanisée lourde dans la conduite d'un combat défensif dans les tranchées de la première ligne de défense.

À cette occasion, des spécialistes de la réparation de véhicules automobiles, de moyens de guerre électronique, de drones, des conducteurs d'excavatrices, des grutiers, des soudeurs, etc., des personnes sans compétences ni formation appropriée, avec des problèmes de santé, ont été désignées par un simple trait de plume pour devenir des tireurs d'élite. Ce n'est que grâce à la couverture médiatique que cela a pu être évité : les personnes concernées sont restées à leur poste pour accomplir les tâches qui leur étaient assignées.

Cependant, comme on le sait, l'histoire a tendance à se répéter.

Aujourd'hui, ces mêmes hommes de 50 ans, dont la santé ne s'est évidemment pas améliorée depuis cette époque et qui n'ont toujours pas suivi de formation appropriée, ont été envoyés « creuser des tranchées » à Koupiansk. Il a été souligné que les « tranchées » se trouveraient à 10 kilomètres de la ligne de front, et qu'il y avait déjà de nombreux soldats dans la zone concernée, notamment des membres du bataillon de systèmes sans pilote 125 OVMBR jusqu'aux « unités mieux préparées ». Pratiquement tout le monde a été inscrit sur la liste des « terrassiers » potentiels : les réparateurs, les chauffeurs, les transmetteurs, les cuisiniers, etc.

Conséquence : lors de la mise en place sur les positions, l'un des meilleurs pilotes de drones de l'ancien 219^e bataillon, aujourd'hui affecté au bataillon des systèmes sans pilote, notre frère d'armes le sergent Nazar Mykytynskyi («Compas») a perdu la vie, et trois autres militaires ont été blessés.

Cependant, un ordre est un ordre et le personnel du bataillon de réparation est entré dans la zone désignée. Mais il n'a plus été question de creuser, mais d'occuper des positions de tir, d'installer des barrières, de mener des actions défensives et des raids en collaboration avec des «unités mieux préparées».

Des expressions telles que «bataillon de réparation en défense» ou unité «tactique d'action du bataillon de réparation lors de raids» flattent certes l'amour-propre, mais sans plus. Dans quel statut est-il indiqué que nous devons occuper des positions de tir ou d'observation, mener des combats défensifs, voire participer à des opérations ? Cela reste un mystère.

[...] Les arguments concernant les cuisiniers et autres spécialistes qui n'ont tout simplement pas la formation adéquate, et encore moins la formation nécessaire pour agir en milieu urbain (sans parler de la coordination au combat), ne sont pas pris en compte.

Le 5 octobre 2025, lors de l'avancée pour occuper un autre poste d'observation, le groupe, qui comprenait des représentants du bataillon de réparation, a été pris sous le feu ennemi. Résultat : deux blessés graves. À 10 kilomètres de la ligne de front, le soutien du renseignement et la couverture des tireurs d'élite se sont révélés être une nouvelle tromperie de la part de la

125^e brigade mécanisée, qui n'avait qu'un seul objectif : accomplir à tout prix la mission donnée par un supérieur hiérarchique.

Il convient ici de s'éloigner quelque peu du sujet général et de revenir quelques mois en arrière, en mai de cette année, lorsque la 125^e brigade de défense territoriale est devenue une brigade mécanisée lourde. Changer de nom n'est bien sûr pas difficile. Cependant, pour une raison quelconque, tout le monde a oublié que la brigade était principalement constituée de volontaires venus défendre leur pays dès le début de l'agression à grande échelle. Parmi ces personnes, il y avait des représentants de toutes les professions : informaticiens, juristes, maçons, chauffeurs, vendeurs, danseurs, conducteurs de tracteurs, chanteurs, réalisateurs et bien d'autres encore, mais pratiquement personne n'avait jamais eu de lien avec l'armée.

Avec cette transformation, la brigade a été confrontée non seulement à la question de l'équipement, dont elle ne disposait pas auparavant, mais aussi à celle de la formation du personnel, qui n'avait aucune expérience dans l'utilisation d'armes lourdes et d'autres équipements spécifiques.

Comme vous le savez, la formation d'un conducteur de char, de blindé de combat ou de tout autre équipement de combat ou spécial est une tâche de longue haleine, qui ne se fait pas en une semaine, ni même en un mois.

Très probablement, tout cela avait été planifié, mais c'est alors que le «supérieur hiérarchique» mentionné ci-dessus a fait son apparition et que les approches de la formation et de la préparation de la brigade (à laquelle il

est indirectement lié) ont changé. Un principe simple et «très clairvoyant» est passé au premier plan: si l'artillerie manque de systèmes d'artillerie, tout le monde doit creuser; si les artilleurs antiaériens manquent de lanceurs, ils doivent creuser; si tous les membres du bataillon BpS ne sont pas encore devenus des pilotes professionnels, ils doivent creuser; s'il n'y a pas d'ateliers dans le bataillon de réparation, ils doivent creuser, etc. Il est surprenant que ce principe ne s'applique pas aux médecins.

Tout cela semble logique, sauf que, avec une telle approche, le pointeur de canon ne deviendra jamais pointeur, le pilote de drone ne

fera jamais décoller son appareil, le mécanicien du bataillon de réparation ne réparera jamais aucun équipement, car en «creusant des tranchées», ils n'apprendront jamais à le faire.

Tout le monde devrait comprendre l'absurdité totale d'une telle approche, mais...

Au lieu de défendre les intérêts de sa propre brigade, qui n'en est en fait qu'à ses débuts, sa direction «prend les choses en main» et commence, par tous les moyens, sans tenir compte du bon sens et, surtout selon ses propres intérêts, à envoyer des personnes qui n'ont aucune préparation pour occuper des positions de combat (à propos, au 6 octobre, la zone où nos



frères d'armes ont été pris sous le feu, désignée par la source d'information DeepState comme un territoire occupé par l'ennemi).

On a l'impression que la direction de la 125^e brigade mécanisée tente de servir ses propres intérêts particuliers au détriment de la vie et de la santé de ses soldats.

Une telle indifférence envers des personnes qui sont des spécialistes dans un certain nombre de domaines en pénurie, qui souhaitent continuer à servir leur pays, des personnes qui, en raison de leurs compétences professionnelles, sont recherchées par d'autres unités des forces de défense ukrainiennes, semble pour le moins étrange, voire criminel.

Ce n'est un secret pour personne que la mobilisation dans le pays, pour le moins, stagne ; les mesures de recrutement ne donnent des résultats que dans les unités spéciales. Dans ce contexte, les unités ordinaires intègrent toute personne qui a exprimé le désir de servir. Cependant, comment convaincre une personne qui a manifesté cette volonté si elle n'a aucune certitude qu'en signant un contrat de pilote de drone ou de spécialiste en réparation d'équipements radioélectriques, elle ne se retrouvera pas à « 10 kilomètres » du front avec des tâches qui n'ont aucun rapport avec sa spécialité ?

Enfin, l'un des blessés, le soldat Bezsmertnyi Oleksandr (« Cherkasy »), chauffeur principal de la section de soutien du bataillon de réparation, est décédé des suites de ses blessures pendant l'évacuation. Une évacuation qui, contre toute attente, a été effectuée par les forces du régiment lui-même, dans un vieux camion, à travers la moitié de la ville, sous les drones ennemis.

On dit que l'histoire s'écrit au présent, mais si les médecins avaient rencontré notre évacuation non pas au dernier kilomètre avant le poste de secours, mais au moins un peu plus tôt, cette personne, experte dans son domaine, mais dont l'état de santé était difficile, qui s'était lancée dans la mission qui lui avait été confiée, convaincue que tout se passerait comme prévu, serait restée en vie.

Combien de vies devront encore être perdues à cause d'un commandement incompetent, y compris celui de la 125^e brigade motorisée ? Combien de morts faudra-t-il encore pour que les supérieurs hiérarchiques comprennent la valeur de chacun à son poste, quel que soit son nom : tourelle de char, salle d'opération, atelier de réparation, position de tir d'artillerie ou aire d'atterrissage de drones ?

P.S. Le terme « 125^e brigade mécanisée lourde » utilisée dans le texte doit être attribué exclusivement au commandement de ladite brigade et ne concerne en aucun cas ses unités de combat, qui depuis 2022 accomplissent dignement leurs missions dans les zones les plus chaudes, y compris sous le commandement d'autres unités des forces de défense ukrainiennes.

Cette déclaration a été publiée sur la page Facebook des soldats du bataillon

DERNIÈRE MINUTE

À la suite des plaintes, le commandant de la 125^e Lviv a été démis de ses fonctions. Le major Volodymyr Fokin a été nommé commandant de brigade.

Infirmières : encore sur le contrôle

Larissa Prindilas¹

Chères collègues, pourriez-vous indiquer quand, pour la dernière fois, vous ou vos représentants avez participé à la nomination du médecin-chef, ou comme on l'appelle désormais, du directeur général de l'hôpital ?

Nous sommes toujours confrontés à un fait accompli.

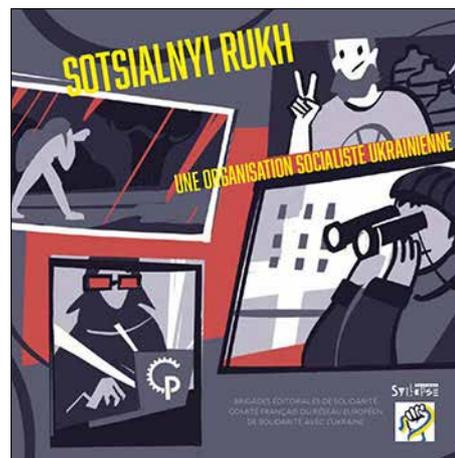
Et encore une chose : où est le plan de développement que chaque candidat au poste de direction doit soumettre et présenter publiquement ?

Où peut-on le consulter ?

Personnellement, je n'ai entendu parler que de licenciements, de réductions d'effectifs, de «silence» et de descriptions de poste d'infirmière où une personne travaille pour deux, et bien sûr gratuitement.

La transparence et la participation du personnel sont notre droit légitime, et non un privilège.

Nous portons chaque jour la médecine sur nos épaules, nous avons donc tout à fait le droit de savoir qui dirige nos hôpitaux et comment.



1. Larissa Prindilas est infirmière et membre de Soyez comme nous sommes. 11 octobre 2025.

LA BATAILLE
DU RAIL

Suivent ici cinq articles : quelques informations issus d'une rencontre syndicale à Kyiv à laquelle assistaient des cheminots, de Kyiv et de Kryvyi Rih ; l'interview du vice-président du syndicat libre des cheminots d'Ukraine de la ligne ferroviaire du Dniepr ; un exemple de solidarité syndicale cheminote ; un entretien avec Yaroslav P., fondateur du Syndicat libre du dépôt de locomotives de Kharkiv n° 3 ; et enfin, un retour sur la bataille du rail engagée par des groupes de résistance à l'armée d'occupation russe.

Christian Mahieux¹

« Nos cheminots mobilisés au front meurent.

– Les attaques aériennes sur les voies ferrées se multiplient.

– Certaines régions sont déjà privées d'électricité.

– Comment allez-vous ? »

Échange avec Vyatcheslav Grigorievitch, cheminot de Kryvyi Rih, 4 octobre 2025.

« Cette semaine, plusieurs sites ferroviaires ont été attaqués : la gare de Chostka, celle de Tchernihiv, le dépôt d'Odessa...

J'ai récemment entendu un mot nouveau "warnormal"... Je pense qu'il caractérise bien la situation. »

Échange avec Oleksandr Skiba, cheminot de Kyiv, le 5 octobre 2025.

Rencontre avec deux syndicats de cheminots

Les 21 et 22 juin, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes organisait une rencontre, à Kyiv, avec des représentantes et représentants de plusieurs syndicats indépendants d'Ukraine :

- Soyez comme nous sommes, syndicat d'infirmières d'Ukraine ;
- Priama Diia, syndicat d'étudiantes et étudiants en Ukraine ;
- l'union régionale KVPU de Kryvyi Rih ;
- le Syndicat indépendant des cheminots de la région de Kryvyi Rih, affilié à la KVPU ;
- le Syndicat indépendant des cheminots de Kyiv, affilié à la KVPU.

Outre l'Union syndicale Solidaires, était aussi présente Initiative des travailleurs, organisation syndicale interprofessionnelle nationale de Pologne.

Ce fut l'occasion, notamment, de recueillir les témoignages des animateurs des deux syndicats du secteur ferroviaire : Oleksandr Skiba, de Kyiv, et Vyatcheslav Grigorievitch, de Kryvyi Rih. En voilà les enseignements, à travers quelques informations générales d'une part, une interview du camarade de Kryvyi Rih d'autre part.

La guerre

Depuis l'invasion du territoire par l'armée russe et la guerre menée par celle-ci, 23



1. Christian Mahieux est membre du Réseau international de solidarité et de luttes, des Brigades éditoriales de solidarité et du Comité français du RESU.

cheminots sont morts sur le lieu de travail ; environ 600 cheminots et cheminotes sont morts sur le front ou à la suite de bombardements de villes. L'agression armée russe, ce sont aussi les alertes qui empêchent de dormir la nuit, les alertes qui empêchent de sortir la journée, même si cela finit par être «banalisé» (autant que cela se puisse!), ce n'est pas sans conséquence sur l'état global de la population. Les camarades notent que ces derniers temps, les attaques russes contre des infrastructures sont de plus en plus nombreuses.

Depuis la rencontre de juin, au cours de l'été, la Russie a lancé une vague d'attaques massives contre les infrastructures ferroviaires de l'Ukraine, notamment contre les gares clés. Sous-stations électriques, dépôts de locomotives et gares de voyageurs sont directement visés. Le président du Conseil d'administration de JSC Ukrzaliznytsia, les chemins de fer ukrainiens, a salué la résistance des cheminots et cheminotes: «Même quand des gares clés sont attaquées, nous n'annulons pas les trains. Nous devons modifier les horaires, mais nous continuons toujours. Les Ukrainiens le constatent. Ils remercient les cheminots pour leur endurance.» La remise en état des infrastructures est une priorité. Cela dit, le patron des chemins de fer ukrainiens «oublie» le comportement patronal décrit par les syndicalistes (voir plus bas)...

Début octobre, la Russie a attaqué la gare de la ville de Chostka, dans la région de

Soumy. Une première frappe a touché la locomotive du train de banlieue Terestchynsk-Novograd-Siversky. Quand l'évacuation a commencé, l'ennemi a de nouveau attaqué, touchant cette fois le train Kyiv-Chostka.

Conditions de travail

Le temps de travail est passé à 60 heures par semaine. Ceci entraîne des conséquences sur les conditions de travail, les accidents du travail, la santé des cheminots et cheminotes. D'autant que les infrastructures et le matériel sont anciens ; là aussi, la situation de guerre pèse : les modernisations prévues ne sont plus la priorité. A titre d'exemple, la plupart des locomotives datent des années 1950 et présentent des risques en matière de sécurité, pour les cheminot-es, les usager-es, la population.

Cynisme patronal

La population est soumise à des obligations de sécurité durant les alertes ; pour une partie des cheminot-es, dont l'activité est directement liée à la sécurité des circulations et des usager-es, il n'est pas possible, par exemple, de quitter le poste de travail pour se rendre aux abris. Des cheminot-es ont ainsi été tué-es, sur le lieu de travail (conduite ou accompagnement de train, poste d'aiguillage, etc.) par les bombardements de l'armée russe ; la direction refuse de payer les indemnités liés au décès, renvoyant la responsabilité sur les travailleurs et travailleuses décédé-es ! Par ailleurs, durant les alertes, les cheminot-es ne sont pas payés... Ce problème n'est pas propre au secteur ferroviaire. Yuriy

Samoilov, du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (KVPU), lors de la série de réunions organisées par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, nous avait raconté les luttes menées par les mineurs de Kryvyi Rih contre ces pratiques scandaleuses.

Luttes syndicales

Lors de la rencontre des 21 et 22 juin, Fedorenko Vyatcheslav Grigorievitch, du syndicat indépendant des cheminots de Kryvyi Rih (affilié à la KVPU), a insisté sur la défense juridique des travailleurs et des travailleuses dans le contexte

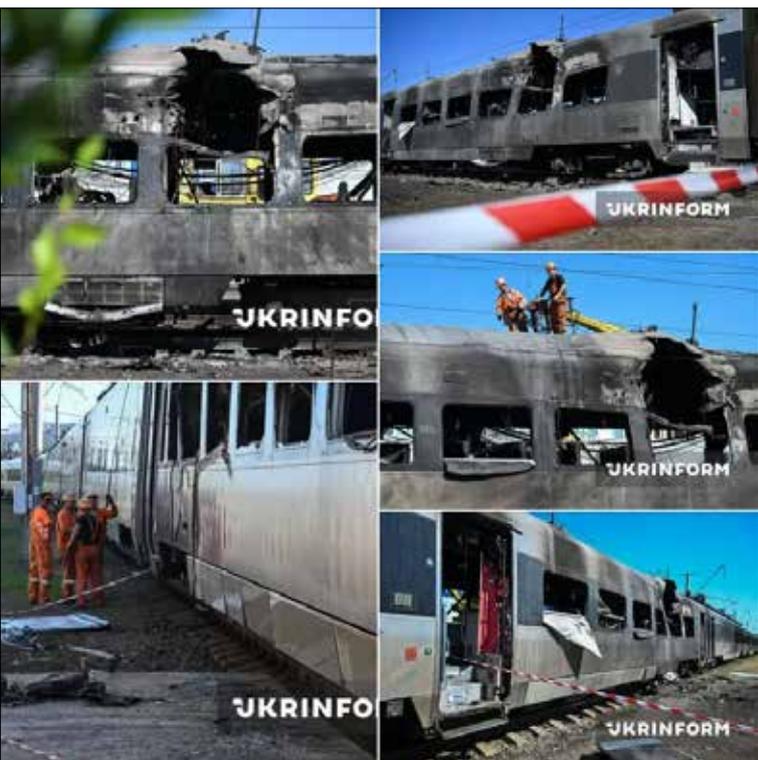
actuel. L'agression militaire russe et la guerre sur le territoire ukrainien depuis plus de trois ans ont des conséquences directes sur ce plan-là aussi: de par le rôle stratégique du chemin de fer, «seulement» 10 % des cheminot-es sont au front, les patrons menacent de licenciement ceux qui luttent pour leurs droits, sachant que «licenciement» signifie «envoi au front»; par ailleurs, les droits de grève et de manifestation sont suspendus... ce qui n'empêche pas qu'il y ait des luttes syndicales nombreuses, y compris sous cette forme.

Le soutien, sous toutes les formes possibles, aux travailleurs et travailleuses qui sont sur le front est une priorité des syndicats: «c'est grâce à eux si nous pouvons encore organiser des réunions comme celle-ci; et c'est valable pour plein d'autres choses» a rappelé un des syndicalistes présents à Kyiv.

Dans la période, la défense juridique est une activité essentielle du syndicat. Notre camarade de Kryvyi Rih insiste sur un point: «c'est le syndicat qui assure ce soutien juridique, pas des cabinets extérieurs aux travailleurs et travailleuses». Le patronat, lui, dispose de très nombreux avocats et aussi d'appui «au plus haut niveau» qui lui permettent, en multipliant les recours, de faire casser par des instances nationales des décisions prises par des juges locaux.

Les femmes dans les chemins de fer

Comme dans toute l'Ukraine en guerre, la place des femmes est importante. Selon nos camarades de Kyiv et de Kryvyi Rih, il y a actuellement environ 50 % de femmes dans les chemins



de fer, avec des inégalités de représentativité selon les fonctions.

Le soutien international

Aussi modeste ou insuffisant soit-il, il est... vital. Nos camarades expliquent que ce qui est ainsi fourni évite des morts : médicaments, gilets pare-balles, jumelles, etc., ce type de matériel est transmis aux syndicalistes qui sont sur le front et renforce le soutien syndical aux travailleurs et travailleuses engagés en première ligne : « Grâce au syndicat, au front, ceux et celles qui sont syndiqués sont un peu mieux lotis et aussi mieux protégés ! » Les réponses aux demandes ponctuelles, comme les jumelles récemment financées par la fédération des syndicats SUD-Rail, entrent dans ce cadre aussi, comme l'ont rappelé Vyatcheslav et Oleksandr.

Les trois convois organisés par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes en 2022 et 2023 ont été des actions directes de solidarité, à destination de plusieurs structures syndicales indépendantes ; les collectes organisées par l'intersyndicale française, remises à la FPU et à la KVPU, ont également contribué à une concrète solidarité internationale. La solidarité syndicale internationale pèse aussi dans le rapport de force avec les patrons.

Entretien avec Vyatcheslav Grigorievitch²

Peux-tu te présenter à nos lecteurs et lectrices ?

Je m'appelle Fedorenko Vyatcheslav Grigorievitch, je travaille depuis l'âge de 17 ans dans les chemins de fer. J'ai commencé comme ouvrier de maintenance du matériel roulant, puis j'ai été assistant conducteur de locomotive électrique, avant de devenir conducteur de locomotive électrique à l'âge de 22 ans. J'ai deux diplômes universitaires, l'un en technique et l'autre en droit.

J'occupe actuellement le poste électif de président de la section syndicale primaire du syndicat libre des cheminots d'Ukraine du dépôt de locomotives de Kryvyi Rih et je suis vice-président du syndicat libre des cheminots d'Ukraine de la ligne ferroviaire du Dniepr. Je m'occupe de la défense des droits du travail et des membres du syndicat devant les tribunaux.

Quand, comment et pourquoi avez-vous fondé votre syndicat

L'organisation syndicale que je dirige a été fondée en 2018. Les raisons qui ont motivé la création de cette organisation syndicale de base sont les suivantes :

2. L'entretien a initialement été publié sur le site du [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#).

1) L'inefficacité de l'organisation syndicale déjà existante dans l'entreprise, qui adoptait une position pro-direction.

2) La restriction des droits et des garanties des cheminot-es, en particulier les modifications apportées en 2017 à la législation, en conséquence desquelles les cheminot-es ont perdu le droit de prendre leur retraite à 55 ans.

3) La volonté de créer une organisation syndicale efficace, adaptée aux réalités actuelles.

Quelles sont les luttes sociales les plus importantes que vous avez organisées ?

En 2018, il y a eu l'organisation d'une « grève » dans la région de Kryvyi Rih - les travailleurs et travailleuses ont parfaitement respecté leurs instructions de service, que l'employeur lui-même avait imposées. En conséquence, 44 grandes entreprises ont été paralysées ; les chemins de fer sont les artères de l'économie.



Quelle est la situation et quels sont les problèmes que connaissent les cheminot-es ?

Parmi les problèmes généraux les plus courants, figurent la non-conformité du lieu de travail aux exigences de la législation sur la sécurité et la santé au travail, les mauvaises conditions de travail, les violations de la législation sur la rémunération et les bas salaires.

Quelles sont les revendications de votre syndicat ?

L'amélioration de la situation des travailleurs et travailleuses, et le respect par l'employeur des exigences législatives en matière de rémunération et de sécurité et santé au travail.

Dans un pays en guerre et avec la loi martiale comment défendre les travailleurs et travailleuses ?

Aujourd'hui, la seule protection accessible aux travailleurs et travailleuses est la protection judiciaire, car en temps de guerre, les grèves et les manifestations sont interdites.

De nombreux cheminots sont mobilisés dans les forces armées ukrainiennes dont des membres du syndicat. Quelles relations avez-vous avec eux ? Que fait le syndicat pour les aider ?

Afin de préserver la vie et la santé des cheminots mobilisés, notre syndicat communique avec d'autres syndicats et des organisations étrangers afin d'acheminer l'aide humanitaire de manière ciblée. Le syndicat défend également

les droits socio-économiques des travailleurs mobilisés devant les tribunaux.

On parle beaucoup de la reconstruction de l'Ukraine après la guerre. Comment vois-tu celle-ci et quel rôle doit avoir ton syndicat dans la reconstruction, dans l'Ukraine de demain ?

Dans le cadre de la reconstruction future du pays, je vois le syndicat continuer à défendre les droits sociaux et économiques des travailleurs et travailleuses. Avec le développement et l'expansion du syndicat, je pense qu'il sera nécessaire de représenter les intérêts des travailleurs et travailleuses au sein du pouvoir législatif, car les lois doivent être adoptées dans le but d'améliorer la situation des travailleurs et travailleuses.



Une action de solidarité concrète

Lors de son conseil fédéral de septembre, la fédération des syndicats SUD-Rail a répondu à une demande des syndicalistes cheminots de Kryvyi Rih. «Votre syndicat souhaite-t-il et a-t-il la possibilité de contribuer financièrement au développement notre organisation syndicale à Kryvyi Rih ? Notre organisation syndicale défend efficacement les droits des cheminots et cheminettes, mais nous faisons face à un problème de ressources matérielles et techniques».

Le secrétaire, Vyatcheslav, a fourni une liste de matériel dont le syndicat a besoin. Elle comprend des articles à des prix différents, ce qui permet à chaque syndicat d'apporter son soutien en fonction de ses ressources. Un syndicat peut prendre en charge une des demandes; par exemple, le syndicat de XXX verse 1 515 euros pour les trois imprimantes ou le syndicat de YYY verse 1 126 euros pour les trois ordinateurs. Mais il est possible aussi de verser une somme qui sera affectée ensuite à tel ou tel achat, selon le total recueilli.

La démarche n'est pas réservée aux seuls syndicats SUD-Rail ! Si des collectifs ou individus veulent participer, il faut envoyer un chèque à la fédération SUD-Rail¹.

Les donateurs et donatrices seront informé-es de la somme collectée, de son affectation. Les camarades de Krivyï Rih se sont engagés à faire

1. 38 Rue des Renouillères, 93 200, Saint-Denis.

de même lorsqu'ils recevront notre solidarité. C'est ce qui a toujours été fait avant, lors de précédentes campagnes de ce type auxquelles l'Union syndicale Solidaires a participé, notamment via le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.



Julien Troccaz (SUD-Rail) et Oleksandr Skiba à Lviv.

« Comment nous vivons, comment nous travaillons, comment nous combattons ! »

Philippe B¹.

Le 30 juillet à Kharkiv, en marge de la troisième journée de manifestation contre la liquidation de l'indépendance du NABU et du SAP (organismes ukrainiens indépendants de lutte contre la corruption), j'ai rencontré Yaroslav P., cheminot, un des fondateurs du syndicat de base d'un des cinq dépôts de locomotives de la ville. Le syndicat libre du dépôt de locomotives de Kharkiv n° 3² a été le premier syndicat créé à Kharkiv en dehors des structures affiliées à la FPU ou à la KVPU.

Il a été fondé en 2021 par Yaroslav et quelques autres pour lutter contre un fonctionnement managérial de plus en plus agressif : disparition des plannings des cheminots, astreinte permanente, y compris de nuit et sur plusieurs jours

1. Philippe B. est membre de SUD-Éducation et représente Solidaires-Rhône au sein du Collectif 69 de soutien au peuple ukrainien. Présent à Kharkiv pendant la «révolte des pancartes», il a été l'un des rédacteurs du numéro spécial de *Soutien à l'Ukraine résistante*, «[Les Journées de juillet](#)».

2. Pour faciliter la lecture, le nom du syndicat a été abrégé en SLDLK3

consécutifs. Les convocations nocturnes posent, par exemple, problème à ceux qui ne disposent pas de véhicule personnel - les transports en commun ne fonctionnant pas la nuit, et encore moins depuis l'invasion à grande échelle: le couvre-feu est fixé à 23 heures à Kharkiv et c'est aux salariés d'organiser leur covoiturage...

Au début de la guerre, le gouvernement a légiféré pour autoriser Ukrzaliznytsia (la compagnie ferroviaire publique) et les opérateurs régionaux à «mettre en pause» les contrats des cheminots.

C'est ce qui s'est passé pour Yaroslav: il fait partie de la centaine de cheminots (sur environ 300 qui travaillaient dans son dépôt) dont le contrat a été «mis en pause» par la

direction - environ un quart d'entre eux ayant été mobilisés au sein des forces armées ukrainiennes. Il est toujours cheminot statutairement, et ça lui permet de continuer le travail militant au sein de son organisation.

Mais conserver son statut tout en perdant son salaire est impossible: les «mis en pause» ont donc dû chercher un autre job. Yaroslav a, par exemple, trouvé un travail dans le secteur informatique pour le compte d'une grande entreprise américaine. Il avoue qu'il lui sera difficile de revenir à son ancien métier, dans la mesure où son salaire a triplé - auparavant, il touchait un salaire mensuel d'environ 700 euros, ce qui était toutefois suffisant pour faire vivre correctement sa famille de trois personnes.



Pour celles et ceux dont le contrat était maintenu et qui étaient syndiqués au SLDLK3, la direction a exigé qu'ils quittent le syndicat de base s'ils souhaitaient continuer à travailler - les autres syndicats, jaunes ou tout simplement plus conciliants envers la direction, restant autorisés. Il faut dire que les actions initiales du SLDLK3 avaient irrité la direction à de nombreuses reprises, en exigeant notamment la publication des plannings, une de ses revendications essentielles puisque l'astreinte permanente, jour et nuit, désorganise et empêche toute vie familiale ou sociale.

Le syndicat a également dénoncé la corruption qui règne au sein de l'entreprise. Yaroslav me donne deux exemples: l'allocation essence permettant aux cheminots convoqués en pleine nuit de venir travailler est systématiquement détournée et confisquée par l'encadrement; de la même manière, l'argent destiné à l'achat de matériel de nettoyage n'existe que sur le papier. On exige des machinistes qu'ils nettoient leur locomotive, mais on ne leur fournit aucun matériel pour le faire.

Les cheminots du SLDLK3 ont refusé de travailler dans ces conditions, ou de recourir à des expédients tels qu'utiliser de vieux vêtements personnels en guise de torchons... Le «matériel» inadapté génère en outre davantage de poussières, évidemment inhalées par les travailleurs sans que ça n'émeuve la direction. L'exemple des syndiqués de base a été rapidement contagieux parmi les autres travailleurs du dépôt et la direction a dû s'incliner. (La défaite s'est doublée d'une humiliation personnelle pour le directeur, dans la mesure où il n'avait

pas pu empêcher la création du SLDLK3 au sein de «son» dépôt. Il ne pouvait plus plastronner auprès de ses homologues, les directeurs des quatre autres dépôts de la ville, dans lesquels aucun syndicat de base n'avait (hélas!) pu s'implanter.)

Dès sa création en 2021, le syndicat de base avait commencé à agir: lors d'un appel à la grève nationale, Yaroslav a été le seul machiniste de Kharkiv à cesser le travail. Un des mots d'ordre: refuser de travailler sur des machines hors d'âge et devenues dangereuses par défaut de maintenance. Il a obtenu gain de cause: on ne lui a plus jamais demandé de travailler sur de telles locomotives. Dans un premier temps, ça n'a pas semblé vraiment poser problème à la direction, qui savait pouvoir compter sur d'autres machinistes moins regardants, ou étranglés financièrement.

Mais un mois après, Yaroslav, un autre machiniste, a refusé d'embarquer sur une machine dangereuse. Les travailleurs du dépôt n° 3, qui suivaient attentivement la situation, ont pris conscience de leur force potentielle: en arrachant sa première victoire, le SLDLK3 avait démontré que la lutte paie et qu'on n'améliore pas ses conditions de travail sans combattre. Habités jusque-là à un syndicalisme de parole, les cheminots du dépôt ont commencé à rejoindre le syndicat de base et à lutter pour leurs droits: en deux mois d'existence, le SLDLK3 a vu ses effectifs passer de six à 30 membres, et sa progression numérique a continué.

Malheureusement, avec l'invasion à grande échelle et la loi permettant de suspendre les contrats, les conditions de travail se sont

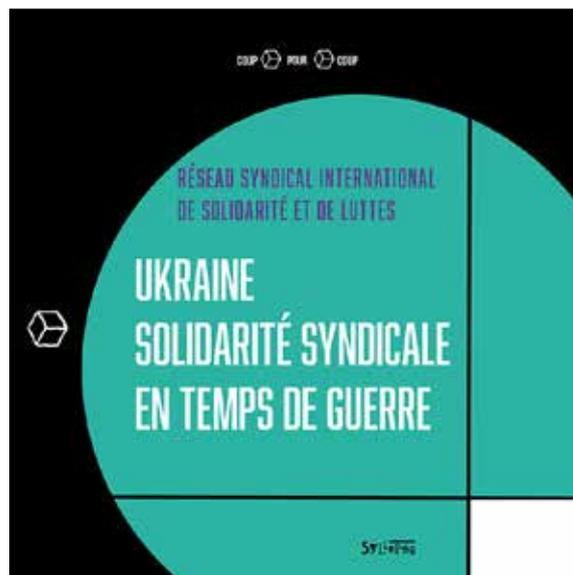


dégradées - et ce qu'avaient obtenu le travail et la lutte syndicale doit être reconstruit en partie.

En agissant radicalement, notamment en ne transigeant pas sur les questions de sécurité au travail, le SLDLK3 est en phase avec les aspirations démocratiques de la société : la corruption systémique n'a plus sa place dans l'Ukraine moderne, qui subit qui plus est une guerre d'agression à grande échelle depuis bientôt quatre ans.

Interrogé sur ce que des organisations syndicales comme le SLDLK3 attendent comme soutien des organisations syndicales françaises et étrangères, Yaroslav répond que dans la situation que connaît le pays, la population (dont les syndicalistes) fait les choses par elle-même, avec les moyens dont elle dispose et que l'étranger, lui, mesure chichement. En revanche, compte tenu de la loi martiale et de l'impossibilité qui est faite aux hommes de se déplacer hors du pays, Yaroslav nous assigne une tâche simple et élémentaire : que nous parlions d'eux, que nous rédigeons des articles dans notre presse syndicale, que nous fassions connaître leur situation - qu'il résume ainsi : «Comment nous vivons, comment nous travaillons, comment nous combattons !»

Notre internationalisme nous commande de soutenir la résistance ukrainienne. Cela passe aussi par le soutien aux forces démocratiques du pays, dont les syndicats représentent une part essentielle.





La gare de Marioupol. Avant et après l'invasion russe.

La bataille du rail en Russie et dans les territoires occupés

Correspondance

Atesh est un mouvement de résistance armée, créé par des Ukrainiens et des Tatars de Crimée, en septembre 2022. Spécialisé dans les actions de sabotage touchant les forces d'occupation, il a plusieurs fois désorganisé le système ferroviaire. Ainsi, début octobre, ils ont incendié une armoire relais sur une section de chemin de fer entre les localités d'Altichevo et Alatyry, en Tchouvachie russe, provoquant un retard dans l'acheminement des munitions et des drones. «Notre mouvement inflige à nouveau un coup à la logistique russe. Cette fois, une ligne ferroviaire utilisée par les envahisseurs pour transporter les drones d'attaque «Shahed» de l'usine d'Elabouga vers la zone de combat a été mise hors service», indique le message publié par Atesh.

En septembre, Atesh avait mené une opération de sabotage dans la ville russe de Smolensk, ciblant une ligne de chemin de fer menant à une importante usine d'aviation impliquée dans la production de missiles et de drones. L'installation est l'un des principaux fournisseurs de missiles guidés Kh-59 pour le ministère russe de la défense et fabrique également des véhicules

aériens sans pilote, des drones cibles, des avions légers et des composants pour l'aviation de première ligne.

En août, l'organisation avait revendiqué le sabotage d'une voie ferrée dans le *kraï* de Primorsky en Russie, la destruction d'une armoire relais perturbant le trafic ferroviaire et retardant le transport de fournitures militaires.

La «guerre ferroviaire» a débuté en 2022, comme résistance à l'invasion russe. Ainsi, en mai 2022, Boyevaya organizatsiya anarkho-komunistov (Organisation de combat des anarcho-communistes, BOAK) avait retardé l'arrivée de trains à destination d'une unité militaire dans l'oblast de Vladimir. Le 28 juin 2022, la cellule BOAK-Vladimir publiait un communiqué de presse faisant état d'une action de sabotage sur la voie ferrée de l'unité militaire 55443 VD Barsovo, près de Kirzhach dans l'oblast de Vladimir: «Chaque train arrêté aide à se débarrasser des missiles et des roquettes, qui pourraient frapper des villes ukrainiennes pacifiques!» Les actions se sont poursuivies au fil des mois. Le 19 avril 2023, Dmitri Petrov, l'un des fondateurs de l'organisation, a été tué lors de la bataille de Bakhmout alors qu'il combattait pour les forces de défense territoriale ukrainiennes.

À compter de la mi-2022, le mouvement Ostanovi vagony (Arrêtez les wagons) est créé pour procéder à des actes de sabotage sur les chemins de fer en Russie: déraillement de plusieurs wagons à Krasnoïarsk le 13 juillet, à Makhatchkala dans la nuit du 23 au 24 juillet à la gare de Babaevo le 12 août...

L'organisation biélorusse Busly Lyatsyats (Les cigognes s'envolent), créée en novembre 2020

pour lutter contre le régime de Loukachenko a assumé la responsabilité de certaines des actions partisans menées sur l'infrastructure des chemins de fer russes à partir de 2022.

À propos de la résistance au Bélarus, il faut signaler la Communauté des cheminots du Biélorus, créée en août 2020, une semaine après l'élection présidentielle et le début des manifestations de masse contre Alexandre Loukachenko. Depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, la Communauté se livre à des sabotages ferroviaires afin de saper la logistique de l'armée russe. [Le site du groupe](#) livre de nombreuses informations sur les chemins de fer biélorusses mis au service de la Russie. Par exemple, en septembre 2025: «Parallèlement à l'importation d'une quantité importante de matières explosives en Biélorussie, au cours de la période du 1^{er} au 17 septembre 2025, des wagons vides ont été envoyés des gares ferroviaires russes aux arsenaux du ministère de la défense de la République du Bélarus pour le chargement d'explosifs (munitions) avec expédition ultérieure vers la Russie pour les besoins du ministère de la défense de la Fédération de Russie. Le propriétaire et l'expéditeur des wagons vides est la JSC Federal Freight Company. Les destinataires sont des arsenaux, des dépôts et des bases de munitions du ministère de la défense de la République du Bélarus. Selon nos données, au cours de la période spécifiée, au moins 66 wagons ont déjà été soumis au chargement: 30 wagons-tombereaux et 36 wagons couverts.» Des dizaines de cheminots sont emprisonnés par le régime de Loukachenko.



Des cyberpartisans perturbent le transport des troupes russes¹

Des pirates informatiques ont perturbé certains services ferroviaires du Bélarus après s'être introduits dans les systèmes informatiques qui gèrent les trains. L'action de ces cyberpartisans, comme les hackers militants s'identifient eux-mêmes, aurait été prise dans le but de «ralentir le transfert» des soldats russes vers l'Ukraine. Le but de l'attaque était également de faire gagner du temps afin que les Ukrainiens résistent mieux à l'assaut de la Russie.

Les cyberpartisans ont donc mis le système ferroviaire en mode «contrôle manuel», ce qui a ralenti considérablement le mouvement des trains.

Les cheminots biélorusses auraient refusé de conduire les trains la nuit même de l'action pour raison de sécurité.

En conséquence, les mouvements de train ont été perturbés dans les villes de Minsk, Orcha et dans la ville d'Assipovitchy. De plus, de nombreux sites internet liés au réseau ferroviaire biélorusse affichaient également des messages d'erreur, rendant impossible l'achat de billets.

Un ancien employé de la compagnie des chemins de fer biélorusses, Sergei Voitehowitch, a déclaré que les systèmes de contrôle du trafic avaient été rétablis après l'attaque. Cependant, d'autres systèmes ne fonctionnaient pas alors que les sites internet du réseau de trains longue distance étaient en panne.

1. Publié dans [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 2, 10 mars 2022.

RAILWAY RESISTANCE 2022

Status as of 18 March

On February 28, the protective relay of the centralization and blocking system was destroyed at the Sinyava bus stop near the Stolbtsy station

On March 15, at the Domanava-Lesnaya section, the STB automation and telemechanics device was disabled

On March 18, Farinava-Zagatsie destroyed the relay protection of the centralization and blocking systems

On March 17, special transformers were dismantled from the relay protection at Orsha-Central station. As a result, the traffic lights did not work at night

On February 27, near the Borisov station, the device of automation and telemechanics of the SCB was disabled

February 28 at the Mogilev 2-Buinichi section shortening the rail shop with wire

On February 26, the device of automation and telemechanics of the Central Railway Station was out of order during the Verkhi-Vereika race

On March 11, the relay protection of the centralization and blocking systems was destroyed on the Ostankovich-Zherdz section



PENDANT LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE

Chronique des événements courants

Correspondants

30 AOÛT 2025

Rentrée scolaire à Odessa

Le 1^{er} septembre, une nouvelle année scolaire débute dans toutes les écoles d'Odessa. Le système éducatif est confronté à plusieurs défis: la diminution du nombre d'élèves, la pénurie d'enseignants et le manque d'abris. «Nous demandons particulièrement aux familles d'élèves d'éviter les rassemblements de masse afin d'éviter les attroupements en cas de raid aérien.» Il a également été annoncé que cette année, Odessa prévoyait d'organiser une campagne «1^{er} septembre sans fleurs». Au lieu de bouquets, parents et élèves sont invités à se joindre à la collecte pour les soldats blessés soignés dans les établissements médicaux. En 2025, environ 6 000 enfants entreront en première année à Odessa, soit près de la moitié du nombre avant le début de l'invasion à grande échelle.

L'extrême droite contre la Kharkiv Pride

Un affrontement entre des opposants à la Kharkiv Pride et la police a eu lieu dans le centre de Kharkiv le 30 août. Les organisateurs de l'événement avaient auparavant mis en garde

contre d'éventuelles provocations d'extrême droite. Vera Tchernyhina, de la Kharkiv Pride a déclaré que les éventuelles provocations étaient connues à l'avance. «Devant les menaces et des individus qui annonçaient venir de Kyiv et d'une organisation religieuse d'extrême droite, la police a pris des mesures de sécurité. C'est sa décision, elle fait son travail. Nous sommes reconnaissants pour la sécurité qui a été assurée. J'ai cru comprendre que les radicaux d'extrême droite ont commencé à faire pression sur le cordon policier. Les policiers les ont repoussés. Une bagarre s'est produite», a déclaré Vira Tchernyhina.

1^{ER} SEPTEMBRE

Reconstruction syndicale

En Ukraine, le besoin de personnel de construction pour restaurer les infrastructures détruites augmente rapidement. Pour répondre à ce besoin, le Syndicat des constructeurs d'Ukraine (Profbud FPU) organise des formations courtes et gratuites de deux semaines à Kyiv. Les cours sont organisés par le syndicat des ouvriers du bâtiment et leur rôle ne se limite pas à la formation. «Nous parlons immédiatement du syndicat, des responsabilités sur le premier lieu de travail, de l'emploi, et de la sécurité au travail», explique Halyna Bondartchuk. Les stagiaires sont encouragés à adhérer à un syndicat de branche pour rester sous sa protection. Si un employeur souhaite recruter ces diplômés, le syndicat impose des conditions strictes.

2 SEPTEMBRE 2025

« S'il n'y a pas d'école, le village déclinera »

Le 1^{er} septembre, élèves, parents et enseignants du village de Bystriivka, commune de Vchoraychenska, dans la région de Jytomyr, se sont rendus à l'école du village. Cependant, ils n'ont pas pu entrer dans le bâtiment, les portes étant scellées. Au lieu de célébrer la Journée du savoir, les habitants ont organisé une manifestation. Nataliya Chyprnivska, mère d'élèves du lycée Bystriivska, a expliqué que parents et enseignants s'opposaient à la décision des autorités locales de réorganiser l'établissement d'enseignement en le fusionnant avec le lycée de Vchoraichensky. Selon elle, sans école, le village n'aura aucun avenir. Elle a également déclaré que pendant les vacances d'été, le nombre d'élèves à l'école du village de Bystriivka est passé de 36 à 46. Elle a ajouté que des personnes déplacées des villes et villages de première ligne du front sont venues dans le village et les enfants fréquentent l'école.



8 SEPTEMBRE 2025

Gestion « soviétique » des cadets

Dans une académie militaire, un major a humilié un cadet qui s'était rendu à une manifestation de soutien aux prisonniers de guerre pour demander le retour de son père. Selon l'officier Ivan Galenko, le major Serhiy Cherevko, devant une centaine de personnes, a humilié le cadet dont le père, un soldat de la 92^e brigade d'assaut séparée, a été capturé à Koursk. De plus, les cadets se plaignent des menaces et de la

gestion « soviétique » du major. Ils ont appelé l'académie à licencier le major et à le démettre de ses fonctions.

9 SEPTEMBRE 2025

Le syndicat indépendant n'a pas été admis au conseil de surveillance

Dans la ville de Nijyn, dans la région de Tchernihiv, lors de l'élection des membres des conseils de surveillance des établissements médicaux locaux, la candidature d'une représentante d'un syndicat indépendant a été ignorée. Selon Olga Lysyvet, militante de Soyez comme nous sommes et présidente du syndicat indépendant du centre médical municipal, les autorités locales ont entamé le processus de création de conseils de surveillance, notamment dans son hôpital. Selon Olga, la trajectoire de développement de l'hôpital n'est actuellement pas claire, un certain nombre de problèmes restent sans solution et de jeunes médecins quittent l'établissement. Le contrôle social est donc essentiel pour la poursuite de son développement. « Notre syndicat compte 72 membres, ce qui, à mon avis, n'est pas négligeable. Cependant, depuis l'enregistrement du syndicat, des pressions sont exercées. On a informé les personnes qu'en quittant l'ancien syndicat pour rejoindre le nôtre, elles risquaient d'être licenciées ou de voir leurs congés passer de 30 à 24 jours », souligne la présidente du syndicat indépendant. Olga est elle-même victime de harcèlement : elle travaille comme infirmière intermittente en maternité et la direction refuse

de lui accorder un poste permanent, alors qu'il y a des postes vacants.

[Soyez comme nous sommes](#)

10 SEPTEMBRE 2025

Aider et soutenir les mineurs militaires

L'association régionale du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine de la région occidentale ne rompt pas ses liens avec leurs collègues qui se sont levés pour défendre le pays contre l'invasion hostile russe, les soutient et les aide constamment. Dans la 103^e brigade de défense territoriale des forces armées d'Ukraine, le mineur Vasyl Chulga de l'entreprise d'État du charbon de Lviv, membre du Syndicat national des travailleurs des mines et de la métallurgie, défend actuellement la patrie. L'unité militaire où il sert avait besoin d'une voiture. Vasyl, au nom de ses camarades en première ligne, a exprimé sa sincère gratitude au collectif de travail, au syndicat, ainsi qu'à tous ceux qui ont rejoint la collecte pour le véhicule nécessaire aux combattants dans la direction de Soumy.

[KVPV](#)

2 OCTOBRE 2025

Lviv: victoire étudiante

Aujourd'hui, une réunion entre les étudiants et le recteur a eu lieu, au cours de laquelle nous avons abordé les questions relatives à l'espace étudiant, aux ascenseurs dans les résidences universitaires 2 et 3. Le recteur a annoncé la mise en place d'un vote pour choisir les locaux destinés à l'espace étudiant et, en réponse à

notre initiative, et de la tenue d'une conférence étudiante pour en discuter avant le vote. Il s'agit d'un grand pas en avant pour les étudiants qui souhaitent disposer d'un espace étudiant dans le bâtiment principal. Nous rappelons que nous avons précédemment envoyé des lettres et des demandes concernant l'installation d'ascenseurs dans les résidences universitaires 2 et 3. Aujourd'hui, le recteur a annoncé que ce processus serait lancé à partir du 1^{er} janvier. Nous sommes heureux que le recteur soit prêt à dialoguer avec les étudiants afin d'améliorer la qualité de l'enseignement, ainsi que pour prévenir les comportements contraires [de harcèlement sexuel] à l'éthique. Nous sommes toujours prêts et ouverts au dialogue afin que les paroles deviennent réalité.

[Priama Diia](#)

3 OCTOBRE 2025

Jytomir: les enseignants protestent

Plusieurs dizaines d'enseignants de Malyn [région de Jytomir] ont manifesté spontanément contre la réduction inopinée de leur prime, versée à l'occasion de la Journée des enseignants. Au lieu d'une prime équivalente à leur salaire officiel, ils en ont perçue une équivalente à 10 % de leur salaire. Les enseignants ont manifesté devant les murs du Centre de culture et de loisirs, où étaient prévues ce jour-là les célébrations de leur fête professionnelle. Selon Lyudmila Chunevytch, responsable du syndicat des travailleurs de l'éducation de la ville de Malyna: « Nous comptons sur une prime annuelle équivalente à notre salaire officiel. Aujourd'hui,

nous avons commencé à percevoir notre salaire et nous avons constaté que nous n'avions pas ce montant. Et c'est comme ça dans toutes les écoles.»

4 OCTOBRE 2025

Droit du soldat

Après avoir été capturé, un soldat a gagné un procès contre son unité militaire. Elle ne voulait pas lui verser d'argent pour son traitement. Selon la décision du tribunal, le soldat a été grièvement blessé en juin 2022 lors de la défense du pays et a été détenu en Russie jusqu'en février 2024. Après sa libération, il a suivi un traitement, mais l'unité militaire ne lui a versé qu'une partie des fonds qui lui revenaient. Le soldat a estimé que cela était illégal et a saisi le tribunal pour demander le remboursement de ce qui lui était dû et le versement d'une indemnité pour les congés non utilisés en 2024. Le juge a jugé illégale la position de l'unité militaire et a ordonné que le soldat reçoive le paiement des plus de trois mois de traitement pour le syndrome de stress post-traumatique, ainsi qu'une compensation pour les jours de permission non utilisés en 2024. La décision du tribunal est susceptible d'appel.

7 OCTOBRE 2025

Khmelnyskyi: transparence écolo

Les militants de l'organisation écologiste «Rivières de Khmelnytskyi» ont fait appel au procureur général d'Ukraine avec dépôt d'une plainte concernant la non-publication des

résultats des tests d'eau après l'empoisonnement de la rivière Ploska, qui a été constaté le 22 août 2025. Une mort massive de poissons avait été découverte. Quarante-cinq jours se sont écoulés depuis l'empoisonnement de la rivière Ploska, dans la ville de Khmelnytski. Selon Pavlo Vezdenetsky qui milite dans le groupe Rivières de Khmelnytski, la pollution pourrait avoir été causée par une pollution chimique, probablement provenant de la zone où est située l'entreprise 2K. Une fuite de liquide bleu a été constatée à proximité. Les militants de Rivières de Khmelnytskyi ont envoyé une lettre ouverte à la commission de la protection de l'environnement du conseil municipal de Khmelnytski, demandant la création d'un groupe de travail pour sauver la rivière Ploska.



PRISES DE POSITION

Info et contre-info, mobilisations, culture, liens internationaux : on continue !

Robi Morder¹

L'assemblée générale du Comité français du RESU s'est tenue le 27 septembre 2025 dans les locaux de l'Union syndicale Solidaires, à Paris.



Selon une sorte de protocole désormais établi, la réunion a d'abord pu entendre et discuter de la situation sociale politique et militaire en Ukraine. Hasard du calendrier, une conférence en Ukraine de nos amis de Sotsialnyi Rukh se tenait au même moment.

Jean-Pierre Pasternak, au nom de l'Union des Ukrainiens de France, a apporté son salut fraternel rappelant la coopération constante et confiante entre nos deux associations depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par les troupes russes. Il a rappelé l'importance de cette «troisième ligne», le soutien et la solidarité internationale, la première ligne étant le front et la deuxième, la société ukrainienne elle-même. Le peuple ukrainien veut la paix, pas la soumission ni la disparition: «En

temps d'esclavage, il y a plus de morts qu'en temps de guerre.»

Après le rapport d'activités et le rapport de la trésorerie, rapports approuvés à l'unanimité, il a été débattu des perspectives et d'un programme concret d'activités pour l'année qui vient. Bien évidemment, ce programme ne peut prévoir les mobilisations et actions qui dépendront de l'actualité et que nous faisons en lien et coordination avec le collectif d'associations de solidarité avec l'Ukraine, à Paris et en région. Cela a été le cas pour la campagne ambulance et nous espérons que ce sera encore le cas pour le prochain 20 novembre, journée internationale des droits des enfants, et 24 février, anniversaire de l'invasion à grande échelle.

L'objectif du RESU demeure de faire connaître la situation réelle de l'Ukraine, de l'occupation, de la résistance politique et sociale, bien souvent ignorée des grands médias quand elle n'est pas occultée voire déformée volontairement. L'enjeu est de taille, notamment au sein de la gauche et de la jeunesse, cibles de la contre-information poutinienne qui a pu trouver des complicités ici.

Outre les réunions-débats autour de livres ou d'invités, il a été décidé - à partir de l'automne jusque en début de l'année 2026 - de projections-débats autour de films tournés cet été par des camarades du NPA membres du RESU, et d'autres films dont nous pourrions disposer rapidement. Au mois de mars 2026, avec Ukraine CombArt, nous avons le projet d'un festival ukrainien avec nos partenaires de Docu Days qui devraient être présents avec plusieurs films et leurs impressionnantes archives filmées

1. Robi Morder est membre du Comité français du RESU.

sur la guerre. Ukraine CombArt espère également encourager la tournée d'un spectacle de danse.

Vers la fin du printemps 2026, avec l'aide de l'ENSU, nous espérons organiser une conférence de solidarité avec l'Ukraine à Paris, suite de celle tenue à Bruxelles au printemps 2025. Enfin, des initiatives conviviales (pots, repas...) en fin d'année et avant l'été sont aussi prévues.

Le rapport de trésorerie à permis de constater l'augmentation du nombre de cotisant·es en comparaison avec l'année précédente, et notre capacité à réagir efficacement et rapidement à des demandes concrètes provenant d'Ukraine, la dernière en date, étant la campagne de collecte pour la brigade de la soldate féministe Ivanka (voir p. 7). Notre fonds de solidarité financier sera maintenu et développé.

Le développement de notre réseau se matérialise par des adhésions qui nous donnent les moyens de fonctionner et de répondre à des demandes urgentes des organisations et associations amies ukrainiennes, mais aussi par des relations plus régulières avec nos soutiens et les membres des collectifs avec la lettre d'information aux adhérent·es.

L'assemblée générale s'est achevée avec la reconduction du bureau.

Aux côtés de l'Ukraine et de ses travailleurs

Bev Laidlaw¹

Brighton, Grande-Bretagne, 8 septembre 2025. Au cours du congrès du Trade Union Congress, le 8 septembre dernier, Ukraine Solidarity a organisé une réunion d'information sur la situation en Ukraine. Plusieurs responsables syndicaux britanniques y prirent la parole aux côtés de Hanna Ostapenko, qui représentait le syndicat ukrainien des travailleurs et des travailleuses de l'éducation Progresylni et de Bew Laidlaw, dont nous reproduisons ici l'intervention.

Au moment où la guerre et l'occupation menacent la vie et la liberté de millions de personnes, notre mouvement doit rester fidèle à ses principes: la paix, la justice et la solidarité internationale.

Soyons clair·es: il ne peut y avoir de discussions sur l'Ukraine sans l'Ukraine. Toute tentative de négocier la paix sans que les Ukrainien·nes aient leur mot à dire n'est pas de la diplomatie, c'est du déni. C'est un déni de leur souveraineté, de leur démocratie et de leur droit à l'autodétermination.

Nous devons rejeter tout discours qui cherche à imposer des solutions venues de

1. Bev Laidlaw est vice-présidente du Public and Commercial Services Union (Syndicat des services publics et commerciaux) et membre de [Ukraine Solidarity Campaign](#). Traduction DE

l'extérieur, en particulier celles qui ignorent la réalité vécue par les travailleurs et les travailleuses et les communautés ukrainiennes.

Et nous devons dénoncer l'un des aspects les plus horribles de cette guerre : l'enlèvement d'enfants ukrainien·nes.

Des milliers d'entre elles et eux ont été emmenés de force en Russie, dépouillés de leur identité et soumis à un endoctrinement. Ce n'est pas seulement un crime de guerre, c'est un scandale moral.

Nous exigeons que les enfants soient rendus.

Chaque enfant doit être réuni avec sa famille. Chaque acte de déportation forcée doit être condamné. Et chaque auteur doit être tenu responsable.



Au cours des dix-huit derniers mois, j'ai eu le privilège de me rendre deux fois à Kyiv avec le PCS. J'ai visité un centre d'accueil pour femmes et enfants réfugié·es, qui vient en aide aux femmes victimes d'agressions sexuelles et de traite pendant l'invasion à grande échelle. J'ai rencontré des enfants qui avaient été secourus la veille au soir dans les territoires occupés. Un garçon de 6 ans m'a raconté comment il s'était enfui pendant la nuit, laissant toutes ses affaires derrière lui. Il m'a dit qu'il avait caché un petit morceau du drapeau ukrainien dans son oreiller pour le soustraire aux soldats russes, mais qu'il n'avait pas eu le temps de le récupérer avant de s'enfuir. Il m'a dit qu'il faisait partie des chanceux : maintenant qu'il était en sécurité, il pouvait garder l'Ukraine dans son cœur plutôt que dans son oreiller.

J'ai également rencontré la KVPU et la FPU [les deux principales fédérations syndicales

ukrainiennes, la Confédération des syndicats libres d'Ukraine et la Fédération des syndicats d'Ukraine]. Lors de notre dernière visite, notre délégation a passé du temps avec l'OIT à discuter des droits des travailleurs et des travailleuses - comment les syndicats de ce pays pouvaient non seulement soutenir les travailleurs et les travailleuses ukrainiennes, mais aussi faire en sorte que leur voix soit entendue dans la reconstruction de l'Ukraine, en particulier en ce qui concerne les droits de tous et toutes les travailleuses.

Car la reconstruction de l'Ukraine ne doit pas être laissée aux entreprises ou aux entrepreneurs - elle doit être menée par les travailleurs et les travailleuses, pour les travailleurs et les travailleuses. Les syndicats doivent jouer un rôle central dans la reconstruction, en garantissant des salaires équitables, des conditions de travail sûres et des lieux de travail démocratiques. Il ne s'agit pas seulement de solidarité, c'est notre devoir en tant que syndicalistes.

Les travailleurs et les travailleuses ne doivent pas être mises de côté au nom de l'efficacité ou du profit. Leurs droits, leur sécurité et leur voix doivent façonner l'avenir de l'Ukraine.

Mais la solidarité ne se résume pas à des mots, c'est aussi des actes. Et c'est là que notre mouvement syndical entre en jeu.

Nous appelons tous les syndicats du Royaume-Uni à s'impliquer dans la campagne de solidarité avec l'Ukraine. Il s'agit d'une initiative populaire qui met en relation les travailleurs et les travailleuses britanniques avec les syndicalistes ukrainien·nes, amplifie leur voix et soutient leur lutte, non seulement contre l'invasion,



- Invitez des syndicalistes ukrainien·nes à prendre la parole lors des réunions, conférences et événements de votre section. Faites entendre leur voix.
- Faites campagne pour les droits des travailleurs et des travailleuses en Ukraine – soutenez la législation qui protège la négociation collective, les salaires équitables et les conditions de travail sûres.
- Faites pression sur notre gouvernement pour qu'il fournisse une aide humanitaire et un soutien à la reconstruction qui donne la priorité aux services publics et à la reprise menée par les travailleurs et les travailleuses.
- Et surtout, établissez des relations durables avec les syndicats ukrainiens. La solidarité n'est pas un geste ponctuel, c'est un engagement.

mais aussi pour un avenir fondé sur les droits des travailleurs et des travailleuse et la justice sociale.

Les syndicats ukrainiens ne se contentent pas de résister à la guerre, ils résistent également à la déréglementation, à la privatisation et aux attaques contre les droits du travail. Ils se battent pour que la reconstruction de l'Ukraine se fasse en mettant les travailleurs et les travailleuses au centre, et non les oligarques, ni les entreprises, mais les communautés et les travailleurs/travailleuses.

Alors, comment pouvons-nous tous aider ?

- Affiliez votre syndicat et vos sections syndicales à la campagne de solidarité avec l'Ukraine. C'est une démarche simple qui envoie un message fort.

Le PCS est fier de se tenir aux côtés de l'Ukraine. Nous sommes fier·es de nous tenir aux côtés des travailleurs et des travailleuses du monde entier qui luttent pour la paix, la dignité et la justice. Et nous exhortons tous les syndicats ici présents aujourd'hui à faire de même.

Élevons nos voix jusqu'à ce que les enfants soient rendus. Jusqu'à ce que l'Ukraine soit libre. Jusqu'à ce que les travailleurs et les travailleuses façonnent l'avenir.

Solidarité et merci.

ÉCLAIRAGES

L'Ukraine comme « berceau » civilisationnel russe

Hanna Perekhoda¹

Une province sacrée, mais aussi un cœur national et religieux imaginaire: que signifie l'Ukraine pour la Russie, et comment comprendre la vassalisation de l'Ukraine par la Russie? Lorsque les mythes fondateurs sont placés au cœur de la légitimité politique, il est presque impossible de s'en défaire. Une analyse comparative l'Ukraine au regard du Kosovo, de l'Irlande, de la Palestine et de Taïwan.

Pour comprendre l'attitude de la Russie envers l'Ukraine, il faut également tenir compte de ce que l'on pourrait appeler les «territoires berceaux», des espaces que les élites politiques considèrent comme le lieu de naissance d'une nation, l'espace symbolique d'où découlent leur légitimité et leur identité.

Dans l'imaginaire national russe, Kyiv n'est pas une capitale étrangère: c'est «la mère des villes russes» (les villes de la Rus, pas de la Russie!), le lieu où leur histoire d'État et leur identité religieuse auraient commencé. C'est pourquoi le «séparatisme» de l'Ukraine a été un choc

existentiel pour les nationalistes russes, tant en 1917 qu'en 1991.

C'était comme si le «berceau» de la nation avait glissé hors de ses frontières. Les élites russes ont tenté de gérer cette rupture en présentant le passé soviétique et impérial commun comme une preuve d'unité et en traitant l'indépendance de l'Ukraine comme temporaire ou artificielle.

Mais à mesure que l'Ukraine approfondissait son propre projet de construction nationale et étatique, en particulier après 2004 et 2014, elles ont commencé à interpréter cela non seulement comme un voisin suivant sa propre voie, mais comme le vol du passé et de l'«identité» de la Russie. Le ressentiment prend alors sa forme la plus pure: un sentiment d'humiliation nationale et impériale, où la récupération de la «pièce perdue» devient une obsession.

Il est important de noter que l'Ukraine n'est pas considérée comme une province ou un fragment de l'empire, mais comme le cœur de la nation, un cœur qui aurait été corrompu par des ennemis extérieurs.

Le parallèle le plus proche semble être celui du Kosovo pour la Serbie. Le Kosovo est intimement lié à l'histoire nationale serbe à travers ses sites religieux et la bataille du Kosovo au Moyen Âge. Au 20^e siècle, cependant, la population était majoritairement albanaise, et la déclaration d'indépendance du Kosovo a suscité un profond ressentiment en Serbie. Il existe toutefois une différence. Pour la Russie, perdre l'Ukraine revient à perdre non seulement une province sacrée, mais aussi un cœur national et religieux imaginaire.

1. Historienne, chercheuse à l'Université de Lausanne et membre de l'ENSU. Article publié sur [Mediapart](#).

Une deuxième comparaison peut être faite entre l'Irlande et la Grande-Bretagne. Les élites anglaises considéraient l'Irlande comme une partie naturelle du domaine de la couronne, mais la plupart des Irlandais ont développé leur propre identité religieuse, puis nationale. L'indépendance et la question de l'Irlande du Nord ont laissé la Grande-Bretagne face au traumatisme de la perte.

Ici aussi, on observe un sentiment de ressentiment (mais moins intense que dans le cas de la Russie, en partie parce que les décideurs ne sont pas des dictateurs séniles qui restent au pouvoir pendant des décennies). Mais l'Irlande n'a jamais été le «berceau» de la Grande-Bretagne. Dublin n'était pas considéré comme la source de l'État anglais.

Le conflit israélo-palestinien est un autre cas. Jérusalem est sacrée pour les deux peuples, un berceau que chacun revendique comme essentiel à son identité. L'intensité symbolique ressemble à celle du conflit russo-ukrainien. Cependant, les Palestiniens et les Israéliens se disputent le même espace, tandis que l'Ukraine construit une histoire distincte qui s'éloigne de la Russie plutôt que de la défier.

Taïwan et la Chine constituent une autre analogie. Les élites chinoises considèrent Taïwan comme une partie indissociable de l'État et interprètent tout mouvement vers l'indépendance comme une menace existentielle. L'intensité de l'irrédentisme chinois est forte, mais la dimension mythique est plus faible: Taïwan n'est pas le berceau de la civilisation chinoise, mais plutôt une question d'intégrité territoriale et de prestige.

L'Érythrée et l'Éthiopie constituent un autre cas. Lorsque l'Érythrée a fait sécession, l'Éthiopie a également subi une atteinte à son sentiment d'intégrité. Mais ici, la logique est plus stratégique et économique, moins mythique. À ma connaissance, l'Érythrée n'est pas considérée comme le berceau de la civilisation éthiopienne.

Que se passe-t-il lorsque le droit international s'affaiblit et que des gouvernements autoritaires d'extrême droite se multiplient partout? Les conflits gelés qui étaient contenus par les institutions et la médiation extérieure s'enflamment. Et l'irrédentisme est un langage naturel de la droite populiste, car appeler à la récupération des patries perdues confère une légitimité immédiate.

Certains cas semblent particulièrement risqués. Le Kosovo reste au cœur du nationalisme serbe, et sans structures européennes solides, la tentation d'une annexion grandit. Taïwan, qui est peut-être le cas le plus dangereux, présente d'énormes enjeux internationaux, stratégiques et technologiques. Le conflit israélo-palestinien est déjà une catastrophe, et une nouvelle érosion des contraintes extérieures ne ferait que conduire à l'anéantissement total des Palestiniens. Dans le Caucase, les multiples guerres ont déjà montré à quel point les conflits «gelés» peuvent facilement s'enflammer à tout moment. La Moldavie est une autre zone où l'influence russe et la faiblesse des institutions internationales pourraient dégénérer en une violence généralisée.

Il y a aussi l'Asie du Sud-Est (que je connais assez superficiellement). Par exemple, il y a la mer de Chine méridionale/mer des Philippines





Image: Freedom.

occidentale/mer de Natuna septentrionale, où les revendications de «droits historiques» de la Chine entrent en conflit avec celles de plusieurs voisins. Ces questions ne sont bien sûr pas présentées comme des berceaux de l'identité nationale, mais comme des frontières existentielles qui définissent «l'intégrité», l'autonomie stratégique et le statut de la nation.

Mais je pense que le conflit russo-ukrainien se démarque clairement. Le Kosovo serbe est sacré, mais plus petit. L'Irlande était importante, mais n'a jamais été le berceau. Taïwan est considéré comme politiquement existentiel pour la Chine, mais pas mythique, etc. Dans le cas de la Russie, l'«histoire des origines» imaginaire de la «nation» (une nation qui a une forte composante messianique et impériale) se trouve de l'autre côté de la frontière d'un autre État qui insiste pour raconter sa propre histoire et imaginer son propre avenir différemment.

Lorsque les mythes fondateurs sont placés au cœur de la légitimité politique, il est presque impossible de s'en défaire. Pourtant, je pense qu'il y a lieu d'espérer. Ce mythe particulier est surtout entretenu par un cercle restreint d'élites politiques - en particulier celles qui ont leurs racines dans les services de sécurité et l'armée - et par une partie de la société encline à les suivre. Pour la plupart des gens, cependant, l'Ukraine n'est pas l'axe identitaire que le Kremlin insiste pour lui attribuer. Leur axe identitaire, c'est l'argent. C'est cela, bien plus que n'importe quel fantôme d'un berceau sacré, qui motive leur volonté de tuer.

Une fois que les fanatiques obsédés par l'histoire, la mission et le statut auront perdu le pouvoir, nous découvrirons peut-être à quel point leur véritable électorat était en réalité restreint.

FRAGMENTS
D'HISTOIRE

1954 : révolte ukrainienne au Goulag

Patrick Le Tréhondat¹

Le 16 mai 1954 au camp de Kengir (Kazakhstan), le garde Kalimoudine tira une rafale sur une colonne de prisonniers. Treize prisonniers furent tués puis cinq décédèrent des suites de leurs blessures et 33 furent blessés. Cette tuerie déclencha une vaste révolte.

Après la mort de Staline (1953), les autorités avaient accordé l'amnistie à de nombreux prisonniers : plus d'un million avaient été libérés. Cette amnistie ne s'appliquait toutefois pas aux éléments dits antisoviétiques, notamment aux nationalistes ukrainiens. Leur détention dans les camps devint alors plus brutale. Travail pénible dans les mines (journées de dix heures), faim constante, punitions cruelles (à la moindre désobéissance, ils étaient contraints de s'allonger dans un marais), humiliation avec des grands numéros blancs sur leur vêtement dans leur dos.

À Kengir, ils travaillaient à la construction d'une centrale hydroélectrique, d'une centrale thermique et dans les mines et les carrières. Les premières manifestations de résistance y débutèrent fin 1953-début 1954. L'administration réagit de diverses manières : à certains endroits,

elle libéralisa le régime interne, limitant quelque peu le recours au travail forcé ; ailleurs, là où la direction adhérait aux pires méthodes staliennes, elle retarda l'exécution des ordres de Moscou, par exemple en finir avec les numéros peints sur les vêtements. Durant l'hiver 1953, les gardiens du camp ouvrirent le feu sur les prisonniers à trois reprises, tuant plusieurs personnes.

En 1954, 20 698 prisonniers purgeaient leur peine dans ce camp, soit 16 677 hommes et 4 021 femmes. Plus de 70 % avaient été condamnés pour « trahison envers la patrie », 6,8 % pour banditisme ; 5,8 % pour « espionnage » et 78 comme « agents trotskistes-boukhariniens ».

Le soulèvement débuta le 16 mai, à la suite de la tuerie, avec l'annonce d'une grève générale. Les autorités du camp promirent de satisfaire les revendications ; mais le soir, il devint évident qu'elles ne respecteraient pas leurs engagements. Les prisonniers expulsèrent les gardes, démolirent les murs entre les postes du camp. Les gardes tentèrent de les en empêcher par des tirs de mitrailleuses, causant de nombreuses victimes.

Dans la nuit du 16 au 17 mai, des prisonniers politiques menés par Vitaliy Skiruk détruisirent les clôtures du camp et le centre de détention provisoire et pénitentiaire du 3^e secteur du camp, libérant les détenus. La direction du camp fit intervenir des troupes : treize personnes furent tuées et 43 blessées. Cependant, 12 000 ouvriers-prisonniers des mines, à 20 kilomètres de Kengir, rejoignirent les 7 000 grévistes.

Au matin du 17 mai, les manifestations se poursuivirent ; près de 19 000 prisonniers politiques refusèrent d'aller travailler en signe de

1. Patrick Le Tréhondat est membre des Brigades éditoriales de solidarité et du Comité français du RESU.

protestation. L'administration fit à nouveau tirer sur les prisonniers. Mais cela ne servit à rien.

Le 19 mai, le chef adjoint du Goulag, le lieutenant-général Bochkov, le ministre de l'intérieur de la RSS du Kazakhstan, Goubine, et le chef adjoint du parquet de l'URSS, Samsonov, arrivèrent au camp. Après trois jours de négociations, ils promirent d'enquêter sur les fusillades des 17 et 18 mai. Les prisonniers se remirent au travail.

Mais le 23 mai, l'administration transféra 421 criminels à Kengir espérant provoquer un massacre. Elle utilisait souvent des prisonniers de droit commun pour réprimer les prisonniers politiques rebelles. Mais lorsque des membres de l'OUN² et de l'UPA³ s'étaient retrouvés dans les camps, la situation avait radicalement changé. Dès 1947 ils créèrent la première organisation clandestine de résistance, l'«OUN-Nord», formée à Vorkouta par le membre de l'OUN Mykhailo Soroka⁴. Cette structure clandestine ne fut jamais complètement démasquée.

Les nationalistes ukrainiens instaurèrent leurs propres lois : le vol de rations était passible de



2. Organisation nationaliste ukrainienne.

3. Branche militaire de la branche de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN-B), dirigée par Stepan Bandera.

4. Mykhailo Soroka (1911-1971) était membre de la direction régionale de l'OUN à partir des années 1930. Pour ses activités nationalistes, il fut emprisonné à trois reprises par les autorités polonaises. En 1940, il fut emprisonné au Goulag. À Vorkouta, en 1947, il organisa le premier réseau clandestin OUN-Nord, pour lequel il fut condamné à mort en 1952, peine remplacée par vingt-cinq ans de camp. Il fut l'un des organisateurs du soulèvement de prisonniers politiques de Kengir et composa «l'hymne du soulèvement de Kengir». Au total, il passa près de trente-cinq ans en camp, où il mourut.

mort, de même que les dénonciations et la trahison. L'ancien prisonnier politique R. Tamarina se souvient que «pour les criminels qui se considéraient comme de grands patriotes, les prisonniers politiques étaient des "fascistes" et les autorités les incitaient à s'en prendre à eux. Il s'agissait d'une politique délibérée du Goulag».

Mais les prisonniers politiques expliquèrent aux droits communs qu'en cas de besoin, ils ne pourraient pas se défendre seuls et qu'il valait mieux s'unir. Leur chef, Engels Slutchenkov, admit alors avoir reçu l'ordre de provoquer un massacre interethnique : un conflit entre Russes et Ukrainiens, Juifs et musulmans, avec, de préférence, une douzaine de morts. Les droits communs se rallièrent finalement à la cause des insurgés (uinp.gov.ua).

Dans la nuit du 24 mai, des prisonniers pénétrèrent dans la zone réservée aux femmes pour expulser l'administration. Les rebelles érigèrent des barricades et prirent les armes. Ils créèrent une «commission» d'enquête sur les fusillades des 17 et 18 mai qui comprenait : Kapiton Kouznetsov, Vagarchak Batoyan, Semen Tchinchaladze, Oleksiy Makeyev, Liubov Bertchadskaïa et Maria Chymanskaïa. Cette dernière, seule femme de cette commission, était née à Leningrad, issue d'une famille ouvrière. Elle avait été condamnée en 1936 à cinq ans de travaux forcés pour activités trotskistes et exclue du Parti communiste d'Union soviétique. Libérée, elle fut de nouveau arrêtée en 1950, pour





agitation antisoviétique au sein de la population et condamnée à dix ans de camp⁵.

Le 25 mai, plus de 4 000 prisonniers refusèrent de reprendre le travail. Le ministre de l'intérieur de l'URSS et le procureur général de l'URSS souligneront dans un mémorandum adressé au Conseil des ministres de l'URSS et au comité central du PCUS, que «la désobéissance de masse était menée par des membres condamnés de l'OUN».

De nouvelles négociations commencèrent le 27 mai. Les prisonniers y énoncèrent leurs revendications: traduction en justice des responsables de la tuerie du 17 mai, suppression du centre des enquêteurs et du baraquement disciplinaire, égalité des salaires les travailleurs libres, liberté de communication entre hommes et femmes et venue au camp d'un membre du présidium du comité central du PCUS ou de son secrétaire. Les 28 et 29 mai, les prisonniers furent informés par radio de l'accord de concessions partielles. À partir du 24 mai, une commission gouvernementale créée à la suite du soulèvement, qui comprenait des dirigeants du Goulag et le bureau du procureur de l'URSS, commença à utiliser la radio et les haut-parleurs pour appeler les prisonniers à mettre fin à la grève en promettant des changements dans l'administration du camp.

Les 28 et 29 mai, une annonce fut faite à la radio du camp des concessions suivantes: le centre de détention provisoire serait liquidé comme inadapté à son objectif, les prisonniers

bénéficieraient d'un repos ininterrompu de huit heures; les serrures seraient retirées des portes ainsi que les barreaux des fenêtres des baraquements, les salles à manger et les sanitaires seraient rénovés dans la zone des femmes, des mesures seraient prises pour assurer le paiement ponctuel des salaires, de nouveaux registres seraient ouverts dans un délai d'un mois pour enregistrer les jours de travail et remis aux prisonniers.

Auto-organisation des rebelles

Sur le territoire «libéré» du camp, lors d'une assemblée générale, une commission fut élue pour gérer la vie de la «République libre». Elle était censée diriger le soulèvement, maintenir l'ordre et la discipline, mener les négociations avec les autorités et assurer le bon fonctionnement de toutes les unités vitales: service alimentaire, hôpital, bains publics, entrepôts et ateliers.

Durant les 40 jours du soulèvement, il n'y eut ni pillage, ni violence, ni vol, ni conflit interconfessionnel ou interethnique. L'attitude des criminels envers les femmes ne présentait aucun signe d'agressivité; aucun cas de viol ne fut recensé. Au contraire, selon le témoignage d'une prisonnière, les condamnés en vertu de l'article 58 [politiques] bénéficiaient d'un certain respect de la part des droits communs.

Les insurgés produisaient des affiches murales, des tracts et des appels rédigés en russe et en kazakh aux soldats et officiers de la division qui entourait le «territoire libre». Ils diffusaient également leurs appels aux habitants du village de Kengir à l'aide d'une douzaine de

5. Lesya Bondaruk, «Люди Кенгіру. Нам сонце всімхалось крізь ржаві ґрати...», history.rayon.in.ua.

cerfs-volants. Dans les forges du camp, les forgerons fabriquaient des couteaux et des lances avec les barreaux de fenêtres, tandis que des femmes fabriquaient des cocktails Molotov. Pour demander l'aide de la Croix-Rouge, les prisonniers assemblèrent une radio avec les pièces d'un appareil à rayons X de l'hôpital et d'autres appareils médicaux, avec laquelle ils lançaient des appels à la liberté en plusieurs langues. Bien sûr, le rayon d'émission radio était faible, mais ses émissions étaient entendues à Karaganda et à Alma-Ata, la capitale du Kazakhstan⁶.

La répression

Le 26 juin, de 3 heures 25 à 4 heures du matin, la commission du ministère de l'intérieur contacta par radio les prisonniers politiques rebelles pour exiger leur reddition, les informant de l'arrivée des troupes. 1 600 soldats, 98 chiens, trois camions de pompiers et cinq chars T-34 furent dépêchés dans le camp. Lors de la répression du soulèvement, environ 700 prisonniers furent tués et blessés.

«Finalement, ils ont perdu patience. Un matin, les portes se sont ouvertes, trois chars sont entrés dans la zone, suivis d'un convoi massif, les chiens ont envahi la zone des hommes et celle des femmes. On nous a chassés des baraques, les chars faisaient le tour... et ils ont lancé des grenades fumigènes sur ceux qui se réfugiaient dans les baraques. Il y avait tellement de fumée dans les baraques qu'on étouffait. Il y avait des cris terribles dans la zone, il y avait

6. «Кенгірське повстання у радянському концтаборі очолили бійці ОУН-УПА», cossackland.org.ua.

déjà beaucoup de sang...», raconte Maria Galyatovskaya une prisonnière. Un médecin hongrois se souvient :

Apercevant les chars, les prisonnières du camp de femmes, pour sauver leurs amies, se lancèrent à la rencontre de l'ennemi. Presque toutes portaient des chemises brodées. Environ 200 Ukrainiennes se donnèrent la main et s'avancèrent face aux chars. Mais les chars ne s'arrêtèrent pas et, l'un après l'autre, ils traversèrent le groupe des femmes. Les militaires se précipitèrent vers les baraquements, tirant sur tous ceux qu'ils croisaient.

Des documents officiels indiquent que 5 392 prisonniers, dont 43 % de femmes, participèrent à la rébellion rien que pour le 3^e secteur du camp. 436 participants au soulèvement furent arrêtés, dont 36 (y compris les membres de la direction du soulèvement) furent jugés. Tous les autres furent emprisonnés. Un autre millier de prisonniers (500 femmes⁷ et 500 hommes) qui soutenaient les rebelles furent envoyés au Dalstroï⁸ et au camp d'Ozerny.

«Le soleil nous souriait à travers les barreaux rouillés...», dira plus tard un ancien prisonnier ukrainien.

7. En 1965, la «poste clandestine ukrainienne» éditera un timbre commémorant l'héroïsme des femmes ukrainiennes de Kengir. Publié à 1 000 exemplaires, il représentait une prisonnière vêtue d'une chemise brodée, les bras écartés. Sur la «poste clandestine ukrainienne», voir [Entreleslignesentrelismots](#).

8. Chargé de gérer la construction de routes, dont la tristement célèbre route des os, et l'exploitation des mines d'or dans la région de la Kolyma.



Babi Yar: un chant poignant sauvé de l'abîme

Laurent Vogel¹

Les 29 et 30 septembre, les communautés juives d'Ukraine commémorent le 84^e anniversaire du massacre de Babi Yar. Ce jour ravive la mémoire des événements et rappelle à quel point l'avenir démocratique de l'Ukraine est lié à la lutte contre l'antisémitisme et contre toute idéalisation du rôle joué par l'extrême droite nationaliste ukrainienne au cours du 20^e siècle. Loin d'être une question d'histoire confiée aux délibérations des cercles académiques ou dont le débat public serait renvoyé prudemment à l'après-guerre, la mémoire qui se construit autour de Babi Yar est une épreuve décisive pour l'ensemble de la société ukrainienne aujourd'hui, pour sa lutte contre l'invasion russe, pour l'édification d'une nation capable de mettre en commun l'apport de chacune de ses composantes dans un double combat contre l'impérialisme russe et contre la droite nationaliste. Sur ce point, je partage l'opinion du cinéaste S. Loznitsa qui déclarait en 2022 dans une interview sur son film *Babi Yar - Contexte*:

1. Laurent Vogel est membre du RESU-Belgique. Article publié le 28 septembre 2025 sur www.solidarity-ukraine-belgium.com.

La résonance de l'événement aujourd'hui est simple: je dirais que le sort de ce pays dépendra de la manière dont les politiques vont se positionner par rapport à lui².

À l'occasion de cet anniversaire, je voudrais vous présenter un chant miraculeusement sauvé de l'abîme et parvenu jusqu'à nous: *Babi Yar*, recueilli en 1947 auprès de Golda Rovinskaya qui avait alors 73 ans. Ce chant fait d'une collection unique de 710 chants yiddish créés pendant la Shoah, recueilli par un collectif dirigé par Moïsei Beregovski. Le fonds se trouve aujourd'hui à la Bibliothèque Vernadsky de Kyiv. Un collectif, Yiddish Glory, a été formé pour faire revivre une partie des chants.

Le lien avec le chant *Babi Yar* se trouve tout en bas de cette page. Si vous n'avez pas la patience de lire l'article, [cliquez ici](#).

Rappelons brièvement ce que fut Babi Yar³

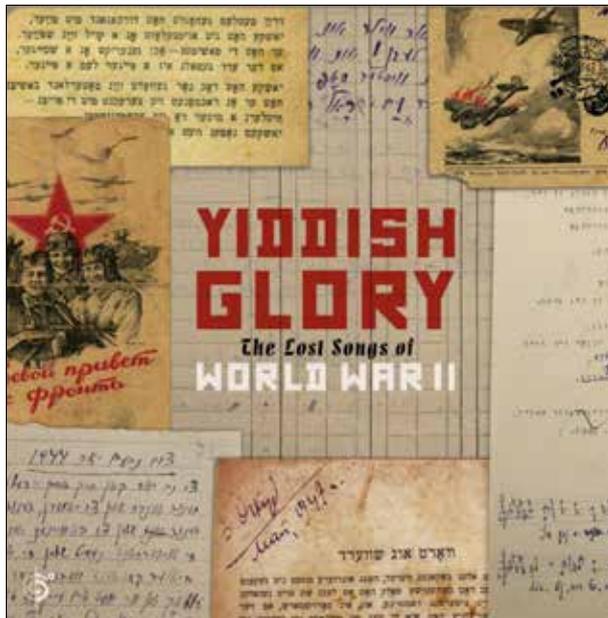
Après la prise de Kyiv par les nazis le 19 septembre 1941, on estime qu'il y avait environ 120 000 Juifs dans la ville. Une partie d'entre eux étaient des réfugiés, survivants des massacres

2. Interview publiée le 13 septembre 2022 dans le quotidien *Le Monde*.

3. Je me permets d'être bref. Je renvoie les lecteurs à un article que j'ai publié sur le site de [Solidarité Ukraine Belgique](#) en septembre 2023 à l'occasion du 82^e anniversaire, ainsi qu'à l'article (en anglais) de [Christopher Ford](#), un historien britannique, très actif dans la solidarité avec l'Ukraine qui a pris part aux activités du RESU dès sa création. La majorité des références bibliographiques ont été transformées en hyperliens de manière à permettre un accès aux sources ou aux références directement sur internet.



Babi Yar, 29 septembre 2025, cérémonie commémorative en présence du président Zelensky.
(Photo fournie par la Fédération des communautés juives d'Ukraine.)



Pochette du CD qui reprend les 17 chansons recréées par Yiddish Glory à partir des archives de Beregovski découvertes à la bibliothèque Vernadsky de Kyiv. *Babi Yar* est la 11^e chanson du CD.

organisés en Ukraine occidentale dès le début de l'agression allemande contre l'URSS; d'autres étaient des réfugiés arrivés antérieurement de Pologne. La majorité était des Juifs de Kyiv qui constituaient 26 % de la population à la veille de la guerre, avec 224 000 personnes sur un total de 847 000 habitants en 1939⁴.

La capitale ukrainienne était tombée à la suite d'un encerclement qui entraîna une des pires défaites soviétiques au cours d'une année qui n'en fut pourtant pas avare. Environ 700 000 soldats soviétiques étaient morts, disparus ou faits prisonniers dans une bataille dirigée par Boudienny, un général typique de la fraction stalinienne apparue dès la guerre civile: habile manœuvrier dans les intrigues politiques et complètement inepte dans une guerre moderne. Les mesures d'évacuation des Juifs avaient été décidées tardivement et n'avaient eu qu'une portée limitée à cause de la débâcle. Dès leur entrée dans la ville, les nazis ont tenté d'orchestrer des pogroms avec l'aide d'activistes nationalistes. La population de Kyiv ne les a pas suivis. Il ne s'est produit rien de comparable aux pogroms de Lviv en juin et en juillet et de l'ensemble de la Galicie orientale⁵.

4. Source : V. Khiterer, 2020.

5. Le début de la Shoah en Galicie-Orientale est analysé avec précision dans le livre de Michèle Moutier-Bitan, *Le pacte antisémite. Le début de la Shoah en Galicie Orientale*, Paris, Passés composés, 2023.

Interrogations

Il serait simpliste de vouloir superposer la carte des pogroms avec une carte politique distinguant les territoires qui avaient connu le régime soviétique pendant une vingtaine d'années et ceux qui avaient été incorporés brutalement à l'Ukraine soviétique à la suite du pacte Hitler-Staline d'août 1939. Si les pogroms ont été nettement plus nombreux dans les «nouveaux territoires» de Galicie et de Volhynie (notamment à Loutsk), des villes situées en Ukraine soviétique depuis la fin de la guerre civile n'ont pas été épargnées comme Jitomir en Ukraine centrale et Kamenets-Podolsk en Podolie. Par ailleurs, le territoire de l'Ukraine actuelle était administré suivant différentes modalités sous l'occupation allemande. Cela a exercé une influence sur les modalités de collaboration avec les forces nationalistes.

Une hypothèse qui mériterait être abordée plus systématiquement dans la recherche historique est celle des liens entre les pogroms de 1941 et ceux qui ont ensanglanté une partie importante de l'Ukraine (et d'autres territoires de l'ancienne «zone de résidence») pendant la guerre civile entre 1918 et 1921. Dans quelle mesure cette vague d'une violence sans frein peut-elle avoir fonctionné comme la répétition générale d'un nettoyage ethnique de la population juive ? L'historien Nicolas Werth observe dans son introduction au *Livre des pogroms* :

Dans l'ombre de la Shoah, les pogroms des guerres civiles russes de 1918-1921 sont restés un événement peu étudié, eu égard à l'ampleur exceptionnelle des massacres, les plus

grands massacres de Juifs avant la Shoah : au moins 100 000 tués, 200 000 blessés et invalides, des dizaines de milliers de femmes violées, 300 000 orphelins dans une communauté de quelque cinq millions de personnes⁶ ?

Le massacre

Avant la chute de la ville, le NKVD avait placé des mines dans un grand nombre de bâtiments administratifs de l'avenue Khrechtchatyk au centre de Kyiv. Grâce à un système complexe de commande radio, ces mines ont été activées le 24 septembre. Plusieurs milliers d'occupants allemands ainsi que des civils ont été tués par les explosions et les incendies qui s'ensuivent. Les nazis et leurs collaborateurs de l'extrême droite nationaliste⁷ ont accusé les Juifs de Kyiv d'avoir organisé les attentats.

Le 28 septembre, une proclamation des nazis ordonne aux Juifs de se présenter dès le lendemain au carrefour de deux rues situées à proximité du ravin de Babi Yar. Le massacre commence dès le matin du 29 septembre lorsque la

6. N. Werth, L. Miliakova, *Le livre des pogroms : antichambre d'un génocide, Ukraine, Russie, Biélorussie, 1917-1922*, Paris, Calmann-Lévy, 2010. Parmi les travaux historiques, je recommande particulièrement : Henry Abramson, *A Prayer for the Government : Ukrainians and Jews in Revolutionary Times, 1917-1920*, Cambridge, Harvard University Press, 1999. Comme témoignage direct, on peut lire : S. Schwarzbard, *Les mémoires d'un anarchiste juif*, Paris, Syllepse, 2010. Sur Kyiv en particulier : T. Choppard, *Le martyre de Kiev : 1919. L'Ukraine en révolution entre terreur soviétique, nationalisme et antisémitisme*, Paris, Vendémiaire, 2015.

7. À Kyiv, en 1941, l'essentiel de la collaboration avec les nazis provient de l'OUN-Melnyk.



Ruines dans l'avenue Khrechchatyk. Photo prise en septembre ou octobre 1941. (Source: Khiterer, 2017.)



Une carte de Babi Yar en 1941. Le cimetière juif avait été partiellement détruit par les nazis. Il a été rasé à l'époque soviétique pour construire une tour de radio-télévision. Depuis les années cinquante, une partie importante du ravin a été comblée avec des déchets d'une usine de matériaux de construction. (US Holocaust Memorial Museum.)



Vue aérienne de Babi Yar en 1943 (prise par l'armée allemande) (US Holocaust Memorial Museum.)

folle qui répond à la convocation est divisée en groupes d'une trentaine de personnes. Chaque groupe est envoyé vers le ravin. Course dans la panique des coups de matraque des auxiliaires de police ukrainiens et des chiens dressés pour mordre. Une partie des victimes est envoyée au fond du ravin pour y être abattue. D'autres sont fauchées par des tirs de mitraillettes, debout sur une étroite bande de terre qui surplombe le ravin. Des soldats allemands surveillent la masse des corps et pratiquent un «tir de grâce» dès qu'ils détectent un mouvement. Il s'agit d'une organisation minutieuse de la mise à mort par fusillades. Elle répond à des exigences élevées de rationalité technique qui anticipe l'organisation industrielle de la mort dans les camps

d'extermination. Elle permet de tuer 22 000 Juifs le 29 septembre. Tous ceux qui n'ont pas pu être tués ce jour-là seront assassinés le lendemain après avoir dû passer la nuit sur place. D'après les décomptes de l'armée allemande, 33 771 Juifs ont été assassinés en moins de 48 heures.

Ensuite, jusqu'à la fin de l'occupation nazie, Babi Yar deviendra un lieu d'exécution « généraliste » : on y tue aussi bien des Juifs que des opposants de toutes nationalités, qu'ils soient communistes ou nationalistes, des Témoins de Jéhovah, des Roms, des soldats de l'armée soviétique, des malades mentaux, des membres du clergé. Un certain nombre de collaborateurs ukrainiens, actifs aux côtés des nazis en 1941, sont exécutés en fonction de tensions et de ruptures politiques ultérieures. C'est le cas d'Ivan Rogatch, rédacteur en chef d'*Ukrainske Slovo*, seul quotidien en ukrainien autorisé à paraître par l'occupant nazi à partir du 25 septembre 1941. Ce cadre de l'OUN-M fut exécuté à Babi Yar par ses anciens alliés en juin 1942. Son quotidien se distinguait par un antisémitisme agressif.

On ne dispose pas de statistiques précises sur ces exécutions. Les estimations des historiens peuvent aller jusqu'à 120 000 morts. Pendant toute l'occupation de Kyiv, Babi Yar a été le principal terrain d'exécutions massives.

Camouflages

À partir de l'été 1943, les nazis prennent la décision de détruire les traces du massacre. Les dizaines de milliers de corps qui se trouvent dans le ravin doivent être exhumés et incinérés.

Cette mission est confiée à un Sonderkommando d'environ 300 prisonniers du camp de Syrets établi à proximité du ravin. La résistance s'organise au sein du Sonderkommando dont les membres savent qu'ils seront eux-mêmes exécutés dès la fin de leur travail. Le 29 septembre 1943, un soulèvement est organisé. Sur la quarantaine de prisonniers qui ont pris part à la révolte, 14 ont survécu jusqu'à l'arrivée de l'armée soviétique. Vladimir Davidov, un des chefs de la révolte, a témoigné au procès de Nuremberg. D'autres survivants de ce Sonderkommando, comme Yakov Kaper⁸, ont écrit leurs mémoires sur Babi Yar.

Pour sa part, l'extrême droite nationaliste sent le vent tourner. L'OUN-B⁹ organise un congrès extraordinaire en août 1943. Les nouveaux documents politiques adoptés sont exempts de toute revendication de l'antisémitisme. Ils passent sous silence l'activité de l'OUN-B depuis juin 1941 à l'encontre des Juifs. Ils promettent que le nouvel État indépendant respectera les minorités nationales juive et polonaise. L'OUN-B est prise au piège de ses propres représentations antisémites. Elle souhaite passer de l'alliance avec l'Allemagne à une alliance avec les États-Unis et la Grande-Bretagne. Elle

8. La traduction anglaise des mémoires de Kaper est en libre accès sur internet.

9. OUN : organisation des nationalistes ukrainiens créée en 1929. En février 1940, l'OUN se divise en deux groupes, désignés par le nom de leur chef suprême : OUN-B (Stepan Bandera) et OUN-M (Andrei Melnyk). Sur l'OUN et la Shoah : J.-P. Himka, *Ukrainian Nationalists and the Holocaust. OUN and UPA's Participation in the Destruction of Ukrainian Jewry, 1941-1944*, Stuttgart, Ibidem Press, 2021.



Une des photos les plus connues de Babi Yar pendant l'été 1943.
Des prisonniers de guerre soviétiques doivent combler le ravin sous la surveillance de soldats allemands.



est convaincue que la «juiverie mondiale» exerce une influence déterminante sur la politique de ces États. Les nouvelles proclamations n'empêchent pas l'organisation de poursuivre l'extermination de Juifs survivants réfugiés dans les forêts. Elles donneront cependant lieu, à partir du début du 21^e siècle, à une campagne de falsification historique dont on trouve l'expression dans de nombreux musées, monuments et commémorations, y compris à Babi Yar.

Pour se rendre du centre de Kyiv à Babi Yar, l'on peut passer par l'axe de communication que forment les avenues Bandera et Chukhevitch¹⁰,

10. Depuis la Pologne et l'Allemagne, Bandera n'a pas pris part à la Shoah sur le terrain, il en a été un des organisateurs

deux figures majeures d'un antisémitisme exterminateur. Cela en dit long sur un conflit mémoriel qui s'inscrit jusque dans la toponymie. Les tendances négationnistes semblent aujourd'hui l'emporter au niveau des autorités municipales

et des idéologues, placé à la tête d'une organisation très disciplinée, tenue à obéir inconditionnellement à son *providnyk* (guide). Roman Chukhevych a été le principal cadre militaire de l'OUN (y compris avant la scission entre bandéristes et melnykistes). Son bataillon Nachtigal joua un rôle décisif dans les deux grands pogroms de Lviv. Jusqu'à la fin de la guerre, Chukhevych dirigea des massacres contre les Juifs ainsi que contre la minorité polonaise. L'historien Grzegorz Rossoliński-Liebe a écrit en allemand une biographie très complète de Bandera. Ce livre a été traduit en anglais en 2024.

à Kyiv comme dans de nombreuses autres villes. Le simple fait qu'un débat sur la collaboration interne soit possible en Ukraine indique cependant une différence réelle par rapport à la Russie. Comme l'observe Anna Colin Lebedev, le massacre de Zmievskaïa Balka, près de Smolensk (ouest de la Russie), dont l'ampleur est presque équivalente à celle de Babi Yar (22 000 victimes en deux jours, les 11 et 12 août 1942), est quasiment ignoré. Ce débat est cependant entravé par des lois mémorielles répressives.

L'armée soviétique reprend Kyiv aux nazis le 6 novembre 1943. Peu à peu, la vie juive s'y réorganise. Très peu de Juifs ont survécu sur place, le plus souvent grâce à l'aide d'habitants non-juifs. Des dizaines de milliers d'autres retournent à Kyiv à partir de la fin 1943. Il s'agit de civils qui avaient pu être évacués en 1941 et d'anciens militaires démobilisés avec la fin de la guerre. Par ailleurs, les Juifs survivants des régions rurales et des petites villes d'Ukraine émigrent vers les grandes villes à la recherche de meilleures conditions d'existence. Ce mouvement aux causes sociologiques multiples correspond aussi à un réflexe vital, sécuritaire dans le contexte de l'après-guerre. Il est difficile d'envisager une coexistence là où les «voisins» ont directement pris part aux massacres.

Deux verrous soviétiques

Dès 1947, le pouvoir stalinien cherche à enfermer les travaux historiques et la mémoire dans un espace étroitement surveillé. Il impose deux

verrous¹¹. Il est interdit de mentionner la spécificité du massacre des Juifs, c'est-à-dire d'un génocide qui a détruit environ deux tiers de la population juive d'Ukraine. Sur deux millions et demi de Juifs vivant en Ukraine au début de l'invasion nazie, il y aurait eu entre un million et un million et demi de morts. Ce génocide a anéanti de manière systématique chaque individu considéré comme juif par les nazis et leurs collaborateurs, depuis les nouveaux-nés jusqu'aux vieillards. Dans la majorité de cas, la mise à mort s'est déroulée sur les lieux où vivaient les victimes ou à proximité de ceux-ci, sans transport, ni regroupement dans des camps. La formulation officielle soviétique dénonce les massacres de «citoyens pacifiques soviétiques» par les occupants fascistes. C'est une formule rituelle qui s'impose sur les plaques commémoratives (rarement mises en place) même là où l'on sait que 100 % des victimes étaient juives et avaient été assassinées pour cette seule raison.

Le deuxième tabou concerne la collaboration. Des instructions strictes de la censure réduisent autant que possible les informations sur la collaboration de citoyens et d'organisations soviétiques pendant la guerre. Leur épuration après-guerre se poursuit «à bas bruit» sans procès spectaculaire, sans articles détaillés dans la presse, sauf quand les responsables poursuivis ont également mené des activités clandestines contre le régime après 1945. Les véritables collaborateurs actifs sont rarement distingués du reste de la population qui a survécu dans les

11. Ils sont notamment signifiés dès octobre 1947 aux responsables de la rédaction du *Livre noir*.

territoires occupés. Il y a une sorte de stigmatisme général qui suspecte la loyauté de l'institutrice autant que celle du délateur zélé. La même stigmatisation concerne l'ensemble des personnes déportées vers l'Allemagne qu'elles soient civiles ou militaires. Le terme «bandériste» est utilisé arbitrairement par le pouvoir pour désigner l'ensemble des Ukrainiens se battant pour des droits nationaux, qu'ils soient réellement bandéristes (c'est-à-dire inspirés par l'idéologie de l'OUN-B) ou qu'ils se rattachent à d'autres courants politiques, y compris des dissidents marxistes ukrainiens. Dans l'historiographie soviétique officielle, les bandéristes sont surtout accusés de nationalisme. Leur antisémitisme n'est que peu abordé.

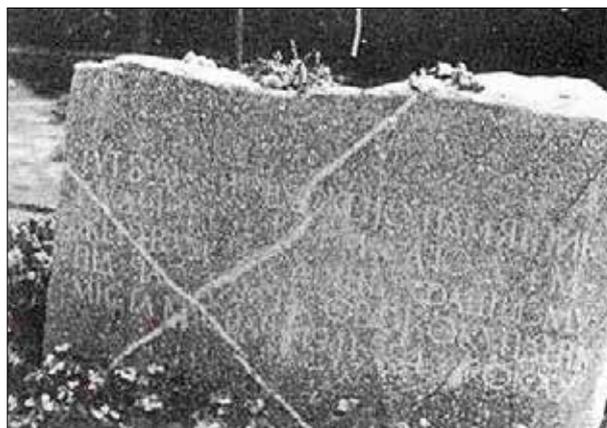


Je me limiterai ici à un trop bref aperçu de la lutte menée pour maintenir la mémoire de Babi Yar malgré la censure et la répression de l'époque soviétique. Il s'agit d'une des pages les plus lumineuses de l'opposition au régime dans les années soixante à Kyiv. Mais la lutte a commencé bien plus tôt, avant la fin de la guerre. En septembre 1944, le poète Dovid Hofchtein (1889-1952)¹² tente d'organiser un rassemblement à Babi Yar pour commémorer le troisième anniversaire du massacre. Les autorités interdisent l'initiative et évoquent lâchement le risque de pogrom. À partir de 1944, il ne se passe pas une année sans conflit. Des activistes adressent des lettres aux autorités pour demander que des commémorations soient

12. Assassiné à Moscou avec la plupart des autres dirigeants du CAJ durant la nuit du 12 août 1952 au cours de ce qui a été parfois surnommé «la nuit des poètes juifs assassinés».

organisées ou qu'un monument soit édifié. On ne leur dit jamais «non» de manière définitive. On évoque toujours une question d'opportunité, de tenir compte de la «sensibilité de la société», de ne pas insister trop sur le sort des Juifs pendant la guerre.

Le moment le plus grotesque de cette longue [histoire](#) se situe en 1966. Après avoir rejeté un projet de monument très «réaliste socialiste» qui représentait un homme agitant un drapeau de façon triomphale, les autorités placent une pierre au carrefour des rues Dorogojitsky et Melnikova sur laquelle on peut lire en russe et en ukrainien : «Sur ce lieu, sera édifié un monument pour les victimes du fascisme pendant l'occupation allemande 1941-1943.» Un quart de siècle d'atermoiements pour aboutir à cela ! La simple traduction de ce texte en yiddish a semblé inconcevable aux autorités.



1966: cette pierre déposée au croisement des rues Dorogojitsky et Melnikova annonce en russe et en ukrainien : « Sur ce lieu, sera édifié un monument pour les victimes du fascisme pendant l'occupation allemande 1941-1943 ». (Source: [Khiterer](#), 2017).



La commémoration illégale de 1966. Les flèches désignent l'écrivain russe Viktor Nekrassov (à gauche) et l'opposant ukrainien marxiste Ivan Dziouba (à droite). (Source : Ukraine Solidarity Campaign.)

La combinaison de cynisme brutal, de corruption et d'ineptie du pouvoir stalinien va paradoxalement servir la cause de la mémoire. Dans les années cinquante, les autorités municipales font tout pour faire disparaître les traces matérielles de Babi Yar. On utilise des déchets industriels mêlés à de la boue pour combler le ravin. Une nouvelle rue est construite avec une digue en raison des inondations fréquentes de ces quartiers. L'écrivain Viktor Nekrasov s'oppose à ces projets urbanistiques qui semblent destinés à effacer Babi Yar de la carte. Il écrit un article courageux dans la *Literaturnaya Gazeta* du 10 novembre 1959 : «Pourquoi aucun monument n'a été construit?»

Mal conçue, mal construite, la digue s'effondre le 13 mars 1961. Une vague de boue déferle sur le quartier de Kurenivsky. Le bilan officiel est de 150 morts. Des rumeurs avancent le chiffre de 1 500 et attribuent le drame à une vengeance divine contre la tentative de dissimuler

un crime. Du coup, Babi Yar revient sur toutes les bouches à Kyiv.

À partir de cette date, la lutte est menée en commun par des activistes juifs de différentes convictions politiques et d'autres secteurs de la dissidence soviétique. Les milieux démocratiques et socialistes ukrainiens des années 1960 y jouent un rôle important avec, entre autres, [Ivan Dziouba](#) (1931-2022). Plusieurs commémorations illégales sont organisées sur les lieux du massacre. Les activistes peuvent être condamnés à de lourdes peines de prison. Boris Kotchubevskii écope de trois ans de prison dans un procès qu'un samizdat de l'époque décrit comme «digne du procès Beilis», parce qu'il est émaillé de déclarations incendiaires antisémites. Le seul acte réel sur lequel repose le procès est sa prise de parole à Babi Yar, lors de la commémoration de 1968.

Ce combat est aussi littéraire et musical. Inspiré par le poème *Babi Yar* d'Evgueny Evtouchenko, Dimitri Chostakovitch crée sa *Symphonie n° 13* en décembre 1962. Anatoli Kouznetsov qui vivait à proximité des lieux a publié un «roman-document» basé sur une recherche passionnée des témoignages et sur ses propres notes prises dès l'âge de 12 ans, dans les mois qui suivent le massacre. Son texte n'arrive à être publié qu'en 1966 dans la revue *lounost*, fortement modifié par la censure. Il faudra attendre l'époque de l'exil de Kouznetsov (à partir de 1969) pour que soit publié le livre dans sa version intégrale¹³.

13. F. Leichter-Flack, Babi Yar, «Un palimpseste politique», *La vie des idées*, novembre 2012. Voir aussi Anatole Kouznetsov,

Du *Livre noir* à la recherche ethnomusicologique

Dès la fin de 1942, le Comité antifasciste juif, formé à Moscou, pour impulser le soutien des Juifs du monde entier au combat de l'URSS contre le nazisme, décide de recueillir une documentation systématique sur la Shoah qui est en cours. Les principaux rédacteurs du projet de *Livre noir* sur l'extermination des Juifs d'URSS sont Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman. Ils coordonnent une équipe de près de 40 personnes et s'appuient sur environ 300 correspondants. En 1947, la montée de l'antisémitisme d'État aboutit à l'arrêt du projet alors que, les épreuves du livre sont prêtes.

L'histoire du *Livre noir* est bien connue depuis la fin de l'URSS¹⁴. Le livre a été enfin publié en russe par un éditeur de Vilnius en 1993. Son souvenir ne s'était jamais complètement effacé avant 1989. Une version partielle du livre avait circulé dans une dizaine de pays en 1946.

Rien de tel en ce qui concerne le volet ethnomusicologique de la recherche sur la Shoah. À ma connaissance, il n'existe aucune allusion concernant ce projet qui aurait été publiée avant 1989.

Il n'existait pas de lien formel entre l'équipe du *Livre noir*, basée à Moscou dans le cadre du Comité antifasciste juif (CAJ), et les musicologues, basés à Kyiv dans un cadre relativement autonome au sein de l'Académie des sciences

Babi Yar, Paris, R. Laffont, 2011.

14. Bonne synthèse dans Ilya Altman, *Histoire et destinée du Livre noir*, préface à l'édition russe qui est reprise et publiée dans l'édition française du *Livre noir* publiée en 1995.



La plupart des dirigeants du Comité antifasciste juif (CAJ) ont été exécutés à Moscou dans la nuit du 12 août 1952.



Le président du CAJ, l'acteur Solomon Mikhoels (1890-1948) a été assassiné à Minsk le 18 janvier 1948. La police a camouflé ce meurtre en un accident de la circulation. Sur cette photo, il interprète le roi Lear.

de l'Ukraine soviétique. C'est le contexte politique qui établit une correspondance.

Le projet ethnomusicologique avait plusieurs atouts. Il ne faisait pas l'objet de la même surveillance de la part des autorités centrales. Il avait fallu l'autorisation de Staline pour former le CAJ. C'est une décision personnelle de Staline qui a provoqué l'assassinat de son président Mikhoels en 1948. À Kyiv, on se limitait à poursuivre une activité qui n'avait jamais été remise en cause par le pouvoir depuis 1929. Les enquêtes s'inscrivaient dans la continuité d'un projet d'une ampleur considérable qui avait été lancé dès 1912 par An-ski (1863-1920)¹⁵ Aux yeux des autorités, il ne constituait pas une innovation suspecte.

Le responsable de la recherche des chants yiddish sur la Shoah était précisément le musicologue qui avait assuré la continuité du projet d'An-ski sur plusieurs décennies, malgré les bouleversements politiques considérables. Il s'agit de Moisei Iakovlevitch Beregovski (1892-1961)¹⁶.

15. An-Ski, pseudonyme littéraire de Shloyme (ou Shlomo) Zanvl Rapoport, écrivain yiddish, ethnologue et cadre politique du populisme révolutionnaire dans l'empire russe. Il est mondialement connu pour avoir écrit la pièce de théâtre *Le Dibbouk*.

16. Je dois à différentes publications de l'historienne Evguenya Khazdan d'avoir découvert l'histoire passionnante de Beregovski. Elle a dirigé la publication bilingue (original yiddish et traduction russe) des *Essais de Beregovski sur la musique populaire yiddish*. Il faut mentionner le film documentaire d'Elena Yakovitch consacré à la vie de Beregovski, *Song Searcher: The Times and Toils of Moyshe Beregovsky* en anglais (2022). On peut en voir le *trailer* anglais sur YouTube.

Beregovski avait été formé par une double éducation. D'abord yiddish, hébraïque et religieuse, dans un *heder*. Ensuite, à partir de l'âge 13 ans, dans un *Gymnasium* (lycée) de Kyiv. Son éducation musicale était à la fois pratique (pendant son enfance, il semble avoir chanté dans des chœurs à la synagogue) et érudite, acquise au conservatoire de musique de Kyiv (1915) et à Pétrograd (1920). Sa formation concernant la méthodologie dans les recherches sur le folklore a été assurée par Klyment Kvitka (1880-1953), un acteur important de la renaissance culturelle ukrainienne des années vingt. Kvitka avait travaillé à l'enregistrement de la musique *kobzar*¹⁷ dès 1908. Beregovski est parvenu à assurer la poursuite du projet initial d'An-ski grâce à la création de l'Institut pour la culture juive prolétarienne¹⁸ à Kyiv. L'activité d'enquête ethnomusicologique s'est poursuivie de 1929 à 1949 (avec des rattachements institutionnels qui ont varié dans le temps). Pendant vingt ans, Beregovski en a assuré la direction.

Un projet qui prolonge un travail immense initié par An-ski

Les fonds de la bibliothèque Vernadsky reposent sur un travail qui a été entamé dès

17. Les *kobzars* sont des bardes itinérants jouant d'un instrument à corde (*kobza*) dont l'origine se situe dans les sociétés nomades d'Asie centrale. Cette tradition s'est étendue sur un vaste territoire qui correspond à des régions de l'Ukraine, de la Moldavie, de la Hongrie et de la Roumanie actuelles. Sous le régime soviétique, cette tradition a décliné. Elle renaît en Ukraine depuis une vingtaine d'années.

18. L'historiographie actuelle en Ukraine tend à s'y référer comme Institut de culture juive.



Présidium de l'Institut de culture juive prolétarienne, Kiev, 1934. Moisei Beregovski est à l'arrière, 4^e personne en partant de la gauche. (Source : YIVO.)

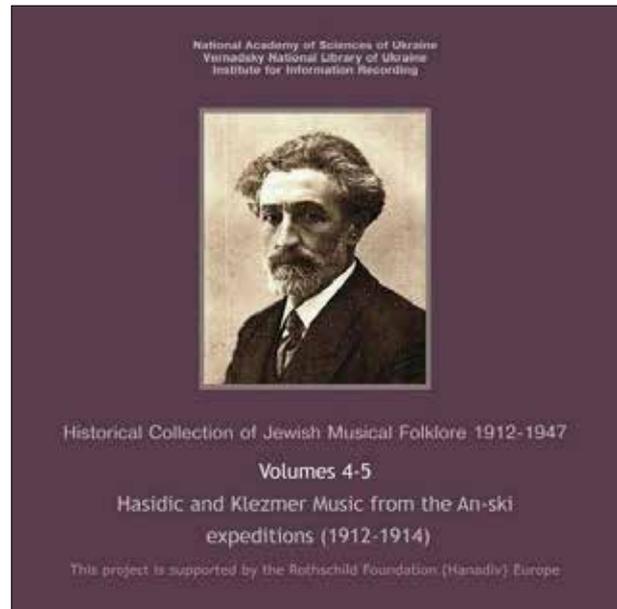
l'époque tsariste. Il s'agit d'expéditions musicologiques et ethnographiques dans la zone de résidence où ont été confinés les Juifs depuis le règne de Catherine II jusqu'à la révolution de février 1917. La partie sonore du matériel collecté entre 1912 et 1949 a été préservée sur plus de 1000 phonocylindres de cire (d'une durée qui varie de deux à sept minutes). Les enregistrements sont complétés par des transcriptions de textes de chanson, des partitions et d'autres documents sur le contexte des chansons.



Avant l'instauration du régime soviétique, ces expéditions ont été organisées par S. An-ski, J. Engel et Z. Kisselhof. Elles étaient liées à l'activité de la Société historique et ethnographique juive de Saint-Petersbourg et aux Sociétés de musique juive de Moscou et de Saint-Petersbourg (1908-1914). Elles reposaient aussi sur l'engagement politique d'An-ski qui avait adhéré au courant populiste révolutionnaire. Le travail ethnographique d'An-ski a toujours conservé une dimension militante. Suivant Valery Dymchits, il considérait que «les traditions sociales et les pratiques économiques (des



An-Ski en 1910.



Grâce à l'équipe de la bibliothèque Vernadsky, les chants enregistrés sur des milliers de cylindres de cire recueillis au cours des expositions ethnomusicologiques menées par An Ski ou ses collaborateurs deviennent progressivement disponibles sur des CD. Vous pouvez écouter le contenu de ce CD en [clicquant ici](#).

communautés juives du sud-ouest de l'empire) permettraient d'instaurer le socialisme sans passer par le capitalisme¹⁹».

Presque trente ans plus tard, le volet spécifique lié à la Shoah reposait sur les mêmes méthodes d'investigation. Ses objectifs politiques n'ont pas pu être exprimés librement. Le pouvoir stalinien pouvait difficilement accepter qu'on enregistre des chansons populaires, sans passer par le processus d'édition et de censure, qu'il avait imposé aux rédacteurs du *Livre noir*.

Il s'agissait de recueillir les chansons créées par des Juifs pendant la guerre dans trois centres principaux de création. Dans les territoires d'Asie centrale, d'Oural et de Sibérie où vivait une partie de la population juive évacuée en 1941 pendant l'offensive allemande. Au sein d'unités de l'Armée soviétique dans les rangs de laquelle 440 000 juifs ont combattu pendant la Deuxième Guerre mondiale. Dans les territoires qui avaient été occupés où des enquêtes musicologiques furent lancées dès le retrait des troupes allemandes. Les enquêtes se sont déroulées principalement en 1944 et 1945.

Liquider les porteurs de la mémoire de la Shoah

Tout a pris fin avec la liquidation par le pouvoir stalinien de l'Institut de la culture juive en 1949 suivie par l'arrestation de son directeur Beregovski en août 1950. Condamné en 1951, Beregovski a été enfermé dans un camp, Ozerlag, situé dans l'oblast d'Irkoutsk. Ce camp était

19. Dans *Le Dibbouk. Fantôme du monde disparu*, Arles, Actes Sud, 2024, p. 37.

destiné à des prisonniers politiques qui devaient travailler à la construction d'un tronçon de la voie ferrée BAM (ligne Baïkal-Amour). Beregovski a fait l'objet d'une libération conditionnelle en mars 1955 en raison de son mauvais état de santé.

L'ensemble du matériel recueilli depuis 1912 avait été mis sous scellés par les enquêteurs du MVD²⁰. Jusqu'à leur mort, Beregovski et ses collaborateurs ont pensé que ce travail de plus de trois décennies avait été anéanti.

Cette conviction était partagée par les historiens. Par ailleurs, aucun d'entre eux ne connaissait l'existence d'un volet spécifique concernant la Shoah. Dans une publication éditée à Moscou et à Jérusalem en 1994, on trouve encore l'affirmation suivante :

La collection phonographique, emportée par les occupants en Allemagne, a été découverte là-bas lors de l'offensive de nos troupes²¹ et restituée à son propriétaire légitime, le Cabinet

20. Le MVD est le ministère des affaires intérieures. Il s'agit d'une nouvelle appellation donnée au NKVD en 1946 lorsque tous les « commissariats du peuple » (mise en place après la révolution d'octobre 1917) furent remplacés par des « ministères ».

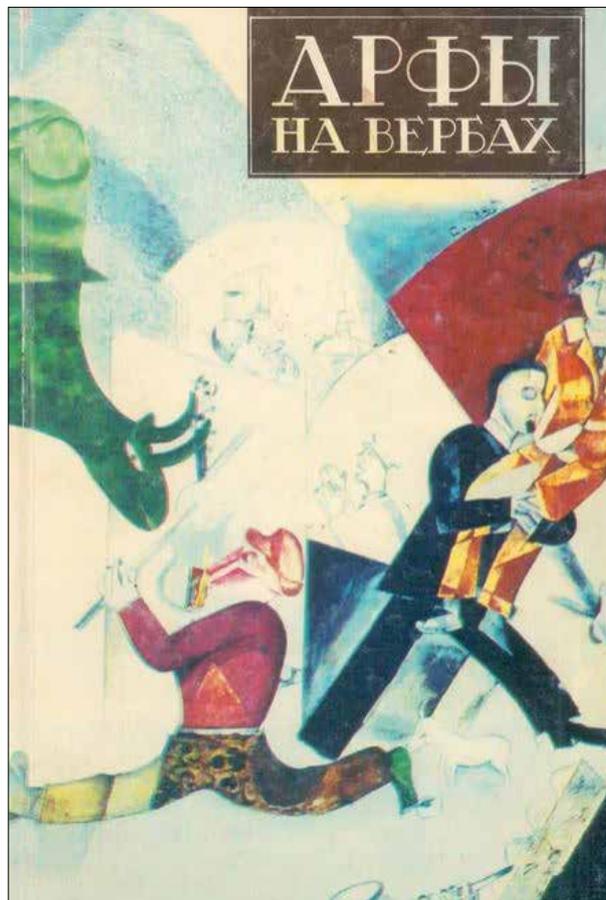
21. Cette version repose principalement sur un témoignage de la fille de Beregovski. Les archives (ou une partie des archives ?) auraient été emportées par les nazis et récupérées ensuite en 1945 par l'armée soviétique. D'autres sources, notamment le projet déposé à l'Unesco par la bibliothèque Vernadsky, mentionnent une évacuation vers Oufa, en Bachkirie soviétique, où toutes les activités de l'Académie des sciences de l'Ukraine soviétique avaient été transférées et où a vécu Beregovski entre 1941 et 1944. Quoi qu'il en soit, la dernière partie du texte (destruction lors des purges stalinienne) a été démentie par la suite des événements...

de la culture juive. Les fascistes ont fusillé tous les Juifs de Kiev à Babi Yar, mais ils ont soigneusement répertorié et évacué, lors de leur retraite, les rouleaux contenant des enregistrements de musique folklorique juive. Ces rouleaux de cire fragiles se sont avérés très résistants : ils ont survécu à Hitler. Mais ils n'ont pas survécu à Staline : lors de la liquidation du Cabinet de la culture juive, cette collection unique a disparu, comme tous les autres documents rassemblés dans le cabinet du folklore juif. On dit que les rouleaux ont été transportés en camion hors de la ville et détruits.

En réalité, les caisses contenant ces matériaux avaient été transmises à la Bibliothèque scientifique centrale de l'Académie des sciences de la République socialiste soviétique d'Ukraine, plus connue actuellement comme Bibliothèque Vernadsky. Beregovski n'en a jamais été informé après sa libération. Très affaibli par le camp et par un cancer, il se savait un des derniers détenteurs d'une connaissance unique, immense de la musique populaire yiddish. Il avait travaillé sur les *niggunim* hassidiques avec la même passion que pour les chants prolétariens, la musique Klezmer ou les *Purim Shpillen*²². Il a passé



22. Beregovski a publié une anthologie (partiellement inachevée) de la musique populaire juive. Les différents volumes témoignent de son intérêt pour les multiples expressions de la création populaire : le 1^{er} volume, *Chansons de travailleurs et révolutionnaires juifs* est publié en 1934 ; le 2^e volume, *Chansons folkloriques juives*, est achevé en 1938, mais n'a pas été publié ; le 3^e volume traite de la la musique instrumentale ; le 4^e volume concerne les mélodies juives sans paroles, ou *niggounim* [1999] ; le 5^e volume est relatif au théâtre et *pourim-shpils*.



Le recueil *Arfy na verbakh* sur le travail et la vie de M. Beregovski, Moscou-Jérusalem, 1994

ses dernières années à ordonner ses notes, ses articles, ses souvenirs, cherchant sans grand espoir à faire survivre au-delà de sa propre mort tout ce qui pouvait être communiqué sur la musique populaire yiddish dans un pays où le seul usage de la langue était désormais considéré avec suspicion.

Les caisses ont été conservées en bon état. Leur contenu semblait des âmes errantes, incapables de porter le trouble pour rappeler leur présence au monde comme aurait pu le faire un dibbouk. Le catalogue avait complètement disparu : incurie de la police soviétique ou destruction volontaire ?

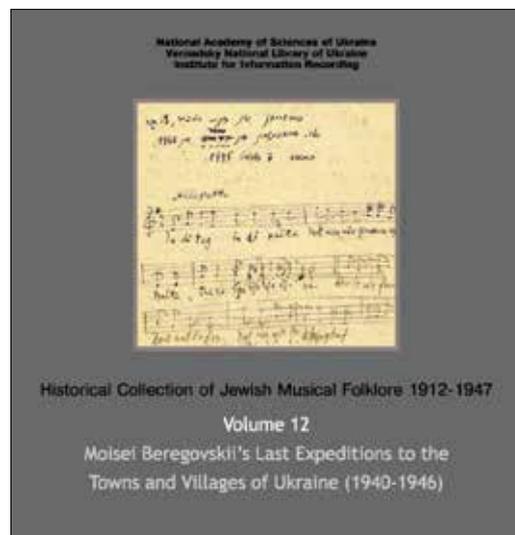
Le miracle s'est pourtant produit... à deux reprises au moins²³ !

Deux ou même trois miracles

Le premier miracle est que des chercheurs ont fini par ouvrir ces caisses. Ils ont été éblouis par leur découverte. Un catalogue a été dressé par Lyudmila Cholokhova. Le cercle étroit des musicologues, un certain nombre d'historiens de la Shoah ont pu accéder à ce trésor grâce aux efforts de la bibliothèque Vernadsky. Elle a réussi à inscrire le fonds au registre «Mémoire du monde» de l'Unesco. À partir de 1995, les cylindres ont été réenregistrés de façon à permettre aux chercheurs de travailler sans craindre de détruire un matériel unique.

Le deuxième miracle a été le passage, au début des années 2000, à Kyiv d'Anna Sthernshis,

23. À trois reprises si l'on tient compte de ce qu'a rapporté la fille de Beregovski sur les caisses retrouvées par l'armée soviétique en Allemagne en 1945.



Ce CD produit par la bibliothèque Vernadsky contient 48 chansons provenant des expéditions menées entre 1940 et 1946. Une partie importante de ces chansons sont liées à la Shoah et ont été recueillies entre 1944 et 1946 auprès des quelques survivants. Vous pouvez écouter (en accès libre) le contenu de ce CD en cliquant [ici](#).



Les chants de la Shoah, recueillis par Beregovski et son équipe résonnent de nouveau dans des salles de concert. Au premier plan, Psoy Korolenko. (Source: Yiddish Glory)

une historienne spécialisée dans la culture yiddish de l'époque soviétique. Elle enseigne le yiddish et est passionnée de musique. C'est sans doute le croisement de ses champs d'activité qui l'ont immédiatement convaincue que les chansons créées pendant la Shoah devaient être écoutées de nouveau et rendues accessibles à un large public.

Sous le label «Six degrees», un intense travail collectif a été mené pendant trois ans pour faire revivre dix-sept des 710 chansons qui avaient été recueillies par l'équipe de Beregovski. Il a pris le nom de Yiddish Glory. Nous sommes redevables au chanteur-compositeur russo-américain Psoy Korolenko, à l'historienne Anna Shternshis, à la direction du violoniste russe Serguei Erdenko, à la chanteuse de jazz Sophie Milman et à d'autres artistes lyriques et musiciens.

Dans la plupart des cas, la mélodie n'était pas mentionnée. Elle a fait l'objet d'un travail de re-création musicale basé sur des mélodies empruntées à d'autres chants yiddish. Désormais, des concerts sont organisés, l'ensemble du matériel est accessible sur des réseaux sociaux comme YouTube. Un CD est disponible. En 2025, une tournée est annoncée en Amérique latine. Elle sera organisée au Costa Rica, en Argentine, au Brésil et au Panama.



La chanson *Babi Yar*

La chanson de cet ensemble qui s'intitule *Babi Yar* a été recueillie le 22 juin 1947 par Hina Chargorodsky. Son autrice, Golda Rovinskaya avait alors 73 ans.

C'est une chanson d'une beauté poignante qui décrit le retour plein d'espérance d'un homme (sans doute un soldat démobilisé) qui apprend que sa femme, son enfant unique, tous ses proches ont été assassinés. La musique est basée sur *In droysn geyt a regn* («Quand il pleut dehors»), une chanson sur l'amour d'une jeune fille et la mort qui surviendrait s'il n'était pas partagé par son bienaimé

Le premier couplet nous apprend qui est l'homme qui chante. Peu à peu, sa voix se déplace. Elle rapporte les mots des quelques survivants qui étaient sur place, dans la ville, lors du massacre. L'homme s'efface. Seul le langage poétique de ceux qui étaient là peut rendre compte du massacre. On imagine que l'autrice a voulu rapporter les quelques mots murmurés à la sauvette en yiddish par les survivants restés sur place pour tenter d'expliquer l'indicible aux Juifs revenus du front ou de l'arrière. Cette impossibilité de communiquer entre le deuil et une victoire qui résidait dans la seule survie physique a été observée à l'intérieur des communautés juives en Pologne comme en Ukraine, en Russie et dans tous les lieux où la Shoah s'est déroulée sur place. J'y vois un écho de la chanson *Unter di khurves fun Poyln* qui commence ainsi «Sous les ruines de Pologne/ Une tête aux cheveux blonds/ Cette tête et ce désastre/ Ils sont là, réels tous les deux.»

Au quatrième couplet, le dernier vers peut être un écho de l'époque des grandes luttes. La description de Babi Yar où «*fun blut iz die ert gevoynt rot*» (la terre était devenue rouge par le sang) évoque un autre chant, né quarante ans plus tôt, qui jurait «de vaincre les forces obscures ou de tomber en héros dans la bataille». Il s'agit de *Die Shvue*, l'hymne du Bund²⁴, où c'est le drapeau qui est rouge par le sang («*fun blut iz zi royt*»). Du chant de combat aux seuls mots permettant d'évoquer la catastrophe quarante ans plus tard, le rouge-sang s'est répandu du drapeau sur la terre. Raccourci vertigineux de l'histoire : ces vers étaient de Shlomo An-Ski, celui par qui débuta la quête musicale qui nous a exhumé le chant *Babi Yar*.

Chaque couplet est scandé par un «*Oy*» qui ouvre le troisième vers. Cette interjection est une forme abrégée et courante de «*oy vey*». Elle clame la souffrance mais elle guide aussi les musiciens d'un rythme qui aurait pu être presque enjoué. C'est une mélodie qui se colle dans notre mémoire, qui y poursuit son chemin même si on voulait l'oublier.

Le couplet final est une conjuration, un avertissement, un cri d'alarme. Elle se veut optimiste mais il en émane une angoisse déchirante. Un doute ronge le triomphalisme des discours sur

la victoire dans la «grande guerre patriotique». On peut y voir le reflet de la tentative désespérée de reconstruire une vie juive à Kyiv à la fin des années quarante (c'est, malgré tout, «*undzer land*», notre pays). On peut y deviner une protestation contre la double remontée de l'antisémitisme à laquelle on a assisté en Ukraine autour à la fin des années quarante («*undzere soyne zukht vi er nokh azoyne*», «notre ennemi cherche encore une victime»). Vers 1947, l'ennemi ne pouvait pas être l'Allemagne défaite. Il n'avait pas besoin de franchir les frontières avec des panzers. Il était là. Un et multiple. Tant l'antisémitisme populaire, attisé dans certaines régions par le conflit armé entre nationalistes et autorités soviétiques, que l'antisémitisme d'État qu'une personne qui avait traversé toute la première moitié du siècle pouvait deviner à travers les signes avant-coureurs des grandes campagnes contre le cosmopolitisme.

24. *Die Shvue* (le serment) a été adopté comme hymne par le Bund. Les paroles sont basées sur un poème d'An-Ski de 1902. Le même texte, dans une version modifiée, a été repris comme hymne par le parti sioniste socialiste Poalei Zion. Cela témoigne de la popularité du poème d'An-Ski parmi les travailleurs de l'ancien yiddishland et de l'absence d'étanchéité stricte à la base du mouvement ouvrier dans l'empire tsariste



Je déborde de bonheur en quittant le front
 C'est que je suis encore en vie
 Oy, mais quand je retourne dans ma ville et que
 je demande des nouvelles de mes proches
 On me répond : « Il ne reste personne »
 Je reste immobile, submergé par le chagrin,
 Le cœur brisé par la tristesse
 Oy, où que je regarde, je ne vois que ce couple
 Ma femme et mon unique enfant
 Quelles épreuves avons-nous endurées !
 Quel terrible décret est-ce là ?
 Oy, à cause de ce malheur, tant de gens ont fui
 Ceux qui sont restés gisent à Babi-Yar
 De nuit comme de jour, les coups de feu re-
 tentissaient
 Les gens voyaient leur propre mort approcher
 Oy, le sang jaillissait de toutes parts
 La terre était tachée de rouge par le sang
 Cette terrible douleur nous accompagnera
 pour toujours :
 Que les Allemands aient versé tant de sang
 Oy, la terre sera éternellement scellée par nos
 larmes
 Les survivants devraient être protégés
 Mais notre ennemi cherche encore une autre
 proie
 À éliminer d'un seul coup
 Oy, tant qu'ils seront en vie, ils n'y parviendront
 pas
 Ils ne seront plus jamais dans notre pays.

Traductions en anglais et russe (par Yiddish Glory)
 Texte yiddish et translittération par le collectif Yiddish Glory
 Traduction française (RESU-Belgique)

BABI YAR

Gey ikh mit fun front mit a groyser freyd,
 Vos ikh bin gebiln lebt.
 Oy, vi ikh gey arum in shtet un flag
 op mayne eygene.
 Entfert men mir keymer z'hit gebiln /
 Bin ikh gebiln shoyrn mit a groyse qevuyt
 Ikh hartn iz geshit zikh a vint
 Oy, vi vasser zayt ikh gib a kuk,
 shtetn mit zikh por -
 Mayn veyb mit mayn eyntzweytsik kind /
 Vos iz dos far eyrn bonn af undz gevorn
 Vos iz dos far a groyser tsorn /
 Oy, fun dem groyser tsorn, zaynen Eli
 menshtn avekgeforn
 Di farbilbene zaynen avek in Babi-Yar, /
 Beynakhit un b'eyfog hotn geklagt
 menshtn.
 Di menshtn hotn gesen far zikh dem toyt
 Oy, blut hot zikh gegoss fun alle zaytn.
 Fun blut iz di erd gevorn royt. /
 Der groyser veytsik iz af eybik farbilbn,
 Vos der daytsh hot fargoss blut /
 Oy, mit undzere ivern zol di erd
 farshloun vern
 Az di lebedike zol shoyrn vern gut. /
 Ober undzere soyne zukt vi er nokh
 azoyne
 Er vil mit zey makht eyn hart,
 Oy, vi lang vi zey vein ledn vein zey
 dos nit dehebn
 Zey vein keynmer nit zayn in undzer
 land. /

גיי איך מיט פון פראנט מיט א גרויסער
 פרייד
 וואס איך בין געבליבן לעבן
 און, ווי איך גיי ארום אין שטאט און פלאג
 אפ מיין אייגענע
 ענטפערט מען מיר קיינער דאס געבליבן /
 בין איך געבליבן שווערן מיט א גרויסע
 קעוויט
 איך הארטן אז געשען זיך א ווינט
 און, ווי וואסער זאגט איך גיב א בליק,
 שטעטן מיט זיך פאר -
 מיין ווייב מיט מיין איינציגן קינד /
 וואס איז דאס פאר אן איינציגן און איינציג
 געווארן
 וואס איז דאס פאר א גרויסער צאר
 און, פון דעם גרויסן צארן, זיינען פיל /
 געשעסן אונטערגעפארן
 די פארבילבענע זיינען ארויס אין
 באבי-יאר /
 בעינאכט און בעיפוג האבן געקלאגט
 מענטשן
 די מענטשן האבן געזען פאר זיך דעם
 טויט
 און, בלוט האט זיך געגאסן פון אלע /
 זייטן
 פון בלוט איז די ערד געווארן רויט
 און, מיט אונזערע איבערן זאל די ערד
 פארשליסן ווערן
 וואס די לעבעדיקע זאל שווערן ווערן גוט /
 און, אבער אונזערע שוכט ווי ער נאך
 אזוינע
 ער וויל מיט זיין מאכט עין הארט
 און, ווי לאנג ווי זיי ווערן לעבן ווערן זיי /
 די ווערן קיינמאל נישט זיין אין אונזער
 לאנד /

Lectures complémentaires sur le site de Solidarité Ukraine Belgique:

«82^e anniversaire du massacre de Babi Yar», par Laurent Vogel (RESU-Belgique).

«Leonid Finberg, promoteur de la démocratie et de la culture juive en Ukraine», propos recueillis par Claire Brissard, Desk Russie.

«La droite nationaliste ukrainienne et l'extermination des Juifs. L'histoire contre les mythes négationnistes», par Par Masha Cerovic (EHESS, France).

«Dans notre synagogue d'Ivan Orlenko», Tessa Parzenczewski (UPJB-Belgique).

«Nouvelles attaques russes contre les communautés juives en Ukraine».

«Echappée à la mort: l'histoire de Leah Dicker», par le comité de rédaction de la revue *Spylne* (Ukraine).

Publication en français du livre *Internationalisme ou russification* écrit par le dissident Ivan Dziouba en 1965, avec une préface de *Vladyslav Starodubtsev*.

Le massacre de Sandarmorkh et la « Renaissance fusillée »

Sophie Bouchet-Petersen¹

La semaine sanglante du 27 octobre au 4 novembre 1937 fut le point d'orgue d'une vaste entreprise répressive décidée par Staline : l'élimination physique de toute l'avant-garde culturelle ukrainienne dont les talents novateurs s'étaient épanouis dans les années 1920.

Le massacre eut lieu en Carélie, dans la forêt de Sandarmorkh, où écrivains et artistes furent fusillés à la chaîne (134 exécutions dans la seule journée du 3 novembre). Les uns, qui purgeaient une peine d'emprisonnement dans les camps du Goulag, avaient promptement fait l'objet d'une deuxième condamnation, à mort cette fois-ci, les autres avaient été plus récemment arrêtés, tous furent méthodiquement assassinés et leurs corps jetés dans des fosses communes.

Pressions, menaces, publications interdites, associations dissoutes, prison, tortures... la répression était allée crescendo et les vagues d'arrestations avaient commencé en 1933, dans la foulée de l'Holodomor, ce génocide par la

famine qui fit, en 1932 et 1933, des millions de morts dans les campagnes ukrainiennes.

De « l'ukrainisation » à sa criminalisation

Après la révolution de 1917 et la défaite de la brève République populaire de l'Ukraine indépendante, les premières années de la République socialiste soviétique d'Ukraine virent l'émergence d'une nouvelle génération d'écrivains, de poètes, de peintres, de dramaturges, de critiques, de linguistes passionnés par toutes les tendances du modernisme, à la recherche de nouveaux langages et bouillonnant d'inventivité.

Portés par l'espoir d'un monde nouveau et ardents défenseurs d'une émancipation culturelle de l'Ukraine dont l'empire tsariste avait réprimé la langue, provincialisé et folklorisé la culture, ils furent (après les pionniers de la fin du 19^e et du tout début du 20^e siècle : Taras Chevtchenko, Lessia Ukraïнка, Ivan Franko) les artisans enthousiastes et prolixes d'une véritable renaissance à la pointe des courants les plus audacieux à l'échelle internationale.

Le pouvoir bolchevique considéra d'abord avec bienveillance cette période d'effervescence créative : sa politique était alors (de 1922 à 1927) celle de l'« indigénisation » ou « ukrainisation », la promotion de la langue ukrainienne était encouragée et l'expérimentation artistique nullement bridée. Staline y mit brutalement fin, accusant la jeune intelligentsia ukrainienne de « déviations nationalistes bourgeoises » puis, lorsque vint la période des procès iniques, des aveux extorqués et des condamnations

1. Sophie Bouchet-Petersen est secrétaire générale d'Ukraine CombArt et membre du Comité français du RESU.



Iouri Ianovski, avec Ivan Dniprovskiy et Mykola Khvylovyi, dans les années 1920 (Musée central d'État de littérature et d'art de l'Ukraine).

ubuesques, de «terrorisme» visant à renverser le pouvoir soviétique.

En cinq ans, cette génération fut liquidée, ses livres pilonnés ou enfouis dans les caves du NKVD, ses œuvres détruites, ses noms effacés.

La renaissance culturelle des années 1920 en Ukraine

Certains l'appelèrent «Renaissance rouge» car la plupart des acteurs de la renaissance culturelle des années 1920 en Ukraine avaient épousé le rêve révolutionnaire d'un changement radical, de l'avènement d'une société plus juste, d'une culture ukrainienne affranchie de ce «chauvinisme grand-russe» dénoncé par Lénine et en phase avec toutes les dimensions de son temps. Beaucoup avaient l'espoir d'un «communisme à l'ukrainienne» qui libérerait toutes les énergies et accélérerait la décolonisation culturelle.

Tous les courants littéraires et toutes les sensibilités artistiques des temps modernes

participèrent à l'éclosion de groupes d'artistes et de revues d'avant-garde : de l'expressionnisme au cubisme, du néoromantisme à l'abstraction, du dadaïsme au futurisme, du constructivisme au néobaroque, du symbolisme au vitalisme... Le cinéma était aussi de la partie, nombre d'auteurs étant également scénaristes et certains hybridant résolument les arts dans leurs poèmes ou leurs mises en scène.

Des revues au graphisme très innovant jouèrent un rôle important (avant d'être forcées à s'autodissoudre) dans la structuration de ce mouvement protéiforme. *Kino* fut la première revue de critique cinématographique ukrainienne. La revue du groupe, *Vaplitè*, (Académie libre de la culture prolétaire) fut le plus célèbre de ces laboratoires d'expérimentation entre novembre 1925 et janvier 1928 : marxiste mais accueillante à toutes les formes littéraires, elle publiait des textes en ukrainien et en russe. Il faut aussi citer *Lanka*, «atelier des mots révolutionnaires», la revue satirique *La foire littéraire*, la revue *Nouvelle Génération* qui réunissait les meilleurs spécialistes du monde de l'art : aucune revue en Russie n'analysait de façon aussi pointue la vie culturelle de l'Europe occidentale. Les traductions d'auteurs européens se multipliaient dans ces années-là, notamment (pour les Français) de Mauriac, Stendhal, Maupassant, Diderot, Balzac, Verlaine, Mallarmé.

Un livre publié en 1925 témoigne de cet élan créateur : *La renaissance de la littérature ukrainienne*, d'Alexandre Leites, critique littéraire et poète de Vaplitè. Parmi les figures de proue les plus talentueuses qui apparurent rapidement comme les plus suspects aux yeux des

autocrates du Parti communiste : les 3 K, Khvyliovy, Kourbas et Koulich.

Mykola Khvyliovyi, fondateur de l'association littéraire Vaplitè

Poète, il était aussi considéré comme le maître de la prose ukrainienne qu'il tenait pour partie pleinement intégrante de la littérature européenne, ce qui irritait prodigieusement Staline. Son nom de plume est une référence à la vague (*khvyliia* en ukrainien) et l'annonce d'une nouvelle vague, d'un élan vers l'avenir.

Communiste sincère, il perdit peu à peu ses illusions, comme en témoignent, dès le début des années 1920, ses nouvelles qui disent les déceptions de la révolution et la crainte que le régime soviétique soit un nouvel avatar de l'impérialisme russe. Dans *Moi (la Romantique)*, publié en 1924, il décrit un tckékiste à ce point fanatisé qu'il en vient à commettre, quoique déchiré, un matricide au nom de sa loyauté première à la révolution.

En 1926, il aggrave son cas en publiant un texte qui sera vite interdit et lui vaudra de nombreuses menaces : «Ukraine ou Petite Russie?» où il écrit notamment :

Briser le messianisme russe signifie non seulement ouvrir le sémaphore à l'expression de la création dans la joie qui, par le vent de son mouvement, lance un vrai printemps des nations mais également libérer la jeunesse moscovite des préjugés impérialistes séculaires.

Il ne craignait pas de traiter l'URSS de « prison des nations » (on pense à Lénine caractérisant l'empire tsariste comme « prison des peuples »).



Couverture de l'almanach *Vaplitè* avec le logo de Vaplitè.



La revue *Vaplitè* (1927).

Farouche partisan de la libération culturelle de l'Ukraine, il va aussi dans les campagnes pendant l'Holodomor, y constate l'hécatombe de la famine organisée par Staline puis voit les paysans affamés et squelettiques, contraints d'abandonner leur terre, venir mourir sur les trottoirs de Kharkiv.

Dans un texte remarquable, «Pensées à contre-courant», il avait écrit :

Dans la mesure où la nation ukrainienne a recherché son indépendance pendant plusieurs siècles, nous considérons que c'est là une preuve de son désir irréprensible de manifester et de développer pleinement son identité nationale (et non nationaliste).

Orphelin d'une espérance que la Russie soviétique a trahie, il conçoit son suicide comme un ultime geste artistique de protestation : le 13 mai 1933, il convie ses amis chez lui en leur annonçant qu'il va leur lire sa meilleure œuvre. Il s'éclipse, ils pensent qu'il va chercher son manuscrit puis entendent une détonation : Mykola Khvyliovy s'est tiré une balle dans la tête. Dans la lettre laissée à sa fille, il écrit notamment :

Pourquoi ? Parce que nous étions les communistes les plus sincères ? Je ne comprends plus rien [...]. Vous ne pouvez pas imaginer combien j'aime la vie [...]. Cela fait terriblement mal.

Ses œuvres sont interdites et il est interdit de mentionner son nom.

Les Kourbas et Mykola Koulish, fondateurs du théâtre moderne ukrainien

Kourbas a été le premier metteur en scène à présenter des pièces de Shakespeare sur une scène ukrainienne. Invité en 1917 à Kyiv par le futur organisateur des théâtres populaires de l'éphémère République indépendante d'avant la main mise de l'URSS sur l'Ukraine, il y dirige le jeune théâtre dont l'une des troupes formera le théâtre expérimental Berezil : sa première représentation, *Octobre*, a lieu en novembre 1922 et il rassemblera, à son apogée, 400 acteurs, six studios d'art dramatique, une école et un musée. En 1925, le théâtre est transféré à Kharkiv, alors capitale de l'Ukraine soviétique et épice de la renaissance culturelle. L'arrêt brutal de la politique d'ukrainisation fait de Kourbas et de Koulish les cibles privilégiées des accusations de « nationalisme ».

Les œuvres de Koulish, dramaturge et éducateur, anticipent le théâtre de l'absurde. Vétéran de l'Armée rouge qui combattit les Blancs durant la guerre civile, il a été le témoin de l'Holodomor, prend ses distances avec les autorités communistes et dit sa déception vis-à-vis de l'URSS. Ses pièces sont rapidement considérées comme « antisoviétiques » et il est traité de « dramaturge nationaliste bourgeois ».

Le tandem que forment Kourbas et Koulish est l'incarnation du nouveau théâtre ukrainien et de son modernisme qui hybride les traditions théâtrales de l'Ukraine avec les formes les plus récentes du théâtre européen. Staline leur reproche de faire un théâtre « trop pessimiste »





Les Kourbas.

qui ne décrit pas l'avenir radieux du socialisme et démoralise les masses. Les pressions s'accroissent et leur dernier spectacle, *Maklena Grassa*, ne connaît en 1933 que six représentations, alors que les sbires du régime rôdent à l'intérieur et aux alentours du théâtre, tentant de dissuader les spectateurs. Peine perdue: la pièce fait salle comble et reçoit un accueil triomphal. Son évocation, sur une scène volontairement assombrie, de la question du sort de l'artiste dans la société est d'une actualité brûlante.

Kourbas est arrêté en décembre 1933 alors qu'il est metteur en scène au théâtre Maly et au théâtre juif de Moscou; il est condamné à cinq ans de travaux forcés en 1934 et emprisonné



Mykola Koulish.

dans différents camps du Goulag où il tente encore de partager son expérience théâtrale avec ses codétenus. Koulish, lui, est condamné à dix ans de travaux forcés dans un camp de Solovki. L'un et l'autre sont ensuite condamnés à mort par une troïka du NKVD et amenés à Sandarmorkh pour y être fusillés le 3 novembre 1937. La légende dit que les deux amis, unis dans la vie et sur scène, auraient été tués ensemble par une seule et même balle.

Mykhaïl Semenko, fondateur du « panfuturisme » ukrainien

Poète et autre figure marquante de la renaissance culturelle ukrainienne, Semenko fut l'un des pionniers de cette avant-garde décidée à s'affranchir de la colonisation culturelle russe. La peinture et la musique nourrissent son rythme poétique et sa radicalité le conduit à remettre en cause le culte du poète national Taras Chevtchenko (ce qui ne l'empêchera pas de participer à la création d'un film sur Chevtchenko et au jury international du concours de projets pour le monument qui doit être érigé en son honneur).

En 1922, il publie deux recueils poétiques et théoriques, *Le catafalque de l'art. Gazette des panfuturistes-destructoristes* et *Le sémaphore vers l'avenir*. Dans le Manifeste du mouvement, il écrit :

Nous, les panfuturistes conquistadors, contemporains et participants de la révolution sociale, nous avons la possibilité d'escalader le sommet de l'histoire.

Sur les ruines de la pratique traditionnelle de l'art, ils veulent bâtir un « méta-art du futur » et défendre la langue ukrainienne tout en visant l'universalité. Auteur de plus d'une trentaine de recueils et théoricien d'un art radicalement nouveau, il fut, lui aussi, accusé d'appartenir à une organisation terroriste nationaliste fasciste et assassiné en 1937. Pendant cinquante ans, aucune de ses œuvres ne sera plus publiée. Comme il l'écrivait dans un poème de 1917, voici venus « les jours de la frayeur, les jours implacables ». Il avait eu, ailleurs, cette phrase énigmatique et



Mykhaylo Boïtchouk.

belle : « Je ne vais pas mourir de la mort mais de la vie. »

Mykhïlo Boïtchouk, fer de lance du monumentalisme ukrainien

Fresquiste talentueux et fondateur de l'école de peinture monumentale ukrainienne qui a notamment réalisé les fresques de l'Opéra national d'Ukraine à Kyiv et de l'opéra-théâtre national Lyssenko de Kharkiv, Boïtchouk est aussi l'auteur de grandes mosaïques qui mêlent modernisme, néo-byzantinisme et héritage populaire ukrainien.

Avec Ivan Padelka et Vassyl Sedliar qui fut son élève, il a créé en 1925 l'Association d'art révolutionnaire d'Ukraine. Bien qu'en partie rallié au réalisme socialiste imposé par le stalinisme, il n'échappe pas à la persécution : arrêté en 1936 pour espionnage et activité contre-révolutionnaire avec son épouse Sofia, tous deux seront assassinés à Kyiv en 1937, lui en juillet, avec Ivan Padelka et Vassyl Sedliar, elle en décembre. Ses peintures sont détruites et ses mosaïques démontées.

La souricière de la Maison Slovo

« Slovo », en ukrainien, signifie parole ou mot. En 1930, l'immeuble Slovo construit à Kharkiv accueille ses premiers locataires, principalement des poètes et des écrivains auxquels il doit offrir de bonnes conditions de vie et de travail. Ce bâtiment neuf de cinq étages comprend plus d'une soixantaine d'appartements qui bénéficient d'un confort assez rare à l'époque (cuisine et salle de bains avec possibilité d'une douche chaude quotidienne, solarium collectif



Mykola Khvylovy.

et terrain de sport). Il a été construit en forme de C (la première lettre de Slovo en écriture cyrillique) et témoigne d'une architecture très moderne.

Très vite, les téléphones des habitants sont mis sur écoute et d'inquiétantes voitures noires stationnent dans la rue. L'actrice Halyna Mnevskya est la première à être arrêtée en 1931 car elle refuse de dénoncer son mari. D'autres suivent comme Ivan Bagriany en 1932. En 1933, les arrestations s'accroissent comme celles de Mykola Koulisch et de Mykhaïlo Yalovy, journaliste, directeur de revues, poète et ancien président du groupe Vaplitè, dont Khuyliovy dira, avant de se suicider : «Arrêter Yalovy, c'est fusiller toute une génération!». Sur la quarantaine de personnes arrêtées, 33 seront assassinées, pour l'essentiel à Sandarmorkh, vidant la Maison Slovo de figures majeures de l'avant-garde artistique et intellectuelle sur lesquelles le piège s'est refermé.

On doit à Anatol Petrytrytsky, qui y habitait, une douzaine de portraits (sur la centaine qu'il avait réalisée) de résidents de la Maison Slovo.

En 1954, après la mort de Staline, l'Association des écrivains ukrainiens en exil, qui a repris le nom de Slovo en mémoire de ceux qui y furent arrêtés, adresse au 2^e congrès des écrivains soviétiques un télégramme qui demande des comptes en ces termes :

En 1930, le nombre d'écrivains ukrainiens qui publiaient leurs œuvres se montait à 259. Après 1938, on n'en comptait plus que 36. Nous vous demandons d'expliquer où et pourquoi 223 écrivains ont disparu de la littérature ukrainienne.

Ils n'obtinrent pas de réponse.

En 2003, une plaque commémorative en forme de livre portant 100 noms d'écrivains et d'artistes ayant vécu dans la Maison Slovo a été apposée sur une de ses façades.

Après Staline, c'est Poutine qui s'en est pris à cet immeuble emblématique de la Renaissance fusillée (voir dans le n° 34 de [Soutien à l'Ukraine résistante](#) l'article de Vira Aheiva, «La deuxième mort de la maison des écrivains de Kharkiv») : en 2022, lors de l'invasion à grande échelle, les tirs de l'armée russe sur Kharkiv en ont endommagé la façade et les ouvertures.



La maison Slovo à Kharkiv, l'un des symboles de la Renaissance fusillée (photo : proslovo.com).

Un documentaire de Taras Tomenko, *Slovo House*, a été projeté en juin 2023 lors du colloque organisé à la Bibliothèque nationale de France avec l'Inalco et la Bibliothèque universitaire des langues et civilisations sur l'intelligentsia ukrainienne sacrifiée par le régime stalinien dans les années 1930.

De Sandarmorkh à Kyiv en passant par Kharkiv et le Goulag...

Parmi ceux qui furent assassinés en 1937 dans la forêt carélienne avec Kourbas, Koulish et tant d'autres, quelques figures majeures de cette Renaissance fusillée: Yakiv Savtchenko, l'un des premiers symbolistes ukrainiens, Mykola Zerov, poète et critique littéraire, Maïk Johansen, théoricien de la littérature et linguiste, Guéo Chkovroupiy, théoricien du futurisme, Mykhaïlo Draï-Khmara, éminent traducteur, Valeryan Pidmohylnyi, maître de la nouvelle.

On ne fusilla pas qu'à Sandarmorkh, on le fit aussi à partir de 1933 à Kharkiv et à Kyiv, dans les camps du Goulag et dans les caves du NKVD. A Kyiv, du 13 au 15 décembre 1934, 28 artistes furent arrêtés et fusillés sur la base de dénonciations absurdes: on les accusa d'être des «terroristes» arrivés en Ukraine munis de bombes et d'armes diverses en provenance de Pologne et de Roumanie, pays dans lesquels la plupart n'avaient jamais mis les pieds. Il y avait parmi eux le poète Dmytro Falkyskiy, le novelliste Hrytoriy Kosyka, le romancier et dramaturge Kost Bourelviy.

Arrestations, condamnations et exécutions s'enchaîneront tout au long des années 1930, dont le point culminant fut la tuerie de

Sandarmorkh mais pas le point final: d'autres vagues répressives prendront le relais durant les décennies suivantes, s'acharnant à briser les résistances, politiques et culturelles, qui renaîtront périodiquement en Ukraine.

Livres envoyés au pilon, bibliothèques purgées, œuvres détruites, noms effacés: rien ne devait survivre de ces années ardemment créatives dont les audaces formelles et le refus de la colonisation culturelle russe avaient fini par être brisés à coups d'assassinats massifs dont la trace, elle aussi, devait être supprimée. Staline sembla y parvenir: artistes réduits au silence, réalisme socialiste triomphant, asservissement apparemment réussi de l'art à la propagande... Et pourtant, l'éradication ne put être parfaite car



Portraits des intellectuels ukrainiens tués à Sandarmorkh (chaîne Telegram du Parlement).

quatre passeurs de mémoire réussirent à empêcher l'enfouissement définitif de ce moment essentiel de l'histoire ukrainienne: Ivan Bagrianyi puis Youri Lavrinenko et Jerzy Griedroyc puis enfin Iouri Dimitriev, deux Ukrainiens, un Polonais et un Russe.

Ivan Bagrianyi, un témoin décisif

Son œuvre, fictionnelle mais très largement autobiographique, apporte un témoignage infiniment précieux pour comprendre ce que furent la renaissance culturelle ukrainienne durant les années 1920 et les méthodes employées durant les années 1930 pour l'anéantir. Son rôle dans la transmission de cette mémoire empêchée et manipulée fut déterminant car il était un survivant direct de la Renaissance fusillée, parlant pour ceux qui ne peuvent plus parler et citant les noms de ceux condamnés à l'oubli.

Auteur de poèmes en 1926, il rejoint le Mars (Atelier de l'art révolutionnaire) que les autorités soviétiques dissoudront et dont elles pourchasseront les membres. Lui aussi commence par adhérer avec enthousiasme aux idéaux affichés par le nouveau régime révolutionnaire mais ses *Réflexions sur la littérature* rejettent l'idée que la littérature se borne à être le «miroir objectif» du réel, axiome du réalisme socialiste, car elle est avant tout création libre. Lui aussi loge dans la Maison Slovo mais, dès 1932, il fait l'objet d'une interdiction de publier et finit par être arrêté. Il passe alors onze mois dans une cellule d'isolement pour condamnés à mort, dans l'ancienne prison tsariste de Kharkiv surnommée «La Montagne froide». Il résiste aux pressions, psychologiques et physiques, destinées à le

briser, le faire avouer, l'obliger à dénoncer et à se repentir de crimes inventés de toutes pièces. Ne disposant d'aucun livre ni crayon pour écrire, il compose dans sa tête des poèmes qu'il s'efforce de mémoriser et qui figureront dans son livre: *Le boomerang d'or: le reste des textes perdus, confisqués, détruits*.

Il écope de cinq ans dans un camp de Sibérie, s'évade au bout de trois ans, se réfugie pendant deux ans dans une colonie ukrainienne de Vieux Croyants, expérience qu'il racontera dans son livre *Chasseurs de tigres*. Ayant commis l'imprudence de retourner en 1938 dans la maison paternelle, il est de nouveau arrêté, sur dénonciation d'un voisin. S'ensuivent deux ans et sept mois de détention et de tortures qu'il raconte dans *Le jardin de Gethsemani* dans lequel il laisse, sauf dans quelques cas, leurs véritables noms aux bourreaux, gardiens et prisonniers.

En 1940, il est miraculeusement relâché, peut-être parce qu'à moitié mort à cause des sévices qu'il a subis et peut-être aussi du fait de la disgrâce de Lejov, exécuteur des basses œuvres de Staline qui le fera fusiller après les grandes purges. Bagrianyi rejoint alors les combattants nationalistes ukrainiens, fuit les Allemands qui le déportent, s'évade à nouveau et, en 1945, publie un pamphlet dans lequel il explique pourquoi il refuse le rapatriement issu des accords de Yalta: «*Pourquoi je ne veux pas retourner en URSS.*» Il exercera ensuite diverses responsabilités politiques dans la diaspora ukrainienne mais le plus important, ici, ce sont les deux livres dans lesquels il mentionne le destin des écrivains de la Renaissance fusillée (suicidés, dénoncés, disparus, assassinés, rencontrés en prison) et



décortique le système concentrationnaire où tant d'entre eux ont péri, cette mer trouble et cruelle du non-sens qui industrialise la déshumanisation: *Chasseurs de tigres* s'appuie sur son expérience de déporté de 1932 à 1937 et *Le jardin de Gethsemani* sur son expérience des geôles stalinienne à la fin des années 1930. Il conçoit son œuvre comme une arme contre le mensonge politique, l'oubli orchestré, l'enfer organisé (il sera parfois appelé le «Soljenitsyne ukrainien»).

Il meurt en 1963 après avoir pour partie sauvé de l'oubli ce qu'a vécu et souffert la génération de la Renaissance fusillée. Sur sa tombe, ces mots qui valent toujours pour aujourd'hui: «Nous existons. Nous existions. Et nous existons. Et notre Patrie existera avec nous.»

Il est réhabilité en 1991, lorsque l'Ukraine (re)devient indépendante. Ses romans y sont publiés, adaptés au cinéma et intègrent les programmes scolaires. Le prix Chevtchenko lui est décerné à titre posthume en 1992, des rues portent son nom et une pièce de monnaie à son effigie a été créée. Staline a perdu: la Renaissance fusillée refait surface. Poutine perdra lui aussi.

Youri Lavrinenko et Jerzy Griedroyc: l'Anthologie de la Renaissance fusillée

Cette anthologie publiée en 1959 est le fruit d'une histoire d'amitié et d'opiniâtreté entre un Ukrainien et un Polonais, tous deux expatriés et tous deux fermement attachés à l'indépendance de leurs nations respectives alors que la guerre froide semble condamner leur espérance d'émancipation du bloc soviétique.

Lavrinenko a fait ses études de littérature à Kharkiv dans les années 1920 alors que la renaissance culturelle de l'Ukraine était en plein essor. Arrêté en 1934, il passe quatre années dans un camp du cercle polaire, en sort en 1939 puis s'exile à New York. Son obsession? Retrouver l'Atlantide perdue des œuvres et des auteurs ukrainiens dont le stalinisme a détruit les traces et effacé la mémoire. Sa conviction? Il faut interroger la diaspora ukrainienne, explorer les archives privées, fouiller dans les bibliothèques, recueillir des témoignages, même minuscules, solliciter les dissidents, tirer patiemment de l'oubli les pièces qui permettront de reconstituer le grand puzzle de la renaissance culturelle ukrainienne et l'histoire de son éradication.

Il a, en France, un correspondant polonais, fondateur de la revue *Kultura*, qui plonge avec lui dans l'aventure et publie dans une maison d'édition polonaise à Paris le résultat du travail colossal de Lavrinenko: 980 pages dans la version originelle de cette enquête, dont ils tireront une version de poche, davantage susceptible de franchir discrètement le rideau de fer et qu'ils souhaitent distribuer gratuitement en Ukraine. Et ça marche! Le livre se faufile de mains en mains, celles de Paradjanov, l'immense cinéaste des *Chevaux de feu*, celles des dissidents «soixantards», celles d'Alla Horska, mosaïste assassinée par le KGB en 1970.

La littérature de cette période dont Lavrinenko disait qu'elle gisait, inaccessible, dans les archives du NKVD et des procès kafkaïens intentés à l'avant-garde culturelle ukrainienne des années 1920, ces milliers de pages et ces centaines de visages dont le souvenir s'était perdu,

ils réussissent à les exhumer et à redonner à l'Ukraine les clefs de ce passé volé.

Après avoir cheminé souterrainement durant bien des années, cette Anthologie de la Renaissance fusillée fait l'objet, dans les années 1980, d'éditions en langues étrangères. L'URSS finissante mais encore ignorante de sa finitude s'ofusque : on y dénonce la falsification (étrangère, forcément étrangère...) de la littérature ukrainienne, un complot nationaliste, une pseudo-régénération qui ne serait en réalité qu'une dégénération. Après 1991, une première édition en ukrainien est mise à la disposition du public et, dans les années 2000, les programmes scolaires s'en nourrissent. C'est la deuxième défaite de Staline. La censure et la répression poutiniennes finiront, elles aussi, par être pulvérisées.



Iouri Dimitriev, le découvreur de Sandarmokh

Ce chercheur russe, spécialiste du Goulag et alors directeur de la branche Carélie de l'ONG Mémorial (désormais interdite par Poutine), a retrouvé en 1997 les fosses communes de Sandarmokh avec l'aide de Mémorial Saint-Petersbourg. Plus de 10 000 fusillés de 58 nationalités y ont été jetés avec les victimes ukrainiennes de la Résistance fusillée. Sur les arbres de la forêt de Carélie, ont été apposés des noms et des portraits de ceux qui y ont été assassinés. En 2005, une croix cosaque en pierre calcaire a été érigée avec cette mention : «Aux fils assassinés de l'Ukraine». Tous les 5 août, une cérémonie commémorative était organisée en présence de délégations ukrainiennes.

L'exhumation de ces fosses est une preuve, encombrante pour le Kremlin, de la persistance au long cours des persécutions de l'impérialisme russe. Les restes des corps suppliciés sont autant de témoins accablants qui font obstacle à l'invention du récit national révisionniste du régime poutinien.

En 2015, Dimitriev commet l'affront de parler de «guerre en Ukraine». Poutine a fait main basse sur la Crimée et orchestre la déstabilisation du Donbass mais ce n'est pas encore l'invasion à grande échelle de 2022, longtemps euphémisée en «opération militaire spéciale». Dimitriev, lui, a le courage d'appeler les choses par leur nom et cela ne lui sera pas pardonné par l'autocrate du Kremlin.

En juillet 2016, deux historiens mandatés par le pouvoir russe contestent le fait que Sandarmokh soit un gigantesque charnier de victimes du stalinisme : il s'agirait, selon eux, de prisonniers de guerre soviétiques abattus par l'armée finlandaise durant la Deuxième Guerre mondiale. Totalement invraisemblable mais il fallait un contre-feu pour barrer la route au rétablissement de la vérité historique.

En décembre de la même année, Dimitriev est arrêté, accusé d'avoir créé des images pédo-pornographiques de sa fille adoptive, âgée de 11 ans à l'époque, et d'inconduite sexuelle sur mineur. L'objectif ? Le discréditer comme historien et disqualifier son travail sur Sandarmokh. En 2018, la Société d'histoire militaire russe s'en mêle : fondée en 2012 pour étayer le négationnisme historique de Vladimir Poutine, elle agit comme un commissariat d'État préposé à la réécriture de la mémoire nationale russe.

Elle organise des fouilles douteuses, enlève des corps et, en 2019, confirme les théories mensongères des deux historiens aux ordres qui se sont penchés sur le site. Plus que jamais, il s'agit d'entraver toute recherche indépendante sur les crimes de Staline dans le sillage duquel Poutine s'inscrit.

Condamné, acquitté, à nouveau condamné, Iouri Dimitriev, militant des droits humains, fait finalement l'objet d'une peine de quinze ans.

Une nouvelle renaissance culturelle en temps de guerre ?

Dans les années 1930, lorsque s'abattit sur eux la répression stalinienne, les acteurs de la renaissance culturelle n'avaient guère de choix et furent, dans leur majorité, éliminés. Quelques-uns, comme Mykola Khvylioviy, optèrent pour le suicide. Quelques-uns réussirent à s'exiler à temps, avant d'être arrêtés ou après avoir été emprisonnés, comme Ivan Bagriany ou Yuri Lavrinenko. Quelques chanceux furent oubliés dans les camps et ne furent pas traînés à Sandarmorkh : ceux qui y avaient survécu furent libérés dans le cadre du dégel krouchtchévien. Quelques-uns acceptèrent sous la torture de s'accuser de crimes invraisemblables, de dénoncer leurs camarades, de mettre en scène leur repentir, ce qui ne leur sauva souvent pas la vie. Quelques-uns s'enfoncèrent dans le silence, l'autocensure voire le ralliement surjoué quoique sans illusions à la littérature de propagande, souvent brisés intérieurement par leur reniement. Vassyl Stous, poète, journaliste et dissident ukrainien mort en 1985 au camp de Perm 36 en Russie après avoir passé près de la

moitié de sa vie en détention, a eu, pour le courage de ceux tués à Sandarmorkh et la faiblesse de ceux qui capitulèrent, ces mots très durs que sa résistance inflexible explique : « Leur mort physique ne signifiait pas leur mort spirituelle. Alors que ceux qui ont survécu sont morts spirituellement. »

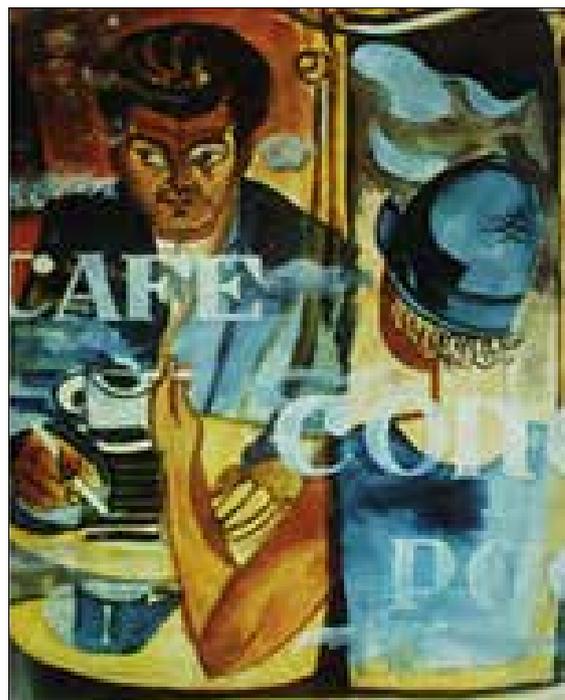
Iouri Ianiovsky, écrivain, poète, talentueux scénariste et un temps directeur artistique du studio cinématographique d'Odessa, passa entre les mailles du filet. Au prix de quelles ruses, compromis ou compromissions ? Je l'ignore. Représentant du courant néoromantique partie prenante de la renaissance culturelle ukrainienne des années 1920, il publia en 1927 *Le maître du bateau*, allégorie de l'Ukraine fortement inspirée par le cinéma puis, en 1930, *Les cavaliers* dont Aragon préfacera en 1957 l'édition française et qui narre l'histoire tragique de quatre frères engagés durant la guerre civile dans des camps opposés : si la fin est politiquement correcte (le rouge est dans le camp des vainqueurs sans avoir commis, lui, de fratricide), le portrait des trois autres frères est, pour un auteur qui finit par faire allégeance au réalisme socialiste, d'une grande finesse et attention aux contradictions humaines qui conduisirent les quatre frères à se combattre. Son œuvre la plus importante d'après-guerre est *L'eau vive*, publiée en 1947. Elle fut alors accusée de nationalisme petit-bourgeois et près de 200 corrections lui furent imposées pour qu'elle se conforme davantage aux canons du réalisme socialiste.

La plupart des auteurs tués, disparus ou emprisonnés dans les années 1930 ont été réhabilités dans les années 1950, après la mort de

Staline, mais leurs œuvres sont souvent restées interdites. C'est pourquoi l'admirable recension effectuée par l'*Anthologie de la Résistance fusillée* est si précieuse. Dans l'Ukraine d'aujourd'hui, ils ont été redécouverts et mis à l'honneur, grâce à quelques passeurs obstinés qui ont retrouvé et collecté les traces de ce passé enfoui, permettant à l'Ukraine de renouer avec un pan de son histoire, politique et culturelle, avant d'affronter, une fois encore, la négation impérialiste de son existence comme nation, la destruction et le pillage systématique de ses richesses culturelles, la russification forcée et le bannissement de sa langue dans les territoires temporairement occupés.

Pour Poutine aujourd'hui comme pour Staline hier, la place de la «Petite Russie» est sous la botte de la «Grande Russie» et le déni de sa culture reste une arme majeure de l'éradication de l'identité ukrainienne. Celles et ceux de la Renaissance fusillée ne purent pas s'opposer à leur anéantissement. Celles et ceux de l'actuelle résistance, civile et militaire, du peuple ukrainien infligent depuis bientôt quatre ans (neuf ans en vérité) un vaillant, cinglant et spectaculaire démenti aux élucubrations stalino-tsaristes de celui qui se voit en bâtisseur d'un 4^e Reich moscovite. Les Ukrainiennes et les Ukrainiens tiennent bon face à une agression effroyablement meurtrière et tiennent tête au tyran du Kremlin en prenant plus que jamais appui sur une intense création culturelle que la guerre, à rebours de l'effet escompté par Vladimir Poutine, stimule dans toutes les disciplines intellectuelles et artistiques. *C'est ainsi que nous demeurons libres* proclame le titre du beau

recueil, récemment traduit en français, de Yaryna Chornohuz, poétesse et militaire dans le corps des Marines, qui continue d'écrire dans les tranchées et a reçu, en 2024, le prix national de littérature Taras Chevtchenko.



Portrait de Mykhail Semenko par Anatol Petrytsky, 1929
(Musée national d'art d'Ukraine).

BOÎTE
ALERTE

En défense de l'Ukraine

Edwy Plenel¹

Plaidoyer pour l'internationalisme et contre l'indifférence, *L'épreuve et La contre-épreuve*, le dernier livre d'Edwy Plenel - paru le 14 septembre aux éditions Stock - questionne l'absence, notamment à gauche, de solidarité active avec le peuple ukrainien, comme hier avec le peuple syrien, face à l'agression impérialiste russe.



L'Ukraine aujourd'hui, la Syrie hier: dans leur majorité, les gauches restent inactives face à l'impérialisme russe qui, après être venu au secours d'une des pires dictatures du monde arabe, a envahi un pays européen dans le but d'annexer son territoire et d'asservir son peuple. Depuis bientôt sept mois que dure la guerre d'agression russe, elles se distinguent par leur abstention et leur précaution, sans faire vivre la solidarité internationale par une mobilisation populaire ni donner la parole aux peuples concernés par l'accueil de résistants ukrainiens ou d'opposants russes.

L'épreuve et la contre-épreuve [...] interpelle cette désertion d'un champ d'action qui, pourtant, fut aux origines du mouvement ouvrier:

1. Edwy Plenel est journaliste et fondateur de *Mediapart*. Il a participé à de nombreuses initiatives de solidarité avec l'Ukraine. Article paru sur [Mediapart](#) (12 septembre 2025) et sur le site du [Comité belge du RESU](#).

l'internationalisme. Si *L'Internationale* fut historiquement le chant de référence des luttes portées par les forces de gauche, partis et syndicats, c'est parce qu'elle exprime la conviction que l'émancipation sociale et démocratique passe par la fraternité des peuples contre les dominations politiques et les oppressions économiques. Dès qu'elle abandonne cette exigence, la gauche cède du terrain aux forces qu'elle prétend combattre, épousant des logiques étatiques de puissance et idéologiques d'identité.

C'est au nom de cet idéal que furent menés des combats fondateurs contre les impérialismes guerriers et contre les puissances colonisatrices, que fut défendu le droit des peuples à s'autodéterminer et à se révolter, que furent organisées les solidarités internationales sans frontières pour venir à leur secours. C'est aussi cet idéal qui fonda, dans les combats antifascistes, le rejet des idéologies nationalistes et identitaires, terreau fertile de la xénophobie et du racisme sur lequel prennent inévitablement racine des politiques criminelles de négation, voire d'extermination, de l'Autre, du différent, du dissemblable, du dissident, de l'étrange et de l'étranger.

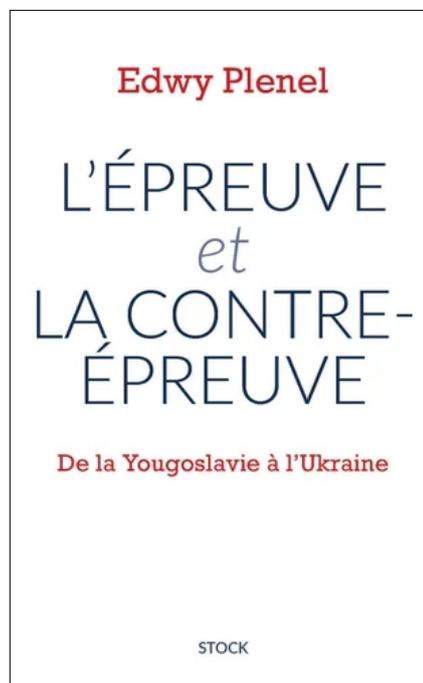
«L'indifférence est le poids mort de l'histoire», écrivait Antonio Gramsci, alors jeune socialiste, au début du siècle dernier. D'où vient ce poison d'indifférence aux sursauts du monde et au sort des peuples qui tétanise aujourd'hui la plupart des gauches françaises? Plaidoyer pour son antidote, l'internationalisme, *L'épreuve et la contre-épreuve* remonte aux sources, anciennes et récentes, de ce renoncement, du national-communisme stalinien au national-républicanisme

chevènementiste. Dans les deux cas, la gauche, en ses versions radicales ou réformistes, a déserté la solidarité spontanée avec les peuples, leurs soulèvements, leurs luttes et leurs espoirs, au profit d'un repli sur un quant-à-soi national où la politique internationale est réduite au jeu des puissances et des intérêts.

Réquisitoire contre l'alignement sous toutes ses formes, cet essai plaide pour des solidarités internationalistes qui ne soient l'otage d'aucun camp. Être solidaire sans conditions ni réserves de la résistance du peuple ukrainien à l'invasion russe n'empêche pas de combattre les désastres dont sont responsables les puissances qui soutiennent militairement l'Ukraine, les États-Unis au premier chef. Mais jamais ces désastres ne sauraient justifier que l'on abandonne aujourd'hui le peuple ukrainien au joug de la Russie poutinienne comme l'on a abandonné le peuple syrien sous la botte de la dictature des Assad.

L'internationalisme est l'apprentissage d'une politique sensible qui, loin des idéologies froides et des raisons étatiques, fait vivre en pratique le précepte de Terence, dont Marx, cofondateur de la 1^{re} Internationale, disait que c'était sa maxime préférée: «Rien de ce qui est humain ne m'est étranger» [*Homo sum; humani nihil a me alienum puto*]. Oui rien. Ni le peuple palestinien auquel Israël dénie toujours le droit à vivre souverainement. Ni le peuple ouïghour victime de crimes contre l'humanité commis par la Chine. Ni le peuple ukrainien... Etc. Il s'agit en somme de tenir tous les bouts.

Ce fut l'enseignement de ce moment dreyfusiste du communisme que fut l'Opposition de

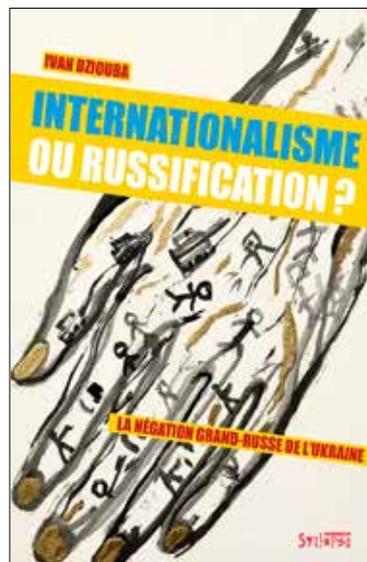
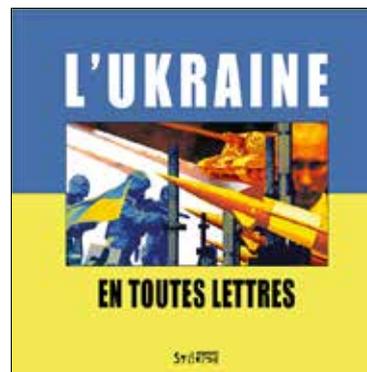


gauche au stalinisme, autour de Léon Trotsky et de son Odyssée alors qu'il était minuit dans le siècle précédent, face au fascisme et au nazisme dont l'avènement fut précipité par le stalinisme, son aveuglement et ses crimes. Passant outre ses caricatures et ses sectarismes *L'épreuve et la contre-épreuve* veut en réhabiliter l'héritage à l'attention des nouvelles générations, en rappelant combien ce combat à contre-courant a sauvé des principes dans le désastre, porteurs à la fois de radicalité démocratique et de solidarité internationaliste.

Il serait temps que les gauches françaises refusent clairement cette politique hémiplégique ou borgne qui, justifiant de ne pas agir au prétexte d'un «deux poids, deux mesures»,

abandonne les solidarités élémentaires où s'inventent et se construisent les alternatives aux désordres impérialistes du monde. C'est l'alarme que documente *L'épreuve et la contre-épreuve* en tirant un fil qui va de la guerre ukrainienne aux guerres yougoslaves des années 1990 : plus le camp de l'émancipation déserte l'internationalisme, plus il laisse la voie libre à son ennemi de toujours, le camp de l'inégalité et de l'identité, sous l'alibi du national et de l'impérial.

Car il n'y aura pas de combat vainqueur contre l'extrême droite ici sans victoire là-bas contre la puissance qui porte l'étendard de ces néofascismes, la Russie de Vladimir Poutine. Il n'y aura pas de libération du peuple russe de l'oppression qu'il subit sans défaite de l'impérialisme poutinien. Il n'y aura pas d'avènement d'un monde meilleur, délivré des haines et des guerres, sans expérience humaine, concrète et pratique, des solidarités élémentaires avec les hommes, les femmes et les enfants qui en sont, aujourd'hui, les victimes.



En février 2022, alors que les troupes russes s'apprêtaient à donner l'assaut à Kyiv, les éditions Syllepse ont voulu construire une solidarité concrète avec un éditeur ukrainien menacé. Elles ont accueilli une partie du catalogue des éditions Medusa de Kyiv. Un tel catalogue ne pouvait en effet qu'être insupportable aux maîtres du Kremlin...

Quatre titres en langue ukrainienne ont alors été rendus disponibles et mis en vente par les éditions Syllepse.

Judith Butler, *Ce qui fait une vie : essai sur la violence, la guerre et le deuil.*

Claire Sheridan, *Journal d'une motocyliste.*

Tymothy Snyder, *De la tyrannie : vingt leçons du 20^e siècle.*

Pierre Bourdieu, *Sociologie réflexive.*



[Pour accéder à la page du site, cliquer ici.](#)

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous



le pouvoir des samizdats et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne. Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris) et Utopia Rossa (Rome), les sites À l'encontre (Lausanne), Trasversales (Madrid) et Europe solidaire sans frontières, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue Alternatives Sud, ainsi que le blog Entre les lignes entre les mots (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».